la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro

LA PAIX A ZAGREB
par Alfred Rosmer

Lénine, Trotski, Staline
et le problème du parti révolutionnaire (suite et fin)
par Benno Sarel

Après cinq années de fonctionnement
LES COMITÉS D'ENTREPRISE ONT-ILS TRANSFORMÉ LE CLIMAT SOCIAL ?
par Pierre Aubery

SIMONE WEIL
que nous avons aimée quand il en était temps...
par Albertine Thevenon

20e année. — N° 357. — Nouvelle série n° 56. DECEMBRE 1951. — Prix : 50 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .. .. 280 fr.
Un an .. .. 500 fr.

EXTERIEUR

Six mois .. .. 375 fr.
Un an .. .. 625 fr.

Le numéro : 50 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2°)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 56 - Décembre 1951

La paix à Zagreb .. .. A. ROSMER
Emile Guillaumin .. .. H. POULAILLE
Lénine, Trotski, Staline et le problème révolutionnaire .. .. B. SAREL
Lettre du Maroc.
On a perdu un « Prix Nobel » .. .. G. WALUSINSKI
Propos de fin d'année .. .. R. HAGNAUER
Après cinq années de fonctionnement : Les comités d'entreprise ont-ils transformé le climat social ? .. .. P. AUBERY
Simone Weil que nous avons aimée, quand il en était temps .. .. Albertine THEVENON

Notes d'économie et de politique

L'éveil du Proche-Orient. — A bas la productivité .. .. R. LOUZON

La renaissance du syndicalisme

Un excellent programme syndicaliste .. .. J. DUPERRAY
Syndicalisme sur le plan industriel ou syndicalisme sur le plan professionnel ? A. CANE

Livres et revues

Notes de lecture .. .. J. MAITRON
E. Reynier : Histoire de Privas .. .. P. GOURDON
M. Prawdin : Genghis Khan .. .. LERAY
L'U.G.T.T. s'adresse à l'opinion démocratique internationale (brochure).

Faits et documents

A propos des textes fournis sur l'école en U.R.S.S. .. .. FRANC

Entre nous

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;*

2° *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1951 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C.G.T. dépendante du gouvernement ;*

3° *De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;*

5° *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;*

6° *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;*

7° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

LA PAIX A ZAGREB (*)

Si le but des inspirateurs et des organisateurs de la Conférence de Zagreb était de prouver au monde que les pacifistes de toutes les variétés et de tous les pays peuvent aller en Yougoslavie, y exposer leurs idées et en discuter librement, ils ont pleinement atteint leur but. Jamais conférence ne fut plus libre, plus maitresse de régler son ordre du jour et ses débats comme il lui plairait. Au départ, on savait seulement qu'il s'agissait de la paix et de la coopération entre les peuples, formules vagues qu'on s'attendait à voir précisées en des rapports et des projets de résolutions comme c'est maintenant la coutume dans les réunions internationales. Mais en cela la Conférence de Zagreb allait innover. Une déclaration signée du président du Comité yougoslave pour la défense de la paix, du président du Comité d'organisation de la Conférence et du président de l'Association yougoslave des Nations Unies, disait en effet : « Les participants yougoslaves ne sont pas venus à cette réunion avec un projet commandant par avance une décision quelconque de la part de la Conférence. Nous désirons une discussion libre et estimons que seule une telle discussion peut faire naître un point de vue commun dont la forme devra être fixée au cours de la discussion par l'assemblée elle-même. » Et c'est ainsi que les choses se passèrent, après un début qui donna quelque inquiétude.

Le premier orateur fut un pacifiste anglais, avocat d'un certain renom ; devant partir dès le lendemain, il avait tenu à placer un assez long discours dont la formule la plus originale était qu'il fallait en finir avec la guerre froide, et lui substituer une paix bouillante. Ensuite un délégué espagnol, plutôt mal choisi, demanda à la Conférence son aide contre Franco. Puis ce fut le tour d'un mondialiste britannique qui agrémenta son exposé de considérations personnelles imprévues. Après ces interventions on ne voyait pas comment les débats allaient pouvoir s'organiser, et de différents côtés on demanda qu'un certain ordre fût établi dans l'intérêt même de la Conférence. Mais le leader de la délégation yougoslave, Mocha Pijade, tint à insister aussitôt sur le caractère entièrement libre qui devait être celui de cette première réunion : chacun des participants désireux d'exposer ses vues devra venir le faire à la tribune, et c'est seulement en conclusion de toutes ces interventions qu'on pourra tenter d'établir un texte de résolution et prendre des décisions en vue d'une action ultérieure.

Cependant dès le lendemain, le président du Comité pour la défense de la paix, Josip Vidmar, prononçait un discours qui allait donner une base solide aux débats ; important par son contenu, il était également significatif par sa forme : langage simple, formules claires, ni trompe-l'œil ni camouflage. « Cette assemblée, disait-il, sera l'œuvre de nous tous, de nos discussions, de notre commune volonté et de notre labeur commun. Je suis convaincu d'une chose, c'est de la liberté absolue de parole et de discussion sans laquelle tout travail pour l'entente sincère, particulièrement pour une chose aussi importante que la paix, ne serait qu'un bavardage inutile, ou une manœuvre de simulation et de propagande aux buts inavouables. » Puis il ajoutait : « Il est pourtant évident que, pour des raisons multiples, cette réunion n'a pas pu être un rendez-vous mondial. Il y a des pays d'Europe et d'autres continents qui n'y ont pas de représentants. La tâche qui aurait consisté à réunir ici les envoyés du monde entier était au-dessus des possibilités du comité yougoslave et, croyons-nous, cette tâche serait également irréalisable ailleurs, même si on fait abstraction des pays soumis à la discipline sévère d'un soi-disant mouvement pour la paix qui est au service de la politique extérieure d'une certaine grande puissance. Ceci explique pourquoi les dirigeants de l'organisation qui s'est baptisée Congrès mondial de la paix, que notre Comité d'organisation a invités, n'ont pas répondu à notre invitation. Ils ont peur d'une discussion libre, mais il y a une chose dont ils ne craignent pas d'user, c'est la calomnie. Je suppose que personne ici ne sera surpris d'apprendre que les postes de la radio de certains pays de l'Est européen qualifient les participants à cette réunion d'ennemis de la paix, et la réunion elle-même une réunion de fauteurs de guerre. » Recherchant les causes de la situation présente dans le monde, il déclarait : « La source de l'antagonisme entre l'Est et l'Ouest est un héritage ; la deuxième guerre mondiale a liquidé le principal représentant de l'impérialisme, Hitler. Mais à peine le cliquetis des armes avait-il cessé qu'une nouvelle politique d'expansion est apparue, la politique de l'Union soviétique qui, déjà en 1948, voulait soumettre à son joug la Yougoslavie après avoir soumis la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Le monde a dû se dresser contre les aspirations de cette puissance impérialiste et c'est ainsi que sont nés le Pacte Atlantique et l'organisation de l'Ouest libre. C'est en cela qu'il faut chercher les causes fondamentales du grand antagonisme entre l'Est et l'Ouest, et celles du réarmement mondial accéléré, bien que la Russie opère toujours avec des paroles de paix, se présente comme l'unique champion de la paix. »

Ce conflit permanent en est à la période de ce qu'on a appelé la guerre froide : « alarmes sans cesse renouvelées, psychose et panique de guerre, désespoir, apathie, croyance à la guerre inévitable. Celui qui veut faire quelque chose pour la cause de la paix doit lutter contre de pareils phénomènes en leur opposant un calme vigilant, une activité pour la défense de la paix, une foi dans la nécessité et la possibilité de son maintien... Il faut rendre aux peuples la confiance et la foi en la paix — et ceci n'est possible que par le respect de la liberté, de l'indépendance et d'une égalité réelle entre les peuples et les Etats... Alors seulement le désarmement général deviendrait possible. »

Mais l'époque présente voit le développement d'un autre antagonisme, « l'antagonisme entre les peuples gouvernants et les peuples gouvernés », mais c'est l'intérêt des peuples gouvernants eux-mêmes de renoncer à leur domination « car l'aspiration à la liberté des peuples asservis produit des mouvements qui peuvent devenir dangereux pour la paix du monde ». Ceci n'est que trop évident en ce moment même. Ce qu'on voit moins clairement, ou ce qu'on se refuse de voir, c'est que la Russie « tient certains peuples dans une

(*) Texte de la conférence prononcée, le 25 novembre 1951, au cours d'une réunion organisée par le **Cercle Zimmerwald.** A la suite de l'exposé de Rosmer, une large discussion, à laquelle participèrent vingt-deux orateurs, permit l'examen critique des nombreuses questions soulevées par l'expérience yougoslave, l'avenir du socialisme et les possibilités d'une action pacifique prolétarienne.

soumission coloniale ou semi-coloniale. Il suffit d'observer le sort des peuples baltes ou caucasiens, y compris la Géorgie, ainsi que celui des nouveaux satellites pour se rendre compte qu'ils sont placés dans une situation semi-coloniale incontestable. Nous autres, Yougoslaves, nous connaissons bien les conditions que la Russie impose aux petits peuples et même aux Etats indépendants... Il faut établir les relations entre les nations sur une autre base... Il faut réussir à faire haïr la guerre par les peuples non encore libres comme nous la haïssons nous-mêmes ; il ne faut pas qu'ils attendent de la guerre la réalisation de leurs désirs, la satisfaction de leurs aspirations ». Enfin il convient de dénoncer ce qu'ont d'intolérables les attaques cominformistes. Aux discussions d'idées, elles substituent des polémiques d'une grossièreté primitive « qui ne tendent pas à une véritable persuasion car leur but principal est de fomenter la haine et le fanatisme ; c'est pourquoi elles opèrent sans honte avec des mensonges patents, spéculant sur l'ignorance des masses ou sur la difficulté de contrôler leurs affirmations. Le résultat de cette propagande ? Un fanatisme et une haine sauvage qui peuvent provoquer des manifestations de haine collective très dangereuses pour la paix ».

Le discours s'achevait par une déclaration en dix points exposant les principes dont l'application constituerait une garantie pour l'établissement de la paix entre les peuples ; ce sont ceux que formulent et défendent toutes les assemblées et organisations pacifistes : indépendance et souveraineté des Etats grands ou petits, condamnation de toute forme d'agression, limitation des armements, l'O.N.U. étant considérée comme un « puissant instrument » pour la solution pacifique des conflits.

Ce discours fut le morceau important de la Conférence ; c'est pourquoi j'ai tenu à en donner tous les passages essentiels ; ramenant la Conférence à Zagreb et dans la réalité présente, il apportait tous les éléments nécessaires pour un débat fructueux. Mais on resta rarement dans ce cadre ; la plupart des orateurs ne retinrent que les dix points en les détachant de l'exposé qui les commandait et leur donnait leur plein sens. Ce n'était alors qu'une discussion académique sur des sujets qui avaient servi de thèmes principaux aux bavardages de la défunte Société des Nations et dans lesquels elle avait épuisé ses forces.

LES PARTICIPANTS

Ils étaient plus de cent cinquante, venus d'Europe et d'Amérique, d'Afrique et d'Asie : une participation honorable. La plupart étaient là à titre personnel, puisque c'était ce qu'avaient voulu les organisateurs ; cependant parmi les pacifistes il en était qui pouvaient parler au nom de leur organisation, et ils étaient tous des pacifistes authentiques. Par exemple, les quakers ; les uns venus d'Amérique, d'autres d'Angleterre ; ils considèrent leurs vues sur la guerre valables par tous les temps. D'Angleterre étaient venus aussi la présidente de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, deux membres de la Fabian Society, un représentant de la Peace Pledge Union, le président de l'Union nationale des Etudiants ; d'Amérique, des professeurs d'Université, le président de la Fondation Carnegie, le président de la Société américaine des Nations Unies, des journalistes, un représentant de la Fédération des Etudiants ; d'Allemagne plusieurs membres de la Société allemande pour la paix, le pasteur Niemoeller ; de Hollande le président de l'Association hollandaise pour la paix ; de Suisse la présidente de l'organisation des femmes social-démocrates ; d'Autriche le président de l'Institut de Droit international public ; de France des représentants des Artisans de la paix, des écrivains et des journalistes : Magdeleine Paz, Martin-Chauffier, G. Altman, Louis Dalmas ; du Canada était venu un major William Jones qui avait cette originalité d'être venu déjà à Zagreb mais par une voie plus exceptionnelle : parachuté en 1943 dans les environs de la ville pour prêter main-forte aux partisans de Tito.

Avec eux on était souvent hors du temps ; ils refaisaient des discours souvent entendus, et aussi hors du lieu car ils voulaient ignorer qu'ils se trouvaient à Zagreb, dans un pays menacé tout au long de la quasi-totalité de sa frontière terrestre, soumis à la pression constante des satellites voisins agissant pour le compte de l'empire russe. Un mondialiste britannique déclara qu'il n'y avait ni Est ni Ouest mais le monde. Une Allemande suggéra, pour résoudre le conflit Est-Ouest, de se rappeler la légende du Loup et de saint François. Une Américaine traita savamment de l'influence de la musique dans l'établissement de la paix mondiale.

Parmi les participants autres que les pacifistes spécifiques, il y avait une assez nombreuse représentation des peuples asservis : Cameroun, Madagascar, Algérie, Maroc, ou de récemment libérés : Inde et Birmanie. Ils intervinrent avec vigueur pour exposer devant la Conférence la condition qui leur est faite, provoquant parfois des murmures et de l'inquiétude chez les rares colonialistes présents. Un ancien ministre de Tchécoslovaquie, Bohumil Lauchman, un socialiste qui a réussi récemment à passer la frontière, intervenant après eux fit remarquer qu'il existe maintenant d'autres colonies que celles pour lesquelles ils avaient parlé. « Quand nous saluons les luttes libératrices des peuples asservis, s'écria-t-il, il faut dénoncer le fait qu'au moment où ils se libèrent, des Etats jusqu'alors souverains, en Europe centrale et orientale, sont transformés en colonies... Nous pouvons dire que le Cominform ne détruit pas seulement la liberté des nations et prépare une nouvelle guerre, mais qu'il commet un crime impardonnable contre sa propre classe ouvrière et aussi contre la classe ouvrière de tous les pays, contre le socialisme international. »

D'autres parlementaires : députés socialistes de France et de Belgique, un sénateur libéral belge, deux députés M.R.P., un ancien ministre des Affaires étrangères de Grèce, un député allemand, et chez les Italiens, deux députés et un sénateur ; il y avait aussi un académicien de Belgique. Du côté syndical : un membre de la direction de la Centrale syndicale allemande ; de France, entre autres, un secrétaire de la C.G.T. Force Ouvrière, un ancien secrétaire de la C.G.T. stalinienne qui, à l'époque du schisme, avait manifesté — et fut pour cela démis de ses fonctions — ses sympathies pour l'hérésie ; le secrétaire des traminots belges. La composition de la délégation espagnole surprenait : des républicains, un juge, un professeur, d'autant qu'on savait que le P.O.U.M. n'avait pas été invité. Aux demandes d'explication on répondait qu'il avait été impossible de se mettre d'accord avec les différents partis et groupements ; on se heurtait à de formelles exclusives ; le plus déplaisant c'était qu'à côté de ces républicains, il y avait un ancien ministre stalinien, un de ceux qui ont le plus de responsabilités dans les assassinats et dans la débâcle ; il était pénible de le voir et de l'entendre parler au nom de l'Espagne républicaine.

Les débats se déroulaient dans une atmosphère

de grande cordialité ; un seul incident de quelque importance surgit à propos du discours du pasteur Niemoeller mais non de son fait. Il est assez significatif pour que je le relève. On connaît le personnage : officier de sous-marins durant la première guerre mondiale, puis évangéliste et aujourd'hui président des Eglises de Hesse et Nassau ; hostile à l'hitlérisme, il a connu les camps de concentration. Son aspect reflète ces états successifs : traits durs de l'officier allemand mais corrigés par la lumière du regard, par la simplicité de manières ; certainement la personnalité la plus originale de la Conférence. Il avait parlé en anglais, très clairement, et c'est une insuffisance de la traduction qui provoqua des murmures puis des ripostes. En des temps récents, il avait consacré son activité principalement à l'unification de l'Allemagne : unification avant tout et à tout prix. Les autorités de l'Est l'avaient accueilli et autorisé à faire sa propagande. Il en revint déçu, et maintenant c'est la paix qu'il poursuit de la même manière exclusive, et veut réaliser, à tout prix, ce qui l'avait conduit à employer une formule voisine de celle qu'employa jadis Mathé, mais atténuée. Il n'avait pas dit, comme Mathé : Plutôt la servitude que la guerre, mais après avoir posé que la paix et la liberté ensemble et en même temps, c'est l'idéal, il avait ajouté que c'était un maximum que, dans le moment présent et dans l'état présent du monde, on ne pouvait atteindre, et, pour sa part, si le maintien de la paix exigeait qu'il renonçât à une parcelle de sa liberté, il était prêt à y consentir. Le traducteur avait simplifié, supprimant la nuance. Là-dessus, Français et Belges crurent qu'il fallait dénoncer énergiquement une conception certes discutable mais où ils voyaient, à tort, des traces de totalitarisme, n'attendant pas une rectification qui vint en effet mais après qu'ils eurent parlé. Leur empressement rappelait fâcheusement que, même dans ces conférences internationales, les antagonismes nationaux reparaissent à la première occasion, dès qu'un prétexte leur est fourni.

Parmi les messages d'hommes désireux de donner leur adhésion à la Conférence mais empêchés de faire le voyage, il faut citer celui de Silone : comme Italien et comme socialiste, il était heureux de saluer la réunion et soulignait la signification de sa tenue à Zagreb. Camus écrivait : « Bien qu'il soit difficile de déterminer le vrai chemin conduisant vers la paix, il est facile de signaler le chemin qui n'y conduit pas : celui des camps de concentration, des régimes policiers, de l'exploitation coloniale et de l'esclavagisme. » Et l'écrivain américain Robert Sherwood : « Le mot sacré de paix a été profané par l'hypocrite usage qu'en ont fait les agresseurs impérialistes depuis que Hitler réussit à convaincre le monde qu'il n'avait pas d'ambitions territoriales. » Jean Cassou envoyait le texte du discours qu'il aurait prononcé ; il est un bon exemplaire des hommes que la rébellion yougoslave a libérés du stalinisme, donc à une date récente ; sans doute garde-t-il rancune au stalinisme de l'avoir contraint longtemps à justifier ses duperies, à couvrir ses méfaits et même ses crimes, car ce libéré de fraîche date déclare maintenant que « lorsque les Soviets prétendent représenter la cause du socialisme et de la révolution, ils mentent puisqu'ils ne craignent rien tant que de voir la révolution naître et le socialisme s'établir dans un pays qui échapperait à leur contrôle ». Son révolutionnarisme intégral mais récent l'entraîne à mettre sur le même plan impérialisme russe et impérialisme américain ; point de vue qui sera d'ailleurs exposé à la tribune quoique moins brutalement et moins brillamment. Enfin pour ne rien omettre des vues exprimées, signalons que le « bevanisme » fut proposé comme la juste tactique à suivre dans la situation mondiale présente.

La Conférence clôtura ses travaux par l'adoption d'une résolution reprenant les dix points du discours de Vidmar, auxquels les techniciens du pacifisme avaient apporté des modifications de détail en conclusion de laborieuses controverses. En même temps, pour assurer la continuation de l'effort dont la Conférence avait été la première manifestation, un Comité de liaison composé de quarante membres — pour permettre à chaque pays et à chaque tendance d'y être représentés — fut élu, tandis qu'un secrétariat de sept membres, choisis parmi les quarante, aura la charge du travail effectif permanent d'information, et de la préparation et convocation d'une nouvelle conférence. Ces sept comprennent deux Yougoslaves, deux Français, un Américain, un Marocain (appartenant à l'Istiqlal) et un Autrichien — professeur de droit international. Le secrétariat aura son siège à Zagreb mais les réunions du Comité de liaison pourront se tenir dans l'un des pays représentés.

Tel est le bilan des cinq jours de discussions. La Conférence était bien organisée, elle poursuivit son travail avec sérieux, ne sacrifiant rien à la mise en scène, à ce genre de démonstrations pour lesquelles les staliniens ont fabriqué une technique appliquée dans tous les pays du monde. Je crois qu'on aurait pu faire davantage ; au lieu de se borner à reprendre les thèmes du pacifisme classique, on aurait mis l'accent sur les principes du socialisme international, comme le commandaient la situation et le régime du pays où la Conférence avait lieu. Cependant le bilan tel qu'il est n'est pas négligeable. C'est d'abord la tenue même d'une conférence de paix, rassemblement de vrais pacifistes en face du camouflage pacifiste stalinien qu'on a commencé de démasquer quand il était déjà trop tard. Puis l'exemple donné de débats, de discussions se déroulant en pleine liberté. Enfin la permanence de l'action amorcée et la préparation d'un prochain congrès.

LE PAYS ET LE REGIME

La première impression de Zagreb est agréable, même quand on y arrive comme c'était notre cas, au milieu de la nuit, après vingt-huit heures de voyage. Un parc, de larges avenues bien éclairées où à deux heures du matin circulent encore des trams électriques. On ne songe pas à juger du pays yougoslave d'après Zagreb, important centre économique de 200.000 habitants, et que la guerre a complètement épargné. Il se compose de deux parties distinctes. Celle qu'on voit d'abord, c'est la plus récente, une belle ville autrichienne aux maisons confortables et autant de palais qu'on en peut désirer ; elle s'étend de la gare jusqu'au pied de la colline sur laquelle est bâtie la vieille ville croate, pittoresque, où abondent églises et couvents, et où se trouve aussi le Sabor, palais de la Diète croate qui pour quelques jours a laissé la place à la Conférence. J'ai parcouru en 1920, non la Yougoslavie, mais des pays d'Europe centrale, quand les ruines et les destructions de la première guerre mondiale étaient encore visibles ; je puis donc juger par comparaison. Vienne offrait alors un spectacle d'une grande tristesse : les habitations avaient été pillées par les vainqueurs, la population était encore affamée, les boutiques vides. Rien de semblable à Zagreb, non, certes, que la ville respire la richesse et l'abondance, mais les vêtements sont décents et on n'a pas l'impression

d'habitants sous-alimentés... J'ai beaucoup circulé à travers la ville car il me faut avouer que j'ai délaissé la Conférence de temps à autre ; j'ai visité les quartiers ouvriers des bords de la Save, les enfants étaient vêtus confortablement et avaient de bons souliers. Les marchés étaient bien fournis, surtout en fruits et en légumes ; en ville les seules queues étaient aux boucheries-charcuteries. D'après ce que je voyais et d'après les renseignements que j'ai pu obtenir directement en des conversations, je constatais qu'il faut accorder à la nourriture une grande partie des ressources. D'autres pays sont, en cela, logés à la même enseigne et on entend dire là-bas ce qu'on entend dire souvent ailleurs : avec un seul salaire impossible d'y arriver, mais s'il entre deux salaires dans le budget familial, ça peut aller. Il y a beaucoup de librairies ; on y voit rarement des clients : on manque d'argent pour acheter des livres.

La ville est très animée, et assez tard dans la nuit. La grande place centrale — c'est la place de la République — aux limites de la ville viennoise et de la ville croate, est un immense forum où des groupes nombreux discutent toute la soirée. Un « Ziva Tito » s'inscrit en néon au sommet d'un grand immeuble, le seul que j'ai vu, et s'il y a de place en place des portraits de Tito, cela ne saurait être comparé à ce qu'on voit en Russie et chez ses satellites. Les cafés aux salles immenses et toujours pleines sont aussi des centres très animés ; on y lit les journaux et on y discute avec ardeur. Dans les rues, peu d'autos, même officielles ; on utilise beaucoup pour les transports des chariots très simples — une plate-forme montée sur deux roues — traînés à bras.

Dans mes promenades à travers la ville, longeant un jour les boutiques qui bordent l'Ilitsa — rue commerçante qui part de la place de la République — je remarquai que l'une d'elles attirait toujours de nombreux passants ; l'inscription, « Engleski Tchitaonitsa », me renseignant insuffisamment, je m'approchai et entrai. La boutique était archipleine. Au centre, des tables autour desquelles des hommes et des femmes, beaucoup de jeunes, feuilletaient ou lisaient les revues et magazines anglais. Au long des murs, les quotidiens étaient étalés sur des pupitres, tous étaient là : *Times*, *Manchester Guardian*, *Telegraph*, *News-Chronicle*, les ultra conservateurs *Mail* et *Express*, et enfin le *Daily Worker*. Ainsi les Anglais ne craignaient pas d'exporter le poison stalinien et les Yougoslaves permettaient aux gens de Zagreb de lire une prose nauséabonde où ils sont qualifiés de « fascistes-titistes ».

Ma première réaction devant cette curiosité extrême pour les publications britanniques — car la boutique était toujours pleine à quelque heure qu'on y vint et, devant les journaux, il fallait attendre son tour, en deuxième ou troisième position — c'était qu'évidemment la population n'était pas satisfaite de l'information que lui offraient *Borba* et *Viestnik*, et qu'elle profitait avec empressement de l'occasion offerte de la compléter par celle des publications britanniques. Cependant, continuant ma promenade, je me trouvais bientôt devant une autre « salle de lecture », celle-là exclusivement yougoslave mais non moins fréquentée que l'autre ; et quand, plus tard, voulant relire ce que Reclus écrivit sur Zagreb, je constatais que ma première expérience aurait pu m'entraîner à une appréciation mal fondée. Voici en effet ce que m'apprit cette lecture. « Il n'y a point de ville ou de grande commune croate qui n'ait sa « société de lecture » ou Tchitaonitsa, ayant pour but principal de favoriser l'étude de la langue serbo-croate, mais s'occupant aussi de tout ce qui a rapport aux intérêts politiques de la nation. » Ma conclusion hâtive aurait été erronée ; celle qu'il faut tirer de cette petite histoire c'est la constatation que le présent régime a maintenu, et même étendu, cette remarquable institution.

Mais le régime ? Ces observations directes me conduisent à ce que j'en puis dire. Une de nos visites nous mena au siège de la Fédération des syndicats de Croatie, où nous eûmes loisir de questionner les dirigeants de l'organisation sur les syndicats et en particulier sur les comités d'usines auxquels une législation récente remet la gestion de l'entreprise. J'avais lu les textes et les explications verbales n'ajoutèrent pas grand-chose à ce qu'ils avaient pu m'apprendre. Le régime est dans une période de transition particulièrement difficile. Au début, jusqu'au schisme, en juin 1948, toute l'économie fut dirigée et organisée par des Russes et en fonction des intérêts de l'empire russe ; on encourageait des plans en contradiction flagrante avec les besoins du pays. De leur côté, les Yougoslaves élaboraient un programme d'industrialisation du pays hors de proportion avec les ressources dont ils disposaient alors, et, selon moi, hors de proportion avec une organisation rationnelle de l'économie. Renversement des plans, nécessité d'entretenir une armée nombreuse, considérée indispensable pour tenir en échec les provocations constantes des voisins stalinisés, bureaucratie pléthorique comme dans tous les régimes d'économie planifiée — tout cela constitue un lourd handicap dont il faut tenir compte pour porter un jugement valable. Comme on disait devant moi à un dirigeant des cheminots que quelque chose « ne tournait pas rond » dans les chemins de fer, il répondit : mauvais charbon, matériel usé, rails qu'il faudrait remplacer. La programme récemment élaboré et en voie d'application comporte des mesures de décentralisation qui présentent le double avantage de permettre une réduction notable de la bureaucratie et de mieux administrer.

« L'usine aux ouvriers » doit entraîner un accroissement de la production en faisant pénétrer dans la conscience des ouvriers le sentiment que l'usine est leur. Le comité est élu par eux et est toujours révocable ; il devient responsable de la bonne marche de l'entreprise. Le salaire de base, fixe, se trouve complété par la répartition des profits réalisés. Mais ce qui montre à quel point l'armée pèse sur l'économie, une partie des profits va à la défense nationale. Le syndicat exerce un rôle de direction générale, de surveillance, de contrôle, d'éducation. Car dans un pays comme la Yougoslavie, il est évident qu'un tel régime exige la formation de cadres, d'ouvriers hautement qualifiés dans leur métier et aussi dans les questions d'organisation de la production.

La Centrale syndicale publie un bulletin mensuel où l'on trouve beaucoup de textes excellents ; l'organisation syndicale a une double base : fédérations d'industrie et unions locales, ces dernières recevant, en vertu du programme de décentralisation, de nouvelles attributions et un plus grand pouvoir. Elle n'a pas adhéré à la Confédération internationale des syndicats libres ; une note d'un ton aigre-doux parue récemment dans les « Nouvelles Yougoslaves » révèle que Syndicats yougoslaves et C.I.S.L. se regardent, s'observent, restent méfiants. Invités à participer à la Conférence de Zagreb, l'A.F.L. ne répondit pas tandis que le C.I.O. exprima des doutes sur l'indépendance des syndicats yougoslaves à l'égard de l'Etat. Je crois qu'une franche explication serait préférable et mettrait fin à ces méfiance et hostilité réciproques. Il est certain que dans un pays où le régime capitaliste a disparu, les syndicats se trouvent dans une situation nouvelle, n'ont plus les mêmes tâches que

dans les pays capitalistes où la majeure partie de leur activité consiste en la défense des intérêts ouvriers contre les patrons. Dans une Internationale syndicale, il conviendrait de leur faire une place à part, mais le contact entre les uns et les autres serait profitable aux deux parties.

Dans quelle mesure les textes excellents dont j'ai parlé sont déjà appliqués ? Un bref séjour à Zagreb ne permet certainement pas de le dire ; une enquête approfondie serait nécessaire ; mais on peut admettre qu'un délai soit indispensable pour arriver à une application généralisée ; ce qui importe surtout c'est la tendance observée, la volonté sincère de conformer les actes aux paroles.

Un autre sérieux problème est celui de la paysannerie. Ici comme pour le reste on avait suivi et copié servilement le régime russe, imposé d'en haut et brutalement des exploitations collectives, et on est arrivé à ce résultat que dans un pays où existaient des traditions d'économie collective, on voit des paysans en nombre inquiétant fuir les coopératives (1). J'avais lu dans des journaux anglais et américains des informations sur ce mouvement d'exode. La réponse qu'on me fit quand je cherchai à les vérifier me montra que le problème est sérieux. « Eh bien ! oui, il y a des paysans qui quittent les coopératives ; voulez-vous qu'on les fusille ! » Le ton de cette réponse était également significatif.

Reste la question nationale. Importante mais que je puis traiter sommairement puisque la *R.P.* a publié là-dessus, dans ses deux derniers numéros, des articles dont les auteurs sont tous deux Yougoslaves mais dont les conclusions sont exactement opposées. Le premier, Ciliga, insistant sur les antagonismes nationaux et religieux, excités par Moscou et exaspérés par l'impérialisme des Serbes, s'introduisant et s'imposant partout, aboutit à un pronostic pessimiste ; Tito ne réussira pas mieux, en ce domaine, que les régimes précédents. J'étais surpris de lire cette appréciation, car au cours d'une visite que je lui fis en 1949, à Rome où il habitait alors, Ciliga, en une longue et, pour moi, instructive conversation, avait émis un jugement très différent. Il était réservé sur le régime intérieur — la rupture avec Staline ne datait que de six mois — mais il était affirmatif sur le fait que Tito avait manœuvré habilement en assurant la cohabitation pacifique des six républiques formant la Yougoslavie. Il est possible que Ciliga ait recueilli depuis des informations qui l'aient amené à changer d'opinion. Mais nous avons la riposte de Djoukitch que je trouve, pour ma part, en tout état de cause, convaincante ; car, en dehors des arguments qu'il donne, je trouve sa thèse confirmée par deux remarques. Si la situation était telle que Ciliga la décrit, des soulèvements intérieurs éclateraient fréquemment sur divers points du pays, si même il n'y avait pas déjà eu une subversion totale qui aurait renversé le régime de Tito ; les agents, nombreux, que Staline entretient en Yougoslavie n'auraient qu'à peine besoin d'envenimer les conflits nationaux et religieux pour provoquer des soulèvements que la propagande russe ne manquerait pas d'exploiter. Or on ne voit rien de tel.

Autre chose. Le pessimisme absolu de Ciliga paraitrait plausible s'il était démontré qu'en fin de compte la Yougoslavie est une création artificielle, non viable. Mais c'est le contraire qui est vrai, et je puis invoquer une bonne autorité pour l'affirmer ; c'est Elisée Reclus. Le troisième volume de sa « Nouvelle Géographie Universelle », traitant des pays balkaniques, a été publié en 1878 ; il fut donc écrit à une époque où l'Autriche, la Hongrie et la Turquie occupaient la plus grande partie des territoires qui forment aujourd'hui la Yougoslavie, et voici ce qu'on y lit : « La Slavie du Sud, ou Yougoslavie proprement dite, s'étend, on le sait, bien au delà des frontières de l'Austro-Hongrie. Elle comprend, au sud du Danube et de la Save, la Serbie indépendante, la Bosnie musulmane et toute la moitié de la péninsule turque occupée par les Bulgares ; elle touche à l'Adriatique, à la mer Noire et même au golfe de Salonique. Cette région du monde slave est donc aussi vaste que plusieurs des grands Etats d'Europe, mais elle est dépecée en plusieurs fragments séparés par des camps, des forts, des lignes de douane, et pendant des siècles les enfants de la même race, menés par des souverains étrangers, ne se sont rencontrés que pour le choc des batailles... Divisés par la politique, tous les pays slaves de Cisleithanie, de Transleithanie, d'Outre-Save n'en constituent pas moins d'avance, et virtuellement pour ainsi dire, une forte unité nationale, avec laquelle doivent compter même ceux qui refusent de la reconnaitre. Les événements projettent leur ombre devant eux, et bien que la Yougoslavie n'existe pas encore, on peut la voir se préparer depuis longtemps. »

Ma conclusion est celle de Djoukitch ; je ne crois pas que ce soit le moment de critiquer sans merci le régime yougoslave et de l'enterrer comme le fait Ciliga. Je crois au contraire qu'on doit lui faire crédit. A ceux qui prétendent que Tito n'a fait que passer d'un bloc à l'autre il est facile de répondre que le Labour Party a, lui aussi, reçu, et sollicité, l'aide de l'Amérique, et que cela ne l'a pas empêché de poursuivre sa politique de nationalisations bien qu'elle ne fût pas du goût des capitalistes américains qui prêtaient ou donnaient leurs dollars. Je sais tout ce qu'on peut dire contre Tito et les hommes qui l'entourent ; ils ont été trop longtemps staliniens ; la plupart se sont formés et développés dans le stalinisme ; leur mérite est plus grand de s'en être dégagés et il fallait du courage pour ne pas hésiter à défier un puissant empire.

Novembre 1951.

A. ROSMER.

(1) « L'exploitation du sol yougoslave montre un peuple de paysans préparé par des traditions d'économie collective (**zadruga**) à s'associer en syndicats portant le même nom (**Zadruge**) pour des œuvres d'amélioration des terres, de défense contre les eaux ou de crédit agricole. 600.000 membres sont ainsi groupés et s'orientent vers la sélection des produits et la spécialisation des cultures. » **Géographie universelle**, VII, 469.

Les Anglo-Américains commençaient alors cette série d'erreurs mortelles qui, de Casablanca à Moscou, de Moscou au Caire, du Caire à Téhéran, de Téhéran à Yalta, de Yalta à Potsdam, les ont amenés à perdre la guerre tout en la gagnant, et à la perdre pour eux et pour les autres. Car, en cédant à Staline, comme ils avaient cédé autrefois à Hitler, et en violant les principes dont ils avaient pris la défense devant les peuples et devant l'Histoire, ils ont préparé au monde entier, et à l'U.R.S.S. elle-même, des malheurs qui auraient pu être évités.

A. ROSSI.

EMILE GUILLAUMIN

Emile Guillaumin, l'écrivain paysan, l'auteur de « La Vie d'un simple », vient de mourir à Ygrande où il était né. Il s'est éteint dans sa soixante-dix-huitième année.

Toute la presse s'est bornée à l'énoncé de cette nouvelle, l'étirant en dix ou quinze lignes.

Nous le constatons simplement.

Guillaumin restera comme une des figures les plus attachantes de notre littérature. Poète, essayiste, romancier fécond, il était resté un homme de la glèbe, et son œuvre est, dans la littérature paysanne, la plus caractéristique par son authenticité parce que c'était de la même main qui s'appuyait sur la bêche ou tenait le mancheron de la charrue qu'il l'écrivit.

« La Vie d'un simple », en 1904, ayant connu un grand succès, nationalement et internationalement, et les livres qui suivirent n'ayant pas obtenu une si large audience, on a tendance à vouloir voir en leur auteur l'homme d'un seul livre. C'est une grossière erreur, contre laquelle il faut s'élever.

Dans un des rares articles (car ils ont été rares) qui viennent d'être donnés, celui du « Peuple » de Bruxelles, Louis Piérard déclara : « Il était l'auteur d'un seul livre, mais quel livre ! » Piérard n'aurait-il pas lu « le Syndicat de Baugignoux », c'est à croire et c'est bien dommage.

Il est possible que tels de ses ouvrages ne soient pas de la même puissance, de l'ampleur des « Mémoires d'un métayer », mais tous sont gonflés de la même émotion saine et d'une égale véridicité.

Devant un écrivain comme Guillaumin, autodidacte, il ne peut être question de juger seulement un artiste. Il avait été à l'école jusqu'à douze ans, rappelé aux réalités des exigences de sa vie de pauvre, ses humanités se poursuivirent dans le travail quotidien de la petite ferme que faisaient valoir ses parents. Rien ne le prédisposait à être un homme de lettres si ce n'est qu'il aimait lire. Il lisait tout ce qui lui tombait sous la main, mais ses lectures furent moins l'enseignement de la technique de l'écriture qu'une confrontation avec la vie qu'il vivait ; ces livres ne faisaient que rarement une part à l'existence rurale et ceux qui en parlaient montraient plus d'application et de bonnes intentions que des dons d'observation. Il essaya alors de prendre la plume. Très vite, il tenta d'exprimer ce qu'il voyait au milieu des siens. « Dialogues bourbonnais » et « Tableaux champêtres », écrits vers la 25e année, n'étaient certes pas des livres propres à imposer leur auteur, mais ils avaient déjà un ton. Et c'est le ton que l'on retrouvait trois ans plus tard dans « La Vie d'un simple ». Guillaumin y montrait le paysan « plongé dans la réalité, aimant la nature comme l'enfant aime sa mère ; et peut-être pour la première fois dans le roman français, un auteur avait su dire combien la vie paysanne était la communion au jour le jour de l'homme avec la nature. C'était une sorte de fresque que retraçaient ces « Mémoires d'un métayer », mais le peintre s'y révélait plus un psychologue et un historien qu'un dessinateur. Par delà la couleur et le trait, c'était, au delà des mots, l'expression même de l'âme paysanne. Dans une langue simple, sans éclat, mais vibrante, l'œuvre donnait l'impression d'apporter un sujet neuf. Mirbeau le comprit qui lança le livre... et des esprits aussi différents que Daniel Halévy, Pourrat, Jean-Richard Bloch, le poète auvergnat Vermenouze, en dirent alors les mérites. Cependant, nul mieux que Lucien Jean, qui révéla Charles-Louis Philippe à lui-même, ne sut dégager la leçon de cette publication.

« Je tiens à le signaler, notait Lucien Jean, comme un événement en dehors de la littérature, comme l'expression spontanée de la vie d'une classe, d'une époque ». Devenu écrivain par vocation, M. Guillaumin, disait-il, a mis dans ce livre l'essentiel, la vie profonde, sans souci de l'émotion qui se dégage puissamment, d'ailleurs. Lucien Jean définissait d'une formule que je veux reprendre l'originalité de cette œuvre : celle d'Art spontané. Toute l'œuvre de Guillaumin est sous ce signe. Qu'on prenne « Le Syndicat de Baugignoux », « Près du sol », « A tous vents sur la glèbe », et même les œuvres secondaires, comme « Rose et sa Parisienne », « Baptiste et sa Femme », « La Peine aux chaumières », on retrouve cette spontanéité.

Essayiste, Guillaumin avait donné deux remarquables études, « Panorama de l'évolution paysanne », de 1870 à 1935, et « François Péron, enfant du peuple, voyageur et géographe ».

Militant socialiste, il resta toujours dévoué à sa classe, et l'explication de l'insuccès du « Syndicat de Baugignoux », livre magnifique, c'est que son auteur, au lieu de hanter les salons, profitant du succès de « La Vie d'un simple », faisait de l'action syndicaliste et coopérative. « Le Syndicat de Baugignoux » retraçait les luttes, les espoirs et les premières victoires acquises du prolétariat paysan. Il est curieux de constater que c'est à partir de ce livre que la critique se désintéressa de lui. C'est à partir de ce moment qu'on déclara qu'il était l'homme d'un seul livre. Au bout de quelques années il était devenu quasi inconnu. Au point que Thérive, en 1925, le croyait défunt, ce qui lui valut une lettre du pseudo-mort.

Guillaumin venait de temps en temps à Paris mais on le connaissait si mal dans les milieux littéraires qu'un jour un homme de lettres ayant l'idée de composer une anthologie de la littérature paysanne, me posant quelques questions, en arriva à Guillaumin.

— Pour Emile Guillaumin, je ne sais si je l'irai voir... ce doit être un paysan honoraire...

— Ah ! lui répondis-je, si vous avez l'honneur de serrer la main de Guillaumin un jour, vous pourrez comparer avec la vôtre. Vous verrez si on a ces mains-là en maniant le porte-plume...

⁂

Plusieurs fois couronné par l'Académie française, Guillaumin avait obtenu le prix Olivier de Serres en 1942 pour l'ensemble de son œuvre.

Il avait connu la gloire, mais sans la richesse, et jusqu'à la fin mena de pair sa petite exploitation agricole et l'édition de ses derniers manuscrits. Le dernier paru, « Sur l'appui du manche », traîna d'éditeur en éditeur avant de pouvoir sortir.

Mais Guillaumin était un sage, et il savait que son œuvre lui survivrait. Pour le reste, il demandait au travail de la terre de le nourrir, lui et les siens. Dure peut-être, du moins elle n'est pas ingrate. Qu'importait la vente de ses livres et les satisfactions de vanité !

Sa mort le rappelle au souvenir des vivants. On répétera sans doute encore : « Il était l'homme d'un seul livre ». La critique littéraire vit sur des clichés. Mais même en serait-il ainsi qu'il y aurait une différence entre Guillaumin et les auteurs qu'on déclare hommes d'un seul livre... « La Vie d'un simple », c'était aussi une date. Une des rares dates inoubliables dans l'histoire des lettres, celle de l'entrée d'un accent nouveau dans le domaine de l'art.

Henry POULAILLE.

LÉNINE, TROTSKI, STALINE

et le problème du parti révolutionnaire

Suite des réflexions à propos du cinquantenaire de la formule léniniste du parti

II. — Les « Comitards »

Si, sur l'histoire du bolchévisme, il y a un grand nombre d'ouvrages, l'histoire et la sociologie des révolutionnaires professionnels restent encore à écrire. Peu d'études sérieuses sur la vie des organisations et des militants bolchéviques des provinces russes, peu de vues d'ensemble surtout. Thème essentiel pourtant s'il en fut, lorsqu'on veut comprendre la rapidité de la dégénérescence du régime de 1917. En 1924, Zinoviev écrira : « C'est de ce groupe de révolutionnaires professionnels, fondé il y a une vingtaine d'années, que sont sortis presque entièrement les cadres qui assument aujourd'hui la direction de notre parti et même de l'Etat. » (18).

Dans les lignes qui suivront, nous ne pourrons donner certes qu'une image rapide du problème.

A la jeunesse du mouvement marxiste de Russie correspondait la jeunesse de ses combattants : 1901-2-3 était l'époque des militants de moins de 30 ans. Intellectuels d'origine petite-bourgeoise, en grande majorité, ils étaient dévoués sans limite à la cause socialiste. Ils avaient abandonné carrière et famille et vivaient pauvrement. Ils savaient que la prison et la déportation les attendaient presque certainement. Leur plus grande ambition était d'aider les ouvriers à s'émanciper. Par la force des choses pourtant ils étaient amenés, eux, non-ouvriers, à s'installer à la direction des ouvriers et à reléguer ceux-ci au rôle de pions. La vie des révolutionnaires professionnels était très différente de celle des ouvriers. Rendez-vous clandestins, séances, voyages, conférences, rapports à préparer ou à étudier prenaient le plus clair de leur temps. Lorsqu'ils dirigeaient une grève, ce n'était presque jamais du milieu de la masse : ils étaient clandestins le plus souvent et surtout ils ne devaient pas se compromettre. Ils tenaient des réunions secrètes avec la fraction bolchévique du syndicat ou avec des ouvriers de confiance. Ils étaient « liés » au milieu ouvrier, ce qui indique, en même temps, qu'ils étaient en dehors.

Les révolutionnaires professionnels avaient le sens de l'efficience. Ils avaient eux aussi l'ambition de faire vite. Peu à peu ils étaient devenus de vrais techniciens des problèmes d'organisation ouvrière. Or, les ouvriers, eux, quoique sympathisants en majorité, évoluaient lentement. Analphabètes bien souvent, pris dans les soucis de leur vie, travaillant des 12 et 13 heures par jour, peu d'entre eux pouvaient s'élever au niveau d'organisateurs politiques. Et ceux qui y réussissaient, les révolutionnaires professionnels, écoutant les conseils de *Que faire ?* et surtout le besoin criant de cadres, les faisaient sortir de l'usine. Très, très vite alors, l'ancien ouvrier acquérait les mœurs de son nouveau milieu et se détachait de l'usine.

Du principe d'efficience au refus pur et simple des travailleurs d'usine dans les comités du parti, il n'y avait qu'un pas que les révolutionnaires professionnels franchissaient en général. Et l'étape suivante était une confiance sans limites dans les vertus des comités, un orgueil et une suffisance de mauvais aloi. Dès ce moment, on n'appelait plus les révolutionnaires professionnels autrement que « comitards » ; ils étaient déjà alors en voie de constituer une nouvelle caste.

Vers 1905 les étapes citées étaient franchies : « Le parti souffrait de l'orgueil de ses bureaux et c'était là le commencement de la bureaucratisation », dit Trotski (*Staline*, p. 89). Et Krupskaia, la compagne de Lénine, note dans ses Mémoires : « Le comitard était d'ordinaire un homme plein d'assurance ; il savait l'énorme influence que le comité avait sur les masses ; en règle générale, le comitard n'admettait aucune démocratie à l'intérieur du parti. » (19).

Pourtant, la situation était telle que les comitards étaient indispensables à l'organisation. Ils maintenaient les liaisons, ils faisaient imprimer et diffuser la littérature politique. Grâce à eux, bien des ouvriers réussirent à briser l'obscurantisme officiel et arrivèrent à une compréhension plus large des problèmes politiques.

Staline faisait partie de l'ordre des révolutionnaires professionnels dès 1901. Agé de 21 ans, il y entra pour ne plus le quitter. Nous ne prendrons pas part ici à la discussion sur les traits personnels de Staline. Il nous suffira de dire qu'il avait quelques-unes des qualités qui font un bon révolutionnaire professionnel : fermeté, persévérance, courage. D'autre part, son manque de chaleur, son incapacité de communier largement avec la masse soit par la parole, soit par l'écrit le confinaient au monde des comités, en faisaient le comitard par excellence. Tandis que sa ruse, sa capacité de déceler les points faibles de l'adversaire étaient une garantie supplémentaire de carrière dans le milieu fermé où il évoluait.

Staline mènera jusqu'à la révolution la vie non dépourvue d'héroïsme de ses camarades : il milite, est pourchassé ; arrêté, il s'évade, milite de nouveau. Dès le premier moment, Staline acquerra aussi tous les défauts des comitards. Trotski note qu'en automne 1901, Staline, membre du comité de Tiflis, s'oppose formellement à l'entrée des ouvriers dans le comité, et en janvier 1905, Staline écrira dans la *Lutte prolétarienne*, journal socialiste géorgien : « L'unité de vues sur le programme, la tactique et les questions d'organisation constitue la base sur laquelle notre parti est bâti. Si l'unité de vues s'émiette, le parti s'émiette également. » (20).

La révolution de 1905, le fait que les masses abandonnaient leur passivité surprit, désempara les comitards ; le poids de l'activité était dans la rue maintenant et non plus au sein des comités. La

(18) Zinoviev, « Histoire du parti communiste russe ».

(19) Krupskaia : « Souvenirs sur Lénine », p. 174.

(20) Cité par Deutscher, O.C., p. 59. Retraduit de l'anglais par nous.

réaction de Staline est typique de l'état d'esprit qui régnait alors dans les comités : à la suite de la fusillade du 9 janvier 1905, à Petersbourg, qui marque le début de la révolution, Staline écrit dans un appel : « Tendons-nous la main et serrons-nous autour des comités du parti. Pas un instant nous ne devons oublier que seuls les comités du parti peuvent nous diriger comme il convient, que seuls ils nous éclaireront la voie de la terre promise. » (21).

En octobre 1905, lorsqu'en pleine grève générale les ouvriers de Petrograd désignent spontanément des délégués pour le premier soviet, le comité bolchévique de la ville regarde le nouveau venu avec méfiance, comme un concurrent possible. Pour le soutenir le comité posera au soviet la condition de se déclarer pour le programme de la social-démocratie, pratiquement de se soumettre au comité. Le soviet refusa. Il était l'expression vivante d'une réalité nouvelle que le comitard, conservateur comme tous les bureaucrates, ne pouvait comprendre.

Lénine était « le Vieux » pour les révolutionnaires professionnels. Non pas à cause de son âge — Lénine avait 35 ans en 1905 — mais il faut voir là une marque très rare de respect. Lénine était l'auteur des idées que portait le jeune appareil bolchévique ; il était en même temps le créateur de cet appareil même. Lénine continuait à suivre l'appareil, pourtant il mesurait les choses à une tout autre échelle que les révolutionnaires professionnels. Ces derniers, pris d'abord dans l'engrenage exigeant de la construction de l'appareil, de son maintien et de son extension ensuite, étaient amenés à perdre de vue que l'appareil n'est qu'un moyen et non pas un but.

Certes, les écrits de Lénine de 1901 pouvaient par leur côté de rigueur absolue être interprétés dans ce sens : il avait eu en vue une nécessité urgente. Mais Lénine savait — nous l'avons vu — s'adonner à une œuvre et en même temps la dominer. Il en allait autrement pour l'œuvre même, pour l'organisation. Absorbée à grandir, manquant de démocratie intérieure, elle était incapable de se voir et de se juger réellement.

En octobre 1905, de l'étranger, au vu de télégrammes de presse, Lénine se rendit compte de l'importance du soviet de Petrograd et demanda à ses partisans de changer d'attitude. En janvier de la même année, note Trotski, sans doute le jour même où Staline recommandait aux ouvriers de Tiflis le comité où il siégeait comme guide pour la « terre promise », Lénine écrivait : « Donnez libre cours à la haine et à la colère que des siècles d'exploitation, de souffrance et de malheur ont accumulées dans vos cœurs ! » (22). Rien ne peut mieux mesurer la distance qui séparait Lénine des comitards en 1905.

La même année également, en avril, se tient à Londres un congrès bolchévique où Lénine fut mis en minorité par les comitards sur la question de la participation ouvrière aux directions locales du parti. Lénine demandait une direction ouvrière dans chaque comité ; les comitards déclaraient qu'il n'y avait pas assez d'ouvriers qui soient capables de remplir ces fonctions. Lénine avait en vue la masse ouvrière qui se réveille, les comitards la bonne marche de l'organisation. Les deux pouvaient se réclamer du bolchévisme.

Quatre ans après *Que faire ?*, l'organisation préconisée dans cet ouvrage existait et la netteté des termes de ce livre y avait certes contribué. Mais maintenant, les militants, devenus des comitards, s'appuyaient sur l'idée de l'importance décisive de l'organisation dans les luttes ouvrières contenue dans le bolchévisme pour en tirer raison de ne plus s'appuyer sur les ouvriers mêmes.

Pendant les années brillantes du mouvement révolutionnaire, 1905-06, Staline, comitard par excellence, se réfugia dans le seul coin de l'organisation où le souffle démocratique ne pénétrait pas : l'appareil technique. En 1906, Staline participe à la conférence bolchévique de Tamerfors : il y rencontre pour la première fois Lénine. Des années plus tard, il nous donnera une description de cette rencontre : « L'usage veut qu'un « grand homme » arrive habituellement en retard aux réunions afin que les membres de l'assemblée attendent sa venue, le souffle en suspens. Et puis les assistants avertissent de l'arrivée d'un grand homme par des « chut ! », « silence ! », « le voilà ! ». Ce cérémonial ne me semblait pas superflu car il en imposait, il inspirait le respect. Quelle ne fut pas ma déception quand j'appris que Lénine s'était présenté à la réunion avant les délégués et que dans un angle de la salle il poursuivait le plus simplement du monde une conversation des plus ordinaires avec le plus ordinaire des délégués de la conférence. Je ne vous cacherai pas que cela me parut à l'époque comme une certaine violation de certaines règles. » (23).

On a là une image de ce que devenait à l'échelle du comité de Bakou le principe énoncé par Lénine de la nécessité d'un groupe stable et uni de chefs.

Les années de réaction, après 1906, furent marquées par de graves dissensions au sein du socialisme russe. Les « liquidateurs » ont pratiquement renoncé à l'espoir de la révolution ; les « conciliateurs » ne voulaient pas rompre avec les premiers. Lénine combat âprement ces deux tendances et à un moment il a la majorité des militants bolchéviques de Russie contre lui : Lénine avait en vue la perspective du réveil de la classe ouvrière, les comitards la force immédiate des comités « conciliateurs » qui réunissaient la majorité des social-démocrates.

En janvier 1911, Staline écrit une lettre dans laquelle il qualifie la polémique de Lénine avec le bloc conciliateur Trotski-Martov-Bogdanov de « tempête dans un verre d'eau ». « Mais les ouvriers — continue-t-il — commencent à regarder l'émigration en général avec dédain : « Qu'ils demandent la lune autant que le cœur leur en dit, mais nous à qui les intérêts du mouvement sont chers, travaillons et le reste s'arrangera — : c'est selon moi, ce qu'il y a de mieux à faire. » (24).

Attitude typique de comitard, s'il en fut : le travail pratique seul compte ; grâce à lui, « tout s'arrange » ; la lutte idéologique n'est que tempête dans un verre d'eau. « Pour que Staline respecte l'idéologie — écrit Trotski — il faudra qu'elle ait produit une bureaucratie. » Avant 1917, les comitards ne respectaient réellement que cette partie du léninisme qui avait déjà produit un début de bureaucratie : la théorie organisationnelle.

Pourtant, tout en réservant l'avenir, Lénine appuiera de nouveau à fond les « praticiens » pendant la période de réaction. Tout se débandait, les ouvriers se taisaient, les milieux intellectuels de gauche étaient démoralisés. Il est certain que pendant cette passe difficile la majorité des cadres bolchéviques resta à son poste. Certes, les comités eux-mêmes n'étaient pas des abstractions et le vide autour d'eux les influençait. Mais par un effort de volonté on pouvait les faire vivre et du fait même que le comitard prenait son point d'appui en premier lieu dans le comité et non dans la masse

(21) Cité par Trotski, O.C., p. 95.
(22) Cité par Trotski, O.C., p. 95.

(23) « Lénine vu par Staline ». Œuvres choisies de Lénine. Vol. 1, p. 31-32. Edition française de Moscou.
(24) Cité par Trotski, O.C., p. 200.

mouvante, il gagnait en stabilité ce qu'il perdait en souplesse, en capacité de sentir avec les ouvriers, en possibilité de s'assimiler et de s'approprier les initiatives des masses. Le génie de Lénine consista justement en ce qu'il réunissait au plus haut point et la stabilité et la souplesse.

Pendant la période de réaction les comitards furent au sens propre du terme l'élément conservateur du parti, l'élément qui maintient : c'était tout ce que l'on pouvait faire à ce moment. Et c'est parce que Lénine prévoyait pour l'avenir un réveil ouvrier que de nouveau il appuya les comités de Russie.

Entre 1907 et 1909 environ, l'émigration bolchévique fut secouée par de graves disputes sur la tactique. Les « otzovistes » étaient pour le retrait des députés bolchéviques de la Douma ; les « bolchéviques-partiiti » n'étaient pas pour la rupture avec les « conciliateurs » ; les « ultimatistes » étaient seulement pour un avertissement à la fraction de la Douma, etc. Les meilleurs leaders bolchéviques (25) étaient contre Lénine et celui-ci se trouva un certain temps en minorité dans sa propre fraction. Il manœuvra alors et il lui arriva de s'appuyer sur les menchéviques contre ses propres partisans. En 1909, aussitôt la majorité acquise, il exclut de la fraction bolchévique tous ses adversaires. Il se consacrera désormais à construire une direction de « praticiens ».

C'est dans cette perspective que « Lénine « pousse » Staline : « Où est Staline ? Que fait-il ? », demandera Lénine dans des lettres montées en épingle maintenant. En 1912, Staline participe à la conférence bolchévique de Prague. Un comité central est élu dont il ne fait pas partie : il était encore trop peu connu. Mais aussitôt après la conférence, sur la proposition de Lénine, Staline est coopté. Ensuite, sur la proposition de Lénine également, Staline est nommé responsable de la délégation du comité central pour l'intérieur de la Russie. Staline était chef reconnu de tous les comitards, il était investi par Lénine, et il était arrivé à ce poste par la voie typiquement comitarde de la cooptation. Après avoir fait exclure les meilleures têtes de l'organisation, Lénine recourait à Staline, cette « tache grise », comme il fut nommé par la suite. Mais sous le rapport de l'efficience, Staline était certainement l'homme qu'il fallait en 1912.

Après le congrès social-démocrate de Stockholm de 1906, lorsque la révolution reculait déjà et que les soviets n'existaient plus, Lénine écrira au cours de sa polémique avec les menchéviques : « Le parti n'a jamais caché son intention de faire usage de certains organes hors parti, tel que le soviet, en vue d'étendre l'influence de la social-démocratie dans la classe ouvrière. En même temps les organisations social-démocrates doivent comprendre que si leur travail au sein des masses est mené de manière sérieuse et large, de pareilles institutions peuvent actuellement devenir superflues. » (26). Cette surprenante prise de position après le soutien accordé au soviet une année auparavant ne peut se comprendre qu'à la lumière de la conception léniniste du parti : seule forme d'organisation capable d'assurer la continuité du travail, car seule à pouvoir être disciplinée, centralisée et « unie » (l'expression est de Lénine) à la théorie socialiste, celle-ci vivant, comme on le sait, hors du mouvement spontané des masses.

III. — La Révolution de 17

ACCEPTATION, A CONTRE-CŒUR, DES SOVIETS

Jusqu'en 1917, l'idée soviétique ne joua pour ainsi dire aucun rôle chez Lénine. En janvier 1917 encore, à l'occasion de la commémoration de la révolution de 1905, dans un discours tenu à Zurich, Lénine dira à peine quelques mots du rôle qu'y jouèrent les soviets. Le mois suivant, la révolution éclatera à Petrograd et les masses choisiront la forme soviétique pour être représentées...

Il fallut peu de jours à Lénine pour pratiquement réviser toutes ses positions sans les répudier formellement d'ailleurs. Son fameux mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets » signifiait la rupture avec son idée de gouvernement provisoire de coalition, avec la « dictature démocratique ouvrière-paysanne ». Lénine avait confiance dans la dynamique de la révolution : le parti bolchévique était le seul à demander la paix et la terre, les masses avaient renversé la monarchie, elles avaient confiance dans leurs forces, elles lutteront et elles viendront au parti bolchévique !

D'ailleurs, dans la situation donnée, le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets d'ouvriers et de soldats » signifiait pour le prolétariat une lutte ayant la perspective d'instaurer son propre pouvoir contre le gouvernement bourgeois, appuyé sur les éléments retardataires des campagnes. Cela signifiait encore que le nouveau pouvoir ouvrier, et non plus ouvrier-paysan, n'appliquerait plus un programme bourgeois, comme le prévoyait la formule léniniste de 1905. Dans ses fameuses « Thèses d'avril » (1917) Lénine posera pour la première fois la dictature du prolétariat comme tâche de la révolution en Russie. On mesure toute l'ampleur du tournant qu'effectuait Lénine, plus dans la pratique, il est vrai, et plus comme conséquence nécessaire du nouveau mot d'ordre que systématiquement et que par une formulation théorique générale.

Cependant, le corps des révolutionnaires professionnels réagissait suivant ses propres lois : combinaison entre son idéologie révolutionnaire et sa situation de groupe social d'origine petite-bourgeoise qui en somme n'appartenait au prolétariat que par cette idéologie. Brusquement, les militants bolchéviques échangèrent l'illégalité contre des postes proches du pouvoir : soviets, commissions officielles, comités divers. Cependant, pour le gros du prolétariat, comme pour la masse des sympathisants bolchéviques, la situation avait changé plus en apparence qu'en réalité. Il advient alors ce qui tant de fois était déjà arrivé dans l'histoire des partis politiques : les intérêts de l'appareil du parti et ceux de la masse qu'il représentait entrèrent en opposition. L'appareil du parti eut tendance à confondre ses propres intérêts avec ceux des ouvriers (27). Son origine sociale, le fait d'avoir mené une vie, en quelque sorte, entre les classes, le fait d'être séparé encore davantage des ouvriers faisaient peu à peu glisser le corps des révolutionnaires professionnels, dirigeants bolchéviques, sous l'influence des classes étrangères au prolétariat. Sans aucun doute, l'ancienne idéologie bolchévique aida et justifia jusqu'à un certain

(25) Tels que Bogdanov, brillant philosophe ; Bykov, futur président du Conseil des Commissaires du Peuple ; Krassine, célèbre ingénieur.

(26) Cité par Bertram Wolfe ; O.C., retraduit de l'anglais par nous.

(27) Trotski, « Staline », p. 515.

point cette évolution : le gouvernement provisoire n'était-il pas un pas vers ce gouvernement populaire de coalition que préconisait Lénine ? Même si les bolchéviques présents à Petrograd en février-mars voulaient un gouvernement plus radical, ils ne lui donnaient encore, conformément à la formule de la dictature ouvrière-paysanne qu'un programme bourgeois.

Staline, arrivé de déportation le 14 mars, n'était pas hors de l'ancienne ligne de Lénine lorsqu'il écrivait dans la *Pravda* que « les bolchéviques soutiendraient résolument le gouvernement provisoire dans la mesure où il lutte contre la réaction ou la contre-révolution. » (28). En échange, il dépassait cette ligne lorsque, à la conférence bolchévique de fin mars, il déclarait qu'il fallait empêcher, retarder la rupture entre prolétariat et bourgeoisie. Mais en fait, plus qu'une inconséquence de Staline, il faut voir là la fragilité du léninisme de 1905. Lénine avait été, dans sa tactique, anticapitaliste : il partait de l'idée que la bourgeoisie est incapable d'accomplir sa propre révolution ; mais sa stratégie le menait à instaurer un gouvernement à caractère capitaliste. Staline, pendant les journées qui séparent son arrivée à Petrograd de celle de Lénine, tendit à réaliser l'harmonie du léninisme en soumettant la tactique à la stratégie. Lénine, lui, restera fidèle à sa tactique anticapitaliste et y adaptera une stratégie nouvelle.

Le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets » répondait aux vœux du prolétariat avancé. Trotski note qu'à Petrograd, dans les assemblées ouvrières, aussitôt qu'une motion pro-soviétique était présentée, elle était adoptée à la quasi-unanimité. Le 4 mars, le comité bolchévique de Vyborg, fameux rayon révolutionnaire de Petrograd, adopta une résolution en faveur du pouvoir aux soviets et l'afficha. Le comité bolchévique de la ville le réprimanda et Vyborg dut s'incliner. Les révolutionnaires professionnels eux-mêmes se différenciaient : tout en bas de l'échelle ils subissaient la pression ouvrière ; en haut celle des sphères gouvernementales.

Le mois d'avril fut marqué par la lutte de Lénine avec les comitards pour la réorientation du parti. Il arriva que les comitards accusassent Lénine de « trotskisme ». Le 14 avril, Kalinine, futur président du soviet suprême, révolutionnaire professionnel, déclare : « J'estime que le vieux bolchévisme ne s'est nullement révélé inapplicable pour le moment présent et je m'étonne que Lénine déclare que les vieux bolchéviques sont devenus gênants au moment présent. » (29). Au cours des discussions, il arrivera à Lénine de parler de « Ces vieux bolchéviques qui plus d'une fois ont joué un triste rôle dans l'histoire de notre parti en répétant sottement une formule apprise par cœur au lieu d'étudier l'originalité d'une situation vivante et nouvelle. » (30).

Lénine réussira à faire adopter son orientation : elle allait dans le sens du mouvement de la masse et celui-ci était puissant comme une lame de fond. Les révolutionnaires professionnels suivirent le mouvement d'autant mieux que les bolchéviques commençaient à conquérir les soviets : rien n'imposait davantage au comitard que le fait accompli et, en cela, il ressemblait à tous les bureaucrates.

L'état d'esprit comitard continuera à vivre à demi masqué à l'intérieur de la situation nouvelle qui était caractérisée par l'activité des masses. A chaque recul de la révolution, à chaque reflux des ouvriers, fût-il passager, comme aux mois de juillet-août 1917, le poids relatif de l'appareil s'augmentera et il tendra de nouveau à prendre le dessus. C'est là la loi essentielle qui régissait le corps des comitards.

Pendant la révolution, les masses deviennent leur propre organe exécutif, dit Trotski. Le régime soviétique devait simplement perpétuer et organiser le pouvoir que la révolution avait mis dans les mains des masses. Le malheur du régime d'octobre 1917 pourtant fut qu'il n'eut pas les moyens de réaliser ses intentions. Certes, il donna la terre et ceci lui assura un crédit important. Mais le système soviétique qui devait assurer la participation directe des masses à la vie publique s'ébrécha et pratiquement mourut en moins de deux ans.

LA FIN DES SOVIETS

La guerre civile sévissait. Dès 1918 on enlève aux soviets des unités de l'Armée Rouge tout pouvoir de décision. De même, contrairement à la tradition d'avant octobre 1917, les soviets des localités où les unités stationnaient n'y ont plus aucun droit de regard. Pour gagner la guerre civile, on était forcé de revenir aux méthodes consacrées du commandement individuel.

La deuxième brèche dans le système soviétique, plus importante que la première, fut la création en 1919 d'une police politique secrète, forcément hors du contrôle direct des Soviets. Dans ses Mémoires, Victor Serge (31) montre de manière saisissante comment cette police, la tchéka, tend dès le début à se rendre indépendante, comment elle devient à peu près incontrôlable, comment, comme toutes les polices, elle grossit et créa des « affaires » pour justifier de son importance, comment elle tend à se mêler de tout.

Parallèlement, dès 1918, une crise tragique de production oblige les autorités à mettre en vigueur dans les usines le système des primes et du salaire aux pièces qui brise la solidarité entre ouvriers. De même, on revient au système de la responsabilité personnelle, celle du directeur nommé par l'administration. Le soviet n'aura plus qu'un rôle de contrôle, qui toutefois sera encore effectif quelque temps.

Cependant, la classe ouvrière elle-même commençait à refluer, surtout depuis la fin de la guerre civile. Que lui avait donné le régime ? A quoi lui servait la collectivisation des usines lorsqu'il n'y avait ni matières premières, ni — souvent — de techniciens capables ? La famine sévissait et le « chacun pour soi » reconquérait ses droits. Dès 1920 les soviets d'entreprise n'avaient plus de vie réelle : les seuls à venir aux réunions étaient les membres du parti et les inévitables carriéristes.

En somme, tout concourait pour que les comitards reprissent leurs droits. Leur activité d'ailleurs n'avait été noyée dans celle de la masse que pendant un temps assez court : deux ans peut-être. A bon droit, les comitards pouvaient se considérer comme un élément clef du bolchévisme : depuis le début du siècle ils avaient assuré la continuité du mouvement, ils avaient supporté le poids de la répression, pendant la guerre civile ils avaient été dans les premiers rangs (32). Que pouvaient peser à côté de ces états de services, les années de « désarroi » 1905 et 1917 ?

(28) Cité par Trotski, « Staline », p. 289.
(29) Cité par Trotski, « Histoire de la Révolution russe ».
(30) Cité par B. Souvarine, « Staline », p. 149.

(31) Victor Serge, « Mémoires d'un Révolutionnaire », Editions du Seuil, Paris 1950.
(32) Tous les historiens « non officiels » du bolchévisme s'accordent d'ailleurs pour souligner qu'au cours de la guerre civile les cadres du parti s'habituèrent aux méthodes de commandement militaire et que par la suite ils ne les quittèrent plus jamais tout à fait.

LE TRIOMPHE DES « COMITARDS »

Dès avril 1920, à l'occasion du 50e anniversaire de Lénine, Staline peut se permettre de parler avec l'assurance présomptueuse de celui qui est persuadé représenter un élément indispensable. Son article sur « Lénine comme organisateur du parti » (33) est précieux pour juger de l'état d'esprit des comitards après la fin de la guerre civile lorsque le régime n'était plus menacé. « La plus importante contribution qu'il faut inscrire à l'actif du camarade Lénine — dit Staline — fut son attaque furieuse contre l'absence de tout principe d'organisation chez les mencheviques. » (Parlant de Staline, Trotski dit : « ...tout ce qui traite de programme et de politique n'était chez lui qu'ornement de l'organisation fondamentale ».) « (Lénine) ...généralisa comme un maître l'expérience du travail d'organisation de nos meilleurs travailleurs pratiques », poursuit Staline. Ensuite il montre, sur un ton qui n'admet pas de réplique, que les « travailleurs pratiques » assurèrent la victoire des principes d'organisation de Lénine et de sa tactique en général. Visiblement Staline, chef des comitards dès 1912, se sentait le droit de parler en leur nom, soulignait leurs mérites décisifs dans l'avènement du régime et maintenant que celui-ci était stabilisé, il justifiait implicitement leur prétention à une place de premier plan.

Que Staline fût à ce moment-là, et aussi plus tard, un sincère bolchévique, persuadé de servir la cause par ses méthodes, c'est ce dont témoigne Trotski, son critique implacable : « Si Staline avait prévu au début — écrit Trotski à propos de l'année 1923 — où sa lutte contre le trotskisme le conduirait, il aurait sans doute hésité à la poursuivre plus avant... » (34).

Il ne faut pas oublier que bien avant la maladie et la mort de Lénine, Staline détenait les positions-clefs de l'appareil, dont le poids spécifique s'accroissait chaque mois. Dès le début de 1919, Staline est seul à être en même temps du Bureau d'Organisation et du Bureau Politique. Il maintient la liaison entre ces deux organismes et au Bureau Politique il est plus spécialement chargé des questions d'organisation. En 1919 également — sans parler du Commissariat aux Nationalités qu'il détient depuis 1917 — Staline est nommé commissaire à l'Inspection Ouvrière et Paysanne et obtient ainsi un droit de contrôle sans limites sur toute l'administration de l'Union Soviétique. En avril 1922, Staline sera nommé secrétaire général du parti. Sa montée exprime la montée de la bureaucratie dont les chefs de file étaient les comitards.

Zinoviev parle en 1924 (35) de 10.000 anciens révolutionnaires professionnels qui détiennent les postes-clefs dans le parti et dans l'Etat. Nous ne faisons pas nôtre l'idée exprimée par certains critiques du bolchévisme pour qui les révolutionnaires professionnels sont à l'origine de la dégénérescence de l'U.R.S.S. Les causes économiques et politiques générales nous semblent autrement décisives. Le reflux des masses était inévitable. Mais ceci admis, il est certain que les révolutionnaires professionnels accélérèrent la dégénérescence. Ils étaient bolchéviques ; par leur passé, ils avaient droit à une place d'honneur dans la maison construite par la révolution ; par la force des choses, l'administration de cette maison leur échut. Simplement ils se montrèrent fidèles alors à leur tradition déjà longue de décision dans les comités et dans les fractions ; les soviets, dont les méthodes étaient à l'opposé de celles des comitards, en moururent d'autant plus vite.

La poussée bureaucratique rencontra dès 1919 au sein du parti une opposition assez vive, sinon unie et ferme sur ses positions. Formée en grande partie d'éléments venus récemment au bolchevisme ou qui s'étaient déjà opposés dans le passé à Lénine, elle contenait également de vieux bolchéviques, de ceux qui représentaient ce qu'il y avait de démocratique, de proche des masses sinon dans la théorie, du moins — aux moments décisifs — dans la pratique organisationnelle du léninisme.

La lutte contre les bureaucrates se menait au sein du parti hors de la participation des masses, sur le terrain du parti avec les formules du parti, et, après la mort de Lénine, pour une bonne part à coups de citations du Maître. Les différentes oppositions furent battues non seulement parce que la marche des choses leur était contraire mais aussi parce que le milieu et le terrain du parti leur était éminemment défavorables. Les comitards avaient le nombre : ils représentaient la tradition bolchévique autant, sinon plus, que l'opposition et, lorsqu'il s'agira de citer Lénine, ils auront la possibilité de ne pas se laisser battre sur ce terrain non plus...

Lénine, lui, resta jusqu'à la fin fidèle à lui-même. Il se rendit compte du danger que présentait pour son œuvre la montée de la bureaucratie et, au cours de 1923, il rompit avec Staline et utilisa le peu de répit que lui laissait la maladie pour préparer une attaque décisive contre celui-ci. N'est-il pas caractéristique que, cherchant un allié, Lénine s'adressât à un récent bolchévique, Trotski ?

Malgré l'opposition de Lénine, Staline usera en 1923 de brutalités bureaucratiques en Géorgie. C'était là, dit Trotski, la première victoire de la fraction de Staline contre celle de Lénine. C'est exact si on considère seulement l'aspect révolutionnaire-démocratique du léninisme ; ce ne l'est plus si l'on tient compte que Staline avait aussi pleinement droit de cité dans le bolchévisme.

S'il avait eu le temps, Lénine aurait pu briser Staline, mais non éviter la montée bureaucratique. Non seulement celle-ci allait dans le sens de l'évolution du pays, mais les comitards pouvaient à bon droit se réclamer de leur tradition léniniste. Avec combien plus de force qu'en avril 1917, maintenant qu'ils étaient au pouvoir, auraient-ils pu accuser Lénine d'avoir abandonné « l'ancien léninisme », d'être devenu « trotskiste » ?

Dans la lutte contre les bureaucrates, Lénine aurait pu au moins gagner du temps. Mais Lénine mort, il ne se trouva aucun parmi les quelques vieux bolchéviques de tout premier plan à prendre la tête de l'opposition. Au contraire, trouvant devant eux Trotski, élément qui resta toujours étranger à la famille des comitards, les « vieux bolchéviques » firent d'autant plus front contre l'opposition. D'ailleurs, du fait même d'avoir adhéré au parti, d'avoir accepté sa discipline, Trotski aura les mains liées dans sa lutte. Trotski ne put réussir à retarder Thermidor, à gagner du temps pour la démocratie dans le parti et dans le pays, et, dans la situation mondiale de 1923, des délais plus longs auraient pu être essentiels. Ce fut là la rançon pour la hâte de Lénine de 1901, la manière dont l'histoire se vengea de son immense effort pour abréger le mûrissement du prolétariat russe grâce à son parti bolchévique.

(33) Staline, « Lénine et le léninisme ». Œuvres choisies de Lénine. Vol. I, page 22. Edition française de Moscou, 1946.

(34) Trotski, « Staline », p. 540.

(35) Zinoviev, « Histoire du Parti communiste russe ».

IMPUISSANCE DE TROTSKI

Au centre de la complexe polémique que Lénine et Trotski eurent ensemble durant plus de dix ans, il y a leur divergence de vues sur les forces motrices de la révolution russe. Avec le recul pourtant, la conception de Trotski apparait autant un dépassement qu'une contradiction par rapport à celles de Plékhanov et de Lénine. Trotski admettait avec Plékhanov et Lénine, contre les populistes, que la Russie allait vers le capitalisme. Il était d'accord avec Lénine, contre les menchéviques, que la bourgeoisie russe était incapable d'accomplir sa propre révolution. Il était seul à soutenir que la dynamique de la révolution russe amènerait le prolétariat au pouvoir et que celui-ci, partie du prolétariat mondial, pourrait s'y maintenir seulement dans le cadre d'une révolution s'étendant aux principaux pays capitalistes.

A la différence de Lénine, pour Trotski il n'y avait en Russie que deux forces politiques, deux catégories sociales capables d'action concertée : la bureaucratie tsariste et le prolétariat. La paysannerie, par son action, pouvait désorganiser le tsarisme, mais trop émiettée, trop limitée par son horizon étroit, elle ne pouvait mener l'attaque décisive et surtout elle était incapable de se donner un programme politique propre. Dans son *Histoire de la Révolution Russe*, Trotski dira : « Ce qui comptait pour les paysans c'était d'enfumer les seigneurs... après, on verra ! »

Il est certain, dans ces conditions, que les conceptions organisationnelles de Trotski devaient être différentes de celles de Lénine. Pour Trotski, le prolétariat créait, et créait forcément sa doctrine : « ...finalement, la classe ouvrière vaincra et elle serait victorieuse même s'il n'avait jamais existé de Karl Marx, même s'il n'y avait pas eu d'Oulianov Lénine. La classe ouvrière aurait su élaborer d'elle-même les idées dont elle a besoin, les méthodes qui lui sont indispensables, mais ce travail aurait été plus lent. » (36).

Par conséquent, pour Trotski, le parti ne pouvait être, comme pour Lénine, l'avant-garde séparée (mais non isolée) de la classe ouvrière parce que seule créatrice et détentrice de la théorie. D'ailleurs, à la conception trotskiste de la révolution, ne répondait pas non plus la nécessité de créer à force de volonté une cohorte socialiste fortement charpentée et centralisée. Il ne s'agissait pas pour Trotski d'alliances complexes avec des classes diversifiées et dix fois plus nombreuses que le prolétariat. Sa conception était simple car uniquement fondée sur la capacité du prolétariat russe d'accéder au pouvoir et sur celle du prolétariat européen de l'aider à s'y maintenir.

Pour Trotski, lutte spontanée des ouvriers, théorie socialiste, organisation socialiste, étaient des catégories organiquement liées qui s'accroissent et s'élèvent continuellement l'une à travers l'autre. Tout en redevenant forcément distinctes à chaque étape, elles tendent vers l'unité, la lutte ouvrière s'assimilant la théorie, celle-ci s'enrichissant par le mouvement, les deux se cristallisant continuellement dans l'organisation qui elle-même s'élève, change de forme et fructifie à chaque moment théorie et mouvement.

Donc, pour Trotski l'organisation prolétarienne, nécessairement distincte de l'ensemble de la classe ouvrière à cause de la différenciation de celle-ci, était elle-même dans un continuel processus d'organisation. Elle était prise dans cette contradiction dialectique qui voulait qu'elle se forme et s'agrandisse dans la lutte du prolétariat qui, lui-même, prendra conscience de ses buts grâce à cette lutte.

(36) Trotski, « Lénine », p. 210-211.

Cette théorie organisationnelle, celle de « l'organisation processus » formulée par Rosa Luxembourg dans sa polémique avec Lénine fut adoptée par Trotski.

Cette conception, tout comme sa théorie de la révolution russe, basée sur la confiance dans le processus historique et dans les destinées du prolétariat, ne peut pourtant pas être traitée de fataliste ; elle laissait sa part à la volonté organisée et d'ailleurs ni Rosa Luxembourg ni Trotski ne peuvent être accusés de fatalisme et de passivité. Simplement il apparaissait impossible à Lénine de ne pas tenir pleinement compte du facteur paysan, de ne pas essayer d'en « profiter » ; tandis que Trotski, homme de la génération suivante, tenait davantage compte de l'interdépendance capitaliste à l'époque impérialiste : il s'orientait plus sur la communauté de la destinée du prolétariat des différents pays. On peut dire que si Lénine représentait l'ouvrier russe avec son passé paysan, Trotski symbolisait le même ouvrier en tant que partie du prolétariat mondial. Si le léninisme représentait un progrès par rapport au menchévisme, en tenant compte de l'originalité du développement de la Russie, le trotskisme était une étape nouvelle, car il introduisait l'internationalisme prolétarien comme un facteur actif de la révolution russe. Ce qui ne veut nullement dire que Lénine ou Plékhanov étaient étrangers à l'internationalisme.

Dans la pratique organisationnelle, Trotski fut proche des menchéviques. Il était séparé de ceux-ci par la question essentielle de la tactique envers la bourgeoisie, mais leur organisation était plus démocratique, plus souple, plus organiquement liée aux ouvriers que celle des bolchéviques. En 1905, par exemple, les menchéviques prirent dès le premier moment parti pour le soviet de Petrograd et c'est en leur nom que Trotski, qui, tout comme Lénine, n'hésita pas à appuyer le soviet, y pénétra (37). Trotski comptait que le parti menchévique serait forcé de quitter son opportunisme une fois que la dynamique de la révolution aurait opposé de manière irrémédiable classe ouvrière et bourgeoisie. Sous cet angle, Trotski se sera trompé. Il avait sous-estimé la solidité du fait accompli qu'est une organisation déjà ancienne. Rapports entre chefs et militants, fidélité à la tradition représentée par les chefs, conservatisme et manœuvres des cadres, tout cet ensemble se montra plus puissant que la pression de la classe ouvrière ; en 1917 les menchéviques choisirent l'alliance avec la bourgeoisie.

Sous le même angle peut être envisagée l'adhésion de Trotski au bolchévisme après la révolution de février. Trotski vient à Lénine sans rien changer d'essentiel à ses conceptions. Les événements lui donnaient raison : on allait vers la révolution prolétarienne. Les ouvriers venaient aux bolchéviques : ils étaient les seuls à être contre la bourgeoisie. Comme lui, les bolchéviques étaient maintenant pour la forme soviétique de gouverne-

(37) Lounatcharski, premier commissaire du peuple à l'Education nationale, écrit dans ses « Silhouettes révolutionnaires » que 1905 fut l'année de Trotski. Il fut le premier à rentrer de l'émigration et il saisit le plus vite et le mieux le sens du soviet, forme de lutte, d'organisation et de gouvernement que s'étaient donné spontanément les ouvriers.

Au moment où Staline, suivant son génie, agissait au sein du Comité de Bakou, Trotski, à 26 ans, présidait le premier Conseil Ouvrier de Russie, embryon du futur régime révolutionnaire. Au même moment, Lénine luttait contre les comitards. Fait capital : aux moments cruciaux, 1905, 1917, lorsque Lénine était forcé de combattre la routine et le conservatisme de sa propre organisation, il rencontrait Trotski.

ment (38) ; ce qu'il y avait déjà d'ossifié, de bureaucratique dans les comités du parti était couvert et affaibli par la vague populaire. Si celle-ci avait pu se conjuguer à la révolution mondiale, comme l'avait escompté Trotski, la question de la bureaucratie bolchévique aurait été relativement de peu d'importance. C'était là sans doute la perspective de Trotski en 1917 en adhérant au parti de Lénine. Mais la révolution mondiale ayant échoué, après d'immenses spasmes, ce fut encore l'étroitesse et la routine d'organisation qui donnèrent tort à Trotski. La vague populaire retirée, il se trouva dans un milieu qui lui était absolument étranger, sinon, dès le début, hostile : celui des vieux bolchéviques-comitards. Mais il ne lui était plus possible de faire volontairement marche arrière, comme quelques années auparavant, par rapport aux menchéviques. Il avait entrepris à côté des bolchéviques une œuvre gigantesque qu'il ne pouvait abandonner. Or, pour pouvoir l'influencer le seul moyen était le parti et s'y trouver signifiait accepter sa loi. L'alternative que les comitards lui présentaient était : se soumettre à eux ou rompre avec le parti et le régime soviétique, qui maintenant se confondaient. Trotski ne put choisir ni l'un ni l'autre. Mais, de ce fait, la voie qu'il adopta ne put être que contradictoire, et il la légua au trotskisme.

***

Nous touchons à la fin de notre étude. Nous avons tenté d'éclairer un aspect de la dégénérescence du régime soviétique. Nous espérons aussi avoir tant soit peu aidé à poser le problème du parti ouvrier.

Pour nous, la formule léniniste du parti n'a pas de valeur universelle : elle est le produit des conditions de la Russie des années 1900. Vouloir l'appliquer au monde entier, un demi-siècle plus tard, nous semble néfaste et inepte.

La dégénérescence du parti communiste après octobre 1917 est liée à ce que M. J.-P. Sartre appelle dans sa préface au *Communisme yougoslave* de Louis Dalmas, *l'objectivisme* des dirigeants soviétiques qui perdent le contact avec la classe ouvrière restée *subjective*. Mais, pour nous, ce décalage a des racines lointaines dans celui qui existait déjà entre comitards et ouvriers de 1905.

Le stalinisme a hérité de l'aspect antidémocratique de l'ancien bolchévisme. Pour sortir de la contradiction des premières années du régime : un gouvernement ouvrier incapable d'améliorer le sort de l'ouvrier — Staline se réfugiera de plus en plus dans *l'objectivisme*, dans la négation pure et simple du fait qu'il existe une opposition ouvrière profonde. Et comme celle-ci se répercute malgré tout dans le parti, on épurera périodiquement. Que les bureaucrates d'aujourd'hui excluent et fusillent les comitards d'hier, ne rompt pas la continuité : ces derniers gardaient malgré eux quelque chose de l'esprit démocratique et proche des masses du léninisme.

Trotski se réclama de ce dernier aspect du léninisme, de ses périodes d'entente avec Lénine, pour se proclamer héritier du bolchévisme. C'est un fait — comme nous l'avons vu — qu'aux moments cruciaux, en 1905 et 1917, lorsque Lénine combattit les comitards pour s'appuyer sur les masses, il retrouva Trotski sur ses positions. Mais en se réclamant du léninisme, en adoptant la formule léniniste du parti, Trotski introduira dans sa doctrine un grave élément de contradiction qui contribuera à l'empêcher de rompre sur tous les points avec le régime de l'U.R.S.S.

Benno SAREL.

(38) Aussitôt après février, comme Lénine, Trotski se prononcera contre le gouvernement provisoire et pour le pouvoir soviétique.

Lettre du Maroc

...Si les morts du 1er novembre à Casablanca n'étaient pas absolument prévisibles, il était par contre certain qu'il y aurait, ce jour-là, des incidents.

Le 17 octobre, en effet, la Résidence avait décidé de faire voter un corps électoral tout nouveau : 150.000 agriculteurs et commerçants patentés. Aux précédentes élections (de 1947), le collège électoral correspondant ne comprenait que 6.000 membres.

Préparer des élections, cela demande toujours un certain temps. Il faut que les partis désignent des candidats et que ceux-ci fassent campagne. Il faut encore plus de temps s'il s'agit d'électeurs nouveaux. Tant que les cartes électorales ne sont pas distribuées (1), qui peut savoir s'il est électeur ou non ?

Or, l'administration exigea les élections dans un délai de treize jours : **élections brusquées, s'il en fût jamais. Le but de la manœuvre était d'empêcher le parti d'opposition, l'Istiqlal, parti du Sultan, de faire sa campagne électorale. La Résidence était ainsi fidèle à une vieille pratique de l'administration coloniale française et qui pourrait se définir :** « Donner, mais retenir ! ».

L'Istiqlal, bien entendu, de son côté, n'est pas sans comprendre la manœuvre. Il conseille l'abstention, la non-participation aux élections brusquées. Cette décision est si peu secrète qu'elle est développée en première page de l'hebdomadaire du parti. (Car ils ont maintenant un journal. La censure est supprimée. C'est même la seule chose que le Sultan ait obtenue de Vincent Auriol au cours de son voyage de l'année dernière).

Les élections venues, que s'est-il passé ?

Dans le bled, rien dont on puisse tirer un enseignement nouveau : en certains endroits, abstention importante ; dans d'autres endroits, là où le Contrôleur Civil **a pu s'occuper personnellement des élections, participation importante.**

Mais à Casablanca, il n'en allait pas de même. Il n'est pas possible aux Contrôleurs et à la police, dans la grande ville, de s'occuper vraiment des électeurs. Il est, au contraire, possible à l'Istiqlal de s'occuper de la question. (On a même beaucoup remarqué, dans les milieux français, la présence à Casablanca, dans les jours précédant l'élection, du prince impérial, fils du Sultan.)

Le premier résultat fut un boycott des bureaux de vote par des barrages massifs de foule. Le deuxième résultat fut, bien entendu, une participation dérisoire au vote (10 %), mais aussi — hélas ! — des morts. Car, à un moment, au moins en deux points, semble-t-il, la police se mit à tirer... La presse française a parlé, sur ce point délicat, de camions chargés de pierres ravitaillant les manifestants pour leur permettre de lapider le service d'ordre. Ce détail est certainement à mettre dans la même catégorie que les lames de rasoir du 6 Février et les pétroleuses de la Commune : chaque fois qu'il y a massacre politique, le clan des massacreurs invente contre le parti des massacrés quelque détail perfide et imaginaire destiné à légitimer le massacre.

Combien de morts ?

Qui le saura? Les journaux et l'administration ont dit 3, 5 ou 6. Si l'on en croit la rumeur populaire et les policiers racontant comment ils ont tiré dedans à la mitraillette, ces chiffres devraient être multipliés par 10. Mais il y a là de la jactance. (On se vante **du sang marocain répandu.)**

Le deuxième événement à signaler — mais oui, on peut dire « événement » — est la fête du Trône. Cette fête créée avec grande prudence initiale par le Sultan actuel, et qu'il a réussi à faire reconnaître, par la Résidence, comme fête officielle, a présenté cette année un caractère quasi triomphal : dans les quartiers indigènes, partout absolument, sur toute boutique et tout véhicule, des drapeaux et des portraits du Sultan. Tout le monde dans la rue et les couleurs du Sultan (jaune et vert) sur chaque promeneur. Pour la première fois, l'immense population

(1) En certains points, les cartes électorales ne **furent pas distribuées.** Elles devaient être réclamées au bureau de vote, au moment du vote. Voyez comme c'est commode dans un pays qui n'a pas d'état civil, avec des électeurs qui n'ont pas de nom de famille.

marocaine de Casablanca manifestait de façon unanime son sentiment de particularisme, sa fierté, son espoir.

***

A quoi tient cet éclat sans précédent du 18 novembre 1951 ? A bien des facteurs parmi lesquels il faut distinguer la nouvelle attitude du Quai d'Orsay envers le Sultan. Le précédent Résident était très anti-Sultan. Il a même cherché, par des intrigues, à déposer le Sultan. Le nouveau Résident, qui n'est pas arrivé au Maroc sans être passé au Quai, est, au contraire, pro-Sultan. On pourrait résumer la situation ainsi : le général Juin cherchait à obtenir, par la contrainte, le divorce du Sultan et de l'Istiqlal ; le général Guillaume est chargé de poursuivre le même but par de bonnes manières.

Même s'il n'y avait les affirmations répétées de Guillaume, d'après lesquelles il est le mieux du monde avec Mohamed, ce que je viens de dire serait manifesté par de petites choses; par exemple, lors des précédentes fêtes du Trône, jamais la presse française n'avait reproduit le discours du Sultan ; elle le publie cette année, en bonne place, in extenso. **D'autre part, lors de l'assassinat d'Ali Khan on a eu la stupéfaction d'apprendre que le Sultan avait adressé un télégramme de condoléances au gouvernement pakistanais. Jamais depuis 1912, depuis le traité dit « de Protectorat » (bien que le mot de Portectorat n'y figure pas), on n'avait vu le Sultan faire un geste de relation extérieure sans passer par le Résident.**

***

Il y a donc au Maroc quelque chose de changé. A qui doit-on cela ? Certainement au général Juin. En montant son intrigue antisultanesque de février dernier, puis en ne la réussissant pas, il a: 1° consolidé la situation intérieure du Sultan ; 2° attiré, sur la situation politique du Maroc, l'attention des pays arabes extérieurs. Et ceci eut une grande importance.

ON A PERDU UN « PRIX NOBEL »...

« Ceux qui vont défendre le sol national... dont je suis... »

(Discours de Jouhaux aux obsèques de Jaurès)

La grande presse a salué le prix Nobel de la paix à Léon Jouhaux en usant parfois d'une ironie facile qu'elle est bien la dernière à avoir le droit d'utiliser dans un tel cas. C'est ainsi que *le Monde* faisait allusion au confort douillet du Conseil Economique. Sans doute le conseil d'administration de ce grand journal est-il plus agité que le bureau ou que la salle des séances de la rue Montpensier. Mais la riche clientèle du *Monde* a trop le respect de l'ordre établi et des gens en place pour marchander à Léon Jouhaux l'admiration qu'elle dispense avec générosité, de coutume, aux « belles carrières », surtout quand elles sont officielles.

Par réaction naturelle, sans doute, ou par fâcheuse inclination pour les honneurs, les milieux ouvriers « dirigeants » ont donné dans le grand air : « couronnement d'une splendide carrière de militant ouvrier..., c'est toute la classe ouvrière française dans sa résistance aux régimes totalitaires qui est ainsi honorée, etc... » Le *Bulletin Syndical*, édité par l'E.C.A. à Paris parle d' « hommage à celui qui a depuis toujours lutté de toutes ses forces pour que le syndicalisme reste libre. » La brillante intervention de Jouhaux au congrès constitutif de la C.I.S.L. en décembre 1949, les souvenirs que nous avons gardés de la période 1945-47 et sans doute, par-dessus tout, un passé plus ancien, il y a là tout un ensemble de faits qui permettent de déceler quelque enflure dans ce compliment qui a le poids du pavé de l'ours.

Notons d'ailleurs que dans ce même bulletin, Léon Jouhaux lui-même se déclare « heureux et fier » d'avoir été jugé digne d'une récompense accordée jadis à Briand. Sans doute ne s'agissait-il pas du Briand de la grève générale. Mais qui oserait prétendre que le Jouhaux du prix Nobel est celui de la vieille C.G.T., celui de 1910, celui de la grève générale révolutionnaire en cas de mobilisation, le Jouhaux que tout le monde a bien été forcé d'oublier puisqu'il y avait l'autre, celui que tout le monde connaît et qui a donné maintes preuves de sa constance. Jamais la moindre velléité de revenir aux conceptions révolutionnaires de sa jeunesse, à la stricte notion d'indépendance du syndicalisme (vis-à-vis des partis comme vis-à-vis des pouvoirs), à la méfiance raisonnable vis-à-vis de la collaboration avec les organismes gouvernementaux. Sur le plan international, il n'a plus jamais collaboré qu'à des entreprises, B.I.T., F.S.I., C.I.S.L. où l'internationalisme ouvrier n'était au maximum qu'une façade, où l'action pacifique propre du prolétariat n'a jamais été envisagée. On peut même dire que si la C.I.S.L. d'aujourd'hui répond si mal aux modestes espoirs qu'on était en droit de placer en elle, la faute n'en est certainement pas à Jouhaux seul, mais son rôle s'y limite à l'enchaîner au passé platement réformiste et à l'étroitesse d'esprit encore nationaliste des responsables de la F.S.I.

Cette constance, depuis 1914, cette fermeté dans des conceptions exactement opposées à celles de sa jeunesse, exactement opposées — ce qui est bien plus important — à celles du syndicalisme français à l'époque de son plus grand rayonnement, cet acharnement, en fin de compte, à devenir un personnage officiel de l'Etat, font de 1914 le grand moment de la carrière de Jouhaux.

Faut-il admettre que le jury du prix Nobel a fait erreur ? Personne ne lui reprochera, et pour cause, de ne pas avoir lu les procès-verbaux du Comité Confédéral de la C.G.T. datés de 1914 à 1918. Mais est-il besoin de ces pièces à conviction, restées introuvables, pour connaître le rôle de Jouhaux dans l'union sacrée ? Vieille histoire, haine recuite, nous objecteront les grands politiques dont l'absence de mémoire fortifie l'absence de scrupules. Disons simplement qu'à partir de 1914, qu'à partir de l'union sacrée tout s'explique.

Ce qui paraît admissible en 1914 ne le sera-t-il pas tout autant en 1919, à Versailles et toutes les années après à Genève, à New-York ? Si l'on prétend sauver la paix par la dernière des guerres on peut bien admettre que la révolution socialiste se fera par le B.I.T. et la construction de la paix par la S.D.N. ou par l'O.N.U. « Caverne de brigands, marchandages impérialistes, absence des peuples », comment prendrait-on conscience que le sort des hommes, que le sort des peuples est entre les mains des « chefs » ?

Erreur du jury Nobel, ou illusion, de notre part, sur son jugement ? Quand il attribuait son prix de littérature en 1937, à Roger Martin du Gard, il nous semblait que par delà l'hommage au pathétique récit de la faillite de l'Internationale en l'été 1914, c'était l'effort désespéré des derniers opposants à la guerre qu'il voulait célébrer. Voudrait-il honorer aujourd'hui, en la personne de Jouhaux, ceux qui ont alors manqué à la confiance que les hommes libres avaient mis en eux ? Ou bien, simple accident, un prix Nobel n'a-t-il pas été perdu ?

G. WALUSINSKI.

Notes d'Economie et de Politique

L'EVEIL DU PROCHE-ORIENT

A l'époque présente, le seul signe encourageant pour l'évolution générale de l'humanité, la seule manifestation de **progrès** se trouve dans le Proche-Orient. Il semble bien, en effet, que c'est à un début de révolution, d'une révolution profonde, à la fois nationale et sociale, que nous assistons en ces pays.

Le mois dernier a été particulièrement riche d'enseignements à cet égard. Il a montré, pour la première fois depuis de nombreux siècles, des pays arabes tenant tête victorieusement à l'Europe, non point encore, certes, sur le plan militaire, mais sur celui de l'intelligence et de la volonté.

⁂

Ce fut d'abord le remarquable discours prononcé devant l'assemblée générale de l'O.N.U. par le ministre des Affaires étrangères d'Egypte qui porte le nom prédestiné de Saladin (le même nom que le sultan égyptien du XII[e] siècle qui chassa les Croisés de Jérusalem).

Au milieu de cet étalage de lieux communs et d'hypocrisie doucereuse que présentèrent tous les discours qu'entendit le palais de Chaillot au cours de la discussion de politique générale, celui du ministre égyptien a fait l'effet d'un coup de tonnerre. Seul le représentant du Caire ne s'est pas contenté de généralités banales et de vœux pieux, mais a fait une proposition concrète et précise, se comportant ainsi en véritable homme d'Etat.

Il a dit à la Grande-Bretagne : vous prétendez vouloir que les Soudanais décident librement et souverainement de leur sort ? Parfait ! et nous sommes tout à fait d'accord. Nous vous proposons donc, afin que les Soudanais puissent se décider en toute liberté, que nous retirions du Soudan, vous et nous, tous nos fonctionnaires et nos soldats, et qu'un plébiscite soit alors organisé par les soins de l'O.N.U.

Aucune proposition ne pouvait être plus honnête, ni plus franche. Et si la Grande-Bretagne avait été le moindrement sincère, en proposant l'indépendance du Soudan, elle se serait empressée d'accepter la proposition égyptienne. Mais elle s'en est bien gardée ; Eden s'est tu obstinément, et tout porte à croire que Churchill continuera à ignorer **sine die** la proposition qui lui a été faite.

Mise au pied du mur, l'Angleterre, presque aussi hypocrite que la France pour tout ce qui concerne ses affaires coloniales, s'est dérobée. Or quand on en est réduit à se dérober, à se réfugier dans le silence, c'est qu'on se sent faible ; tandis que, au contraire, lorsqu'on ose mettre son adversaire au pied du mur, c'est que l'on est sûr de sa force. Par le défi qu'ils viennent de jeter ainsi, en pleine assemblée de l'O.N.U., à leurs anciens maîtres, et du fait que ce défi n'a pas été relevé, les Egyptiens ont, par cela même, remporté sur l'Occident une victoire éclatante.

⁂

Moins spectaculaire et enterré le plus possible par la presse française, mais tout aussi caractéristique, fut le discours prononcé par le sultan du Maroc devant tous les hauts fonctionnaires français, Résident général compris, à l'occasion de l'anniversaire de son accession au trône.

On sait dans quelle dépendance étroite la France tient le sultan du Maroc, et l'on se rappelle qu'il y a quelques mois à peine, il fut tout près d'être déposé et exilé par le bouillant général qui, ayant déjà eu, en 1943, la peau d'un bey, voulait y ajouter celle d'un sultan. Et combien, par conséquent, ce sultan doit prendre de précautions dans sa résistance à la domination française.

Or pour la première fois, dans un discours prononcé au cours d'une manifestation aussi solennelle et protocolaire que l'anniversaire de son avènement, le sultan Mohammed ben Youssef s'est permis de narguer, en termes diplomatiques, mais d'autant plus cinglants, le Résident général français et sa politique.

Rappelant que celui-ci, le dénommé Guillaume, avait déclaré que la propagande des nationalistes marocains était basée sur des mensonges, le sultan se contenta de citer, en réponse, ce verset du Coran : « Dieu sait ceux qui ont menti et ceux qui ont dit la vérité ». Beau soufflet appliqué sur la joue de notre brave général !

D'autre part, le sultan désavoua publiquement la politique suivie obstinément par tous les Résidents depuis une vingtaine d'années, depuis notamment, le fameux « dahir berbère », politique qui tend à opposer les Berbères du Maroc aux Arabes ; il a, en effet, affirmé avec force qu'il n'existait aucune différence entre Arabes et Berbères, parce que ce sont « des frères unis par la même foi ».

Par ce discours le sultan du Maroc a donc, lui aussi, jeté son défi aux puissances occidentales.

Le fait qu'il puisse se permettre de défier à ce point la France, montre combien sa position est devenue solide. Dans la « R. P. » d'avril dernier, le Moghrabin, analysant le « fourbi de bureau arabe » qui venait d'être manigancé par Juin contre le sultan, concluait en disant qu'il semblait bien que dans l'affaire « c'était le sultan qui avait gagné ». Aujourd'hui, il n'y a plus de doute. Le sultan Mohammed ben Youssef, non pas en dépit de sa résistance à la domination française, mais à cause précisément de cette résistance, est plus fort que jamais. Et ce n'est pas le récent vote de la commission de tutelle de l'O.N.U., mettant en minorité la France sur cette question même du Maroc qui l'affaiblira !

Juin est passé, Guillaume passera, et ben Youssef demeurera. Les maladresses, les grossièretés et les brutalités des soudards que délègue successivement à Rabat le doucereux Schuman n'aboutiront qu'à envenimer les choses et accélérer les processus.

Si importants que soient ces deux discours, si révélateurs qu'ils soient des changements survenus dans le rapport des forces, un événement plus important encore s'est manifesté, le mois dernier, dans ces pays du Proche-Orient.

Cet événement, c'est l'**entrée en lice du peuple.**

Jusqu'ici, dans le Proche-Orient, les mouvements de résistance à l'oppression occidentale n'avaient jamais été que le fait d'une minorité privilégiée et d'intellectuels. Les seules manifestations importantes étaient celles d'étudiants ; quand le peuple intervenait, ce n'était qu'en un coup de tête, dans une émeute sans lendemain.

Or il est manifeste qu'aujourd'hui, il n'en est plus de même. Les puissantes manifestations d'Alexandrie et du Caire, l'accueil fait par Téhéran à Mossadegh revenant d'Amérique **via** le Caire, sont des manifestations véritablement **populaires,** dans toute la force du terme. Des manifestations au sein desquelles communie tout un peuple réuni en une idée et une volonté communes. L'actuel gouvernement égyptien et Mossadegh ne sont plus, comme leurs prédécesseurs, de simples délégués du souverain ou des coteries d'intrigants. Ils partagent les soucis du pouvoir, ils sont devenus, qu'ils le veuillent ou non, de véritables **représentants du peuple.** Ils expriment sa volonté et ils s'appuient sur elle.

Londres, et même aussi Washington, peuvent encore, dans leur naïve illusion, espérer dans le shah ou dans Farouk. Compter qu'un jour ou l'autre, celui-ci et celui-là rétabliront l' « ordre » dans leurs pays en les soumettant de nouveau aux volontés des puissances occidentales. Ils se trompent. Malgré toutes les sollicitations dont ils ont été l'objet de la part des ambassades intéressées, ni l'un ni l'autre n'ont osé jusqu'ici faire quelque chose, ni le shah dans l'affaire de l'Anglo-Iranian, ni le roi d'Egypte dans celle de la dénonciation du traité avec l'Angleterre ; demain ils ne seront pas plus capables de faire quelque chose qu'ils ne l'ont été hier, car même les souverains les plus absolus ne peuvent se dresser contre l'idée d'un peuple sans être emportés. Souvenez-vous de Louis XVI, Messieurs, et ne vous amusez pas à jouer les Brunswick !

Ainsi, le grand mouvement national populaire qui naquit, il y a près d'un demi-siècle, en Extrême-Orient, avec le Kuo Min-tang, à ses débuts, qui s'étendit au Moyen-Orient au lendemain de la première guerre mondiale, avec le gandhisme, pénètre aujourd'hui le Proche-Orient : de Téhéran à Casablanca.

C'est le grand fait de notre époque. La grande révolution du XX[e] siècle. Fait et révolution plus importants même que l'antagonisme russo-américain, qui ne vise qu'à la liquidation d'une situation issue du développement d'une vieille civilisation.

A BAS LA PRODUCTIVITE !

Dans l'effroyable état de décadence intellectuelle où est entraîné l'Occident, dans l'incapacité où il se trouve de produire des idées neuves, nos « intellectuels » en sont réduits à inventer des mots nouveaux. Et sur ces mots nouveaux ils font un battage formidable, dans l'espoir qu'on les prenne pour des choses nouvelles.

Ainsi en est-il pour le dernier mot à la mode, celui de « productivité ».

J'entendais récemment un camarade dire : quand je reçois quelque chose dont je vois que c'est d'origine américaine, je le jette au panier sans le lire. Pour moi, je ne pratique pas ce nationalisme. Tout au contraire ! Je jette au panier, sans le lire, à peu près tout ce qui est écrit par des Français d'aujourd'hui, car l'expérience m'a montré que ce n'est presque toujours que slogans, clichés et bla-bla-bla, et que cela m'écœure de voir où l'étatisation de la culture et la disparition de toute pensée indépendante ont conduit le peuple, jadis le plus intelligent de la terre et qui, de tous, a cherché le plus à comprendre le « fond des choses ». Par contre, je m'empresse généralement de lire ce qui est d'origine américaine, parce que, ainsi que le remarquait déjà Marx, l'Amérique est « le représentant le plus jeune et le plus vigoureux de l'Occident », et qu'en conséquence, on trouve souvent encore chez les écrivains américains, non seulement des renseignements précieux, mais des vues claires et concrètes des choses.

Peut-on cependant leur demander de ne pas exagérer le mépris dans lequel ils tiennent les Français au point de leur servir de ces bobards monstrueux que même le type le plus soûlé de « propagande » doit avoir tout de même, il me semble, bien du mal à digérer.

Connaissez-vous M. Abkhazi ? Non ! M. Abkhasi est cependant l'un des plus doctes économistes que l'Amérique nous ait envoyé. Chaque mois, il fait dans l'édition française du **New York Herald** une longue analyse de l'activité économique française durant le mois écoulé, et, en outre, il collabore à la revue **Rapports France-Etats-Unis**, la grande revue de propagande américaine du plan Marshall ; dans le dernier numéro de cette revue, il a publié un long article sur le plan Monnet.

Je ne dirais rien sur l'ensemble de l'article, si ce n'est que seront bien heureux ceux qui, après l'avoir lu, auront une vue tant soit peu claire de ce qu'est le plan Monnet, mais j'y relèverai une phrase, une seule, car cette phrase, non seulement vaut son pesant d'or, mais exprime une erreur monstrueuse que toutes les grosses caisses de la productivité voudraient bien nous faire avaler.

Voici cette phrase :

« La notion de la productivité, récemment encore ignorée, est de plus en plus connue. »

La notion de la productivité « récemment ignorée » ? Non, mais sans blague !

La notion de la productivité est aussi vieille que le monde ; disons, pour être plus précis, aussi vieille que le patronat.

Depuis qu'il y a des patrons, le souci constant, quotidien, du patron a été d'obtenir le maximum de produits avec le minimum d'ouvriers, c'est-à-dire, très exactement, accroître la productivité de l'ouvrier.

Depuis qu'il y a des ingénieurs, leur seule fonction, leur seule préoccupation, la seule chose pour laquelle on les paye, c'est de chercher à « abaisser le prix de revient ». Or l'abaissement du prix de revient (si on en excepte les éléments purement financiers, tels qu'impôts, intérêts des sommes empruntées, etc.) ne s'obtient et ne peut s'obtenir que si l'on parvient à produire un même objet par des procédés moins coûteux (perfectionnements techniques) ou en obtenant un effort accru de l'ouvrier qui produira ainsi davantage dans un même temps, donc pour un même salaire (ou tout au moins dans le cas du travail à la tâche, pour un salaire ne croissant pas proportionnellement à l'augmentation de la production), c'est-à-dire dans les deux cas, par une augmentation de la productivité. « Abaissement du prix de revient » et « accroissement de la productivité » sont, du point de vue technique, deux expressions absolument synonymes. Et ce n'est évidemment pas parce qu'on a changé les mots, qu'on a décidé de dire « accroissement de la productivité » au lieu d' « abaissement du prix de revient » qu'on a découvert une « notion jusque-là ignorée » !

Mais, évidemment, il eût été difficile de faire croire que les industriels ne s'étaient jamais préoccupés jusqu'ici de leurs prix de revient ! Tandis qu' « accroissement de la productivité », c'est nouveau, ça fait plus riche, plus « moderne », et puis, surtout, ça permet aux « économistes » d'écrire de longs articles sur une nouvelle « notion » jusque-là « ignorée », et ça permet la création de nouveaux Comités et sous-Comités, officiels et demi-officiels, ainsi que la création de firmes d'ingénieurs-conseils « spécialisés dans la productivité », toutes choses qui fournissent émoluments et prébendes à leurs heureux bénéficiaires, tout en se traduisant finalement par... une diminution de la productivité, une diminution de la productivité moyenne de la population, puisque tout ceci fournit à ces messieurs les moyens de vivre sans produire, ni même sans **faire** produire.

⁂

Chose encore plus remarquable, et qui prouve à quel point la contagion est répandue : on voit d'anciens marxistes suivre, eux aussi, la mode du jour.

C'est ainsi que dans sa « Lettre aux militants » du 25 octobre, Michel Collinet chante, lui aussi, le los de la productivité (tout au moins dans les trois premiers quarts de ladite lettre).

Il ne va pas jusqu'à dire, lui, tout de même, que la recherche de la productivité est un phénomène nouveau, mais ce qui est nouveau, selon lui, c'est qu'autrefois l'accroissement de la productivité ne profitait pas aux travailleurs, tandis que maintenant, du fait de la disparition du « capitalisme libéral », le travailleur est assuré d'avoir sa part « légitime » dans l'accroissement de la productivité.

Collinet ajoute qu' « au cours des dernières dé-

codes, des lois et des institutions assurent à la masse des salariés une participation plus importante aux avantages d'une productivité croissante ».

Mais quelles sont donc ces lois, quelles sont donc ces institutions ? J'ai lu attentivement tout le restant de la **Lettre** et je n'ai trouvé nulle part l'indication d'une loi, d'une institution assurant une participation quelconque des travailleurs, soit directement, soit indirectement, à l'accroissement de la productivité.

Il est vrai qu'en revanche, Collinet déclare : « L'accroissement de la productivité ne pèse plus comme alors (comme il y a 25 ans) unilatéralement sur les travailleurs ; l'effort accru qu'on leur demande est contrebalancé par la multiplication de nos chevaux-vapeur et par le perfectionnement de notre appareil productif. »

Comprenne qui pourra ! Comment l'accroissement de l'effort du travailleur peut-il être contrebalancé par la puissance des chevaux-vapeur qui font tourner son usine ? C'est une devinette que je livre à la sagacité des lecteurs de la **R.P.**

Nous retrouvons là, d'autre part, sous une forme à peine différente, l'extraordinaire insanité d'Abkhazi qui se résume ainsi : « Avant nous, il n'y avait rien ! ». Ce n'est que depuis vingt-cinq ans ou, mieux, depuis le plan Monnet, qu'on « multiplie les chevaux-vapeur » et qu'on « perfectionne l'appareil productif » !

On croit rêver ! Le siècle qui a réalisé de « tout autres merveilles que les pyramides d'Egypte, les aqueducs romains et les cathédrales gothiques », le siècle qui a amené le plus formidable bouleversement que l'histoire ait jamais vu dans les conditions de vie de l'homme et dans ses moyens de produire, le siècle qui a créé la machine à vapeur, le moteur électrique, le moteur à explosion, les chemins de fer, la navigation à vapeur, les métiers mécaniques, les machines-outils, l'automobile, l'aviation, la radio, etc., etc., est un siècle où les chevaux-vapeur n'ont pas été multipliés et où l'appareil productif est resté tel quel ! Qu'un enfant qui vient de naître fasse preuve d'une telle ignorance, ça se comprendrait, mais Collinet !

Il y a encore plus grave dans cette « lettre aux militants ». Ce qui est pratiquement plus grave que toutes les énormités que nous venons de voir, c'est l'accouplement constant qu'on y fait des deux moyens dont la productivité peut être accrue, sans que jamais on ne les oppose l'un à l'autre, l'auteur se rendant ainsi complice de l'œuvre scélérate que se proposent les inventeurs de la productivité, qui n'ont inventé le mot que pour faire avaler l'un de ces moyens, en le mettant dans le même sac que l'autre.

L'augmentation de la productivité peut s'obtenir, en effet, par deux moyens radicalement différents. L'un d'eux est le progrès technique ; l'autre, l'intensification de l'effort du travailleur. Le progrès technique permet d'obtenir un produit avec moins de travail ; l'intensification de l'effort humain ne permet d'obtenir un produit qu'avec **plus** de travail (du fait que l'effort exigé croît plus vite que la production). Progrès technique et intensification de l'effort ouvrier sont donc deux choses qui sont, non seulement absolument différentes, mais tout à fait opposées. La moindre honnêteté intellectuelle, le moindre effort pour voir clair, exigerait donc que les deux choses soient soigneusement désignées par des termes différents, et jamais confondues sous un même vocable.

Le progrès technique est, cela va sans dire, une chose excellente, à laquelle aucun travailleur conscient ne s'est jamais opposé ; l'intensification de l'effort ouvrier, par le travail à la tâche ou tout autre mode d'organisation dite « scientifique » du travail, est, au contraire, une chose détestable, au point de vue humain d'abord, parce qu'elle épuise l'individu et en fait une loque à la fin de sa journée ou de sa semaine, et au point de vue de l'économie prolétarienne, puisqu'elle accroît le sur-travail fourni par le prolétaire au capitaliste, du fait que l'augmentation du salaire n'est jamais proportionnelle à l'augmentation de la production (sans cela elle ne serait point profitable à celui qui commande et donc ne serait pas).

Confondre donc ces deux choses, qui sont opposées à tout point de vue, dans le terme unique de « productivité », ne peut avoir comme motif que de faire passer l'un sous le couvert de l'autre. On cherche simplement, par là, à obtenir du travailleur plus de sueur, sous le prétexte que sa sueur aboutira au même résultat que le progrès technique, et que le progrès technique est une excellente chose contre laquelle on ne saurait s'élever ! L'un est une ignominie, et l'autre une chose admirable. Obtenons que le populo accepte l'ignominie par crainte d'être accusé de vouloir se dresser contre le progrès. La confusion dans les idées grâce à la confusion dans les mots fut toujours l'une des armes favorites des classes exploiteuses.

La classe ouvrière s'est toujours opposée — avec, il est vrai, beaucoup plus d'énergie au siècle dernier que maintenant — à son épuisement par l'intensification de son effort ; elle a toujours combattu le plus qu'elle a pu, mais, malheureusement, avec un succès décroissant, le travail à la tâche, le travail à la chaîne, le chronométrage, etc... Qu'elle n'écoute point, aujourd'hui, les chants de sirène qui, sous le prétexte de la fin du capitalisme libéral, de la multiplication des chevaux-vapeur, ou toute autre raison, l'engage à abandonner cette attitude. L'intensification du travail a exactement les mêmes résultats, physiologiques et sociaux, que l'allongement de la journée de travail. A quoi servirait alors d'avoir réduit celle-ci, si l'autre devait s'accroître? Une organisation syndicale qui accepte l'intensification du travail fait exactement la même chose que si elle acceptait l'augmentation du nombre d'heures de travail.

Vive le progrès technique ! Mais, à bas l'intensification du travail ! Et à bas donc la « productivité » qui comprend cette dernière ! A bas tout stakhanovisme !

***

Je viens de dire ce que je pense des trois premiers quarts de la « lettre aux militants » sur la productivité, mais il y a aussi un quatrième quart. Quatrième quart dans lequel Collinet se souvient sans doute qu'il a été un militant révolutionnaire, et, où, en conséquence... il détruit tout ce qu'il a avancé précédemment.

Il ne va plus être parlé ici des « lois et institutions » qui font dès maintenant que l'accroissement de la productivité profitera aux travailleurs ; tout au contraire, l'auteur déclare que « la première condition » pour que « les travailleurs aient leur part légitime (toujours ce mot absurde !) dans l'accroissement de la productivité » est « une réforme profonde, fondamentale de l'Etat », et il reconnaît que « jusqu'ici, la compression, grâce à la productivité accrue de la **fraction technique** du prix de revient a toujours été compensée, voire surcompensée, par l'enflure de la **fraction fiscale** du prix de revient ». Ce qui revient à dire, en bon français, que jusqu'aujourd'hui, l'accroissement de la productivité n'a, en rien, profité aux travailleurs.

Mais alors, pourquoi voulez-vous qu'il en soit autrement demain ? En dehors du cas de cette « réforme profonde de l'Etat » que vous reconnaissez, vous-même, ailleurs, ne pas être pour demain.

R. LOUZON.

N.D.L.R. — Au moment de mettre sous presse, nous recevons de Michel Collinet une lettre nous informant que le texte paru sous sa signature est en réalité un travail collectif, sur lequel il a lui-même des réserves à formuler.

Propos de fin d'année

La confusion signalée dans mes « propos de rentrée » (octobre 1951) ne s'est guère dissipée. Il faudrait parler clair, c'est-à-dire chercher des solutions concrètes, des mots d'ordre de rassemblement vers des objectifs précis. Sur le plan national comme sur le plan international. Existe-t-il d'ailleurs des réalités purement nationales ? Toute solution ne doit-elle pas être formulée en termes internationaux... et pas en termes simplement européens ?

J'avais tiré des éléments favorables de l'assemblée des syndicats parisiens F.O. de septembre. Je n'assistais pas au Comité Confédéral National des 16, 17 et 18 novembre. Selon des observateurs, peu suspects de confiance aveugle, on y a senti un net progrès sur toutes les sessions tenues depuis le 2e congrès de la C.G.T.-F.O. Les représentants des Unions... et de quelques Fédérations ont dérangé les savantes opérations préparées dans les laboratoires confédéraux. Raison de plus pour s'étonner de certaines décisions difficiles à justifier.

GRAVE CONCESSION AU COLONIALISME

Les lecteurs de la « R. P. » n'auraient aucune excuse, s'ils ignoraient la question tunisienne. Ils ne sont pas obligés d'accepter les conclusions proposées par Finidori. Ils peuvent ignorer ou avoir oublié que notre « R. P. » se signala, dès sa parution, par son intervention dans la monstrueuse affaire de la C.G.T. tunisienne et du procès de ses fondateurs. Ils en savent assez pour s'indigner avec nous du texte de la résolution votée par le C.C.N. :

Le C.C.N., considérant que l'adhésion récente de l'U.G.T.T. à la C.I.S.L. n'a modifié en rien le caractère politico-syndical de cette organisation et n'offre aucune garantie sérieuse nouvelle quant à l'attitude future de celle-ci à l'égard du stalinisme international, réaffirme une nouvelle fois que seul un syndicalisme libre et indépendant, groupant les représentants de toutes les races et de toutes les religions, est capable de préparer et de réaliser l'émancipation totale des travailleurs tunisiens.

Le C.C.N. attire l'attention de la C.I.S.L. et des centrales syndicales qui y sont affiliées sur le danger que peut présenter, dans les conditions internationales actuelles, l'octroi d'une aide matérielle importante à une organisation dont l'action syndicale est constamment sacrifiée aux intérêts nationalistes et qui est liée à l'U.S.T.T. communiste par des protocoles d'unité d'action chez les postiers, les cheminots, les services concédés, les dockers, les mines, etc...

Le C.C.N., se refusant à examiner la gestion française en Tunisie à travers les agissements malhonnêtes de quelques rares fonctionnaires et estimant que la présence même de la France dans ce pays exige une politique d'honnêteté scrupuleuse à tous les échelons et une répression impitoyable et rapide des coupables, demande avec insistance au gouvernement les mesures qu'il compte prendre à la suite de l'enquête officielle effectuée à la subdivision des Travaux publics de La Goulette.

Il est probable que la plupart des membres du C.C.N. auront éprouvé quelque surprise en lisant ce texte, présenté le dimanche matin, alors que l'on était fatigué par les lourds travaux des nombreuses commissions et que l'on préparait des discussions sur des questions jugées essentielles.

Cependant le débat ne fut pas complètement escamoté. A Maillé (secrétaire de l'U.D. de Tunisie) s'opposa Manchon (de l'U.D. de Constantine) qui demanda que « *l'on ne vote pas la résolution sans qu'un débat ait eu lieu.* » Le Bourre, ordinairement plus agressif, se contenta de poser une question sur l'adhésion de l'U.G.T.T. à la C.I.S.L. Lafond, intervenant au nom du bureau confédéral, souhaita « *la création d'une commission chargée d'étudier plus largement les questions d'outre-mer.* » ...Mais il insista pour la mise aux voix de la résolution. C'est-à-dire, en termes clairs : Condamnez d'abord... vous jugerez après. Et il faut croire que cette logique confédérale désarma l'opposition, car on n'enregistra que douze abstentions.

On suspecte l'attitude « future » de l'U.G.T.T. à l'égard du stalinisme international. L'U.G.T.T. — qui groupe la grande majorité des travailleurs tunisiens des villes et des campagnes — a adhéré à la F.S.M., lorsque au sein de celle-ci cohabitaient les syndicats russes, les Trade-Unions, le C.I.O. des U.S.A. et la C.G.T. française. Elle a abandonné la F.S.M. lorsque celle-ci s'est révélée « *un mouvement idéologique et un instrument au service de la politique du bloc russe.* » (Fahrat Hached, secrétaire général de l'U.G.T.T., article publié dans *Synthèses* de juillet 1951).

Les dirigeants de F.O. qui ont collaboré fraternellement avec les colonisateurs de la C.G.T. pendant trois ans, qui ont facilité la besogne de colonisation stalinienne entreprise sous le signe de « l'épuration », qui ont refusé d'abandonner la F.S.M., au premier congrès de la C.G.T.-F.O., pourraient méditer avec quelque humilité sur « leur attitude passée »... avant de suspecter l'attitude... future... des autres. D'autant plus que leur plus illustre représentant n'a probablement pas perdu l'espoir de rencontrer à nouveau le tsar sanguinaire de Moscou. Et malgré cela des crédits de la C.I.S.L. et des Unions américaines s'orienteraient vers l'U.G.T.T. ! Mais c'est un véritable détournement de fonds ! N'insistons pas trop sur cet aspect sordide du conflit, pour ne pas dire de la concurrence !

Evidemment, on réserve aux syndicalistes des arguments plus nobles. L'U.G.T.T. présenterait « *un caractère politico-syndical* »... Rien de bien nouveau en cette affaire. La C.G.T. tunisienne avait été étranglée, l'U.G.T.T. n'existait pas encore, lorsque le regretté Capocci écrivait dans le *Peuple* en 1934, sur le même sujet, qu'il était « *contre tous les nationalismes, quels qu'ils soient, considérant qu'ils sont des germes de guerre et de dictature.* » On aurait envie de crier : Bravo... si l'on ne se souvenait que le même Capocci fut le premier président de la commission chargée, dix ans plus tard, de condamner, sans les entendre, les militants accusés d'avoir collaboré avec... les ennemis de la Nation française.

Pour comprendre l'affaire, jetons les yeux sur *le Monde* du 24-11-51. Il y est question des conversations franco-tunisiennes. Il y est dit que les revendications du gouvernement tunisien se heurtent à l'opinion des représentants de la France en Tunisie, « *hostiles à toute modification du protectorat, persuadés même que l'ère des réformes, inaugurée en août 1950, aboutira fatalement à une ab-*

dication de la France ». Mais quelles sont donc les revendications exorbitantes du gouvernement tunisien ?

Un accord de principe sur les trois points suivants :

« *Réforme de la composition du gouvernement de la Régence, de façon que cet organisme ne comprenne plus que des Tunisiens ;*

Institution d'une Assemblée représentative purement tunisienne élue au suffrage universel ;

Nouvelle réforme de la fonction publique qui aurait pour conséquence d'augmenter sensiblement la proportion des autochtones parmi les fonctionnaires. »

En somme ces nationalistes tunisiens désirent des législateurs tunisiens, des ministres tunisiens, une administration tunisienne, la souveraineté du peuple tunisien. J'attends des internationalistes du bureau confédéral de F.O. qu'ils proposent une modification de notre Constitution et de nos lois organiques, afin que l'on puisse supprimer l'obligation de la « nationalité française » pour toute candidature à la plus humble de nos fonctions publiques.

Lorsque Fahrat Hached écrit (article déjà cité) : « *Le travailleur du Maroc, d'Algérie ou de Tunisie, en organisant son mouvement syndical se voit donc assigner simultanément deux missions principales : s'affranchir socialement et se libérer nationalement* », il reste dans la tradition authentique du mouvement ouvrier anglais (cf. le chartisme), français (la grande bataille de 1848), belge (la lutte pour le suffrage universel), américain (l'exercice des droits civiques et politiques par tous les travailleurs, blancs et noirs). On peut discuter cette tendance. Mais alors il faut accepter les formules intransigeantes de nos amis anarchistes. Encore, ceux-ci sont-ils d'accord avec nous pour la conquête et le respect des libertés fondamentales. Lorsqu'on s'affirme les héritiers de la C.G.T. de la grève générale du 12 février 1934, on commet une véritable imposture, en reprochant aux syndicats tunisiens de mener parallèlement la double bataille contre l'oppression politique et l'exploitation économique.

Je ne veux rien dire sur l'attitude de l'Union F.O. de Tunisie. Qu'elle défende les intérêts des fonctionnaires français installés en Tunisie... c'est normal ! Qu'elle entende contrarier une évolution fatale, un mouvement libérateur, par crainte « d'une abdication de la France » qui aboutirait à remplacer les fonctionnaires importés par des agents indigènes... c'est assez pauvrement humain ! Qu'elle entraine la C.G.T.-F.O. à s'isoler des grandes organisations ouvrières libres, à prendre figure de soutien du colonialisme français... voilà qui est proprement intolérable ! Que Lafond soit l'instrument de cette politique, que Le Bourre n'y oppose qu'une abstention réservée... voilà qui nous étonne et nous afflige !

Fahrat Hached a parlé au dernier congrès de l'American Federation of Labor. Il y a été applaudi et approuvé formellement. Hypocrisie... clameront ceux qui, prisonniers du conformisme « antiaméricain », condamnent l'Amérique... « pré-totalitaire » (sic !) et le « conformisme » (resic !) des syndicats américains. Les mêmes d'ailleurs qui opposent « l'entité » Amérique à « l'entité » Russie s'indigneraient sans doute si on les jugeait responsables des abominations commises en Afrique, au nom de « l'entité » France. Je m'excuse encore de préférer les faits aux phrases. Mais au Japon, aux Philippines, dans toute l'Asie, l'A.F.L. — cependant moins audacieuse en ses affirmations que le C.I.O. — a toujours proclamé, en termes énergiques, la nécessité d'organisations syndicales *libres*, formées sur la base *nationale*, qui ne se rattachent pas à des centrales étrangères.

Les deux impérialismes anglo-saxons trainent dans leur histoire des souvenirs qui ne figurent pas dans leur légende et qui alourdissent le sanglant passif de « l'homme blanc ». Mais ils ne s'accrochent pas à des positions féodales et réactionnaires. Et le mouvement ouvrier qu'ils ont enfanté, même lorsqu'il n'oppose pas une volonté révolutionnaire à leur développement, a profité de celui-ci pour assouplir son organisation. Chaque dominion du Commonwealth britannique possède sa centrale syndicale indépendante. Celle d'Australie n'adhère pas à la C.I.S.L. Les syndicats indigènes de l'Asie anglaise ont pu dénoncer le colonialisme de la métropole au congrès constitutif de la nouvelle Internationale. Les syndicats canadiens se sont groupés spontanément avec leurs homologues des U.S.A. dans des Unions internationales.

On pourrait chercher des formules aussi souples pour organiser les agents français, dépendant d'une administration française en Tunisie. On pourrait collaborer, sous l'autorité de la C.I.S.L. avec les syndicats de travailleurs tunisiens. On a choisi la solution la plus détestable. Celle qui consiste à s'opposer à la nation tunisienne — représentée, qu'on le veuille ou non, par le néo-destour et l'U.G.T.T. — au nom des droits contestables et des intérêts conservateurs de quelques milliers de nationaux français, installés là-bas par la conquête et trop souvent maintenus par l'arbitraire.

HIERARCHIE ET SYNDICALISME

On a relevé une contradiction dans mon article : « *Grève des examens et traditions syndicalistes* ». (« R. P. » de novembre 1951) : page 26, je me félicite de l'action pour le reclassement de la fonction publique, page 27, je rejette la même formule.

La contradiction s'explique par les étapes de l'action. Jusqu'en ces dernières années, la fonction publique payait moins en général que l'industrie privée. En 1946, dans une administration semi-publique on avait proposé à des professionnels un choix entre un salaire mensuel d'employé à statut — et le salaire horaire des ouvriers de leur catégorie. Presque tous choisirent la deuxième solution. Il serait intéressant de tenter aujourd'hui le même sondage !

Compenser la sécurité de l'emploi par une diminution de salaire, c'était consacrer, pour l'ensemble du prolétariat, l'insécurité et la médiocrité. Mais prétendre que les salariés de l'Etat doivent être, en principe, à qualification équivalente, au-dessus des salariés des industries privées, c'est *instituer* une classe nouvelle, c'est disqualifier l'apprentissage industriel, c'est renforcer l'Etat. Je me suis élevé contre l'idée d'une scission organique entre les travailleurs des deux secteurs public et privé. On justifie celle-ci en maintenant une formule qui ne fut que provisoirement efficace.

On n'a guère discuté mon observation sur la hiérarchie des traitements. Dommage... car la question se pose dans tous les services publics comme dans les industries privées. J'ai pris l'exemple de deux agents ou employés A et B, dont les coefficients sont dans le rapport de 3 à 1. J'ai supposé 30.000 fr. de base mensuelle, 35.000 fr. et 105.000 fr. de traitements respectifs pour A et B, en admettant l'application automatique de l'échelle hiérarchique. Avec mon système, le coefficient ne s'appliquant qu'aux suppléments ou primes, B recevrait 30.000 fr. + 5.000 fr., A recevrait 30.000 + 5.000 × 3, soit 45.000 fr. J'entends les ricanements, je vois les haussements d'épaules. Je n'ai voulu que déterminer une tendance qui m'apparait comme *réellement* démocratique.

Actuellement, ma rémunération se situe entre le

triple et le quadruple du salaire minimum interprofessionnel, et je ne suis pas à l'échelon supérieur de ma catégorie située au bas de l'échelle universitaire. On m'affirme que ce n'est pas excessif, qu'il ne faut pas « de nivellement par le bas », qu'il ne faut pas diminuer les uns, mais augmenter les autres. D'accord, à la seule condition que l'on sorte de la progression géométrique instituée par le jeu des coefficients, car si l'on exige l'application rigoureuse du statut de la fonction publique et des lois de reclassement, *toute élévation du salaire minimum interprofessionnel augmentera la différence et aggravera l'inégalité.*

Je suis convaincu d'exprimer publiquement ce que pensent la majorité des instituteurs syndicalistes. Parce qu'ils vivent, en province surtout, tout près des humbles. L'instituteur de la Brie a dans sa classe des fils d'ouvriers agricoles, l'instituteur breton entend les ouvrières des conserveries et les compagnons pêcheurs. Ausssi, à la dernière réunion du bureau du S.N. des Instituteurs, a-t-on enregistré (selon le compte rendu officiel) de saines réactions des représentants de la majorité et de l'Ecole Emancipée. On ne veut pas de la permanence du Comité d'Action universitaire, sorte de Cartel de toutes les associations universitaires syndicales ou non, qui mena la grève des examens. On s'élève contre un projet d'indemnité spéciale pour les universitaires... et les magistrats. On veut mettre l'accent sur le relèvement des traitements de base.

Malheureusement, l'autonomie en se cristallisant détermine sa logique interne et stabilise l'Université hiérarchisée, hors des classes sociales, hors du mouvement ouvrier. Il manquera, de plus en plus, aux enseignants syndicalistes, la chaleur des contacts vivants avec les militants ouvriers. Retourner à la C.G.T. qui groupe encore la majorité de la classe ouvrière ? L'expérience est derrière nous. Dans les Unions stalinisées, les malheureux délégués des instituteurs hérétiques étaient entourés d'un cordon sanitaire, cernés par l'appareil, et la crainte et la méfiance éloignaient d'eux ceux qui paraissaient les plus perméables. L'âme ouvrière se retrouve au contraire dans les noyaux minoritaires des unions F.O... ou d'autres regroupements, s'il en existe encore.

Faut-il une nouvelle preuve de l'impossibilité de découvrir en terre stalinisée la conscience et la conviction sous la consigne ? Seuls, parmi les membres du bureau du S.N., les staliniens ont soutenu la permanence du Comité d'action universitaire, et légitimé avec intransigeance la hiérarchie des traitements. C'est certainement contre l'opinion profonde de la grande majorité des syndiqués à la C.G.T. Mais le Parti veut utiliser les cadres, parce qu'il se présente comme l'Etat totalitaire futur. Le reste importe peu.

C'est au contraire le reste qui nous importe. Voudra-t-on examiner la question avant tout autre problème ? J'ai évoqué à plusieurs reprises le fameux congrès des syndicats d'Instituteurs tenu à Chambéry en 1912. On y avait adopté une « échelle de traitements » s'élevant jusqu'à 4.000 fr. de traitement annuel. Notre vieil ami Georges Thomas — alors tout jeune militant — s'écria avec simplicité : « 4.000 fr... *c'est beaucoup trop, nous deviendrions des bourgeois !* ». Crainte probablement abusive. Mais alors que l'autonomisme, l'esprit de catégorie, le système hiérarchique, d'inquiétantes prévisions quant au sort des Cours complémentaires et au recrutement des Ecoles normales, éloignent le syndicalisme universitaire de la classe ouvrière, les paroles de G. Thomas résonnent en nous comme un remords et un appel.

CAUCHEMAR TRAGIQUE

Ceci n'est pas une chronique bibliographique. Un conseil, presque une adjuration. Il faut lire l'*Histoire de la Révolution russe*, de Léon Trotsky. Il faut lire *La Vie et la Mort de Léon Trotsky*, de Victor Serge, composé pour une bonne part avec les notes de Natalia Sedov Trotsky, la noble compagne de Trotsky.

Une œuvre littéraire, historique ? Si ce n'était que cela, on ne sortirait pas de cette lecture, les yeux rougis et les tempes brûlantes. Une double tragédie... la tragédie d'un homme qui, tel les héros antiques, lutta toute sa vie contre le Destin et fut abattu sans avoir faibli. La tragédie d'une Révolution dont tous les premiers artisans — sauf un — sont morts, presque tous assassinés.

On croyait connaître l'affaire des procès de Moscou. On n'a jamais évalué le poids de cette extermination à peu près *totale en U.R.S.S.* et hors de l'U.R.S.S., de tous les combattants d'Octobre 1917, de tous ceux qui pouvaient être soupçonnés d'avoir subi leur influence, de toutes leurs familles (de celle de Trotsky il ne reste plus que sa veuve et un petit-fils).

« *La maison de Coyacan est hantée par les visages des torturés, des disparus, de ceux qui les suivent chaque jour, de tous ceux qui vont les suivre inéluctablement. Et peut-être Léon Davidovitch est-il seul en ce monde à pouvoir mesurer l'ampleur, la profondeur des cycles de l'enfer où s'enfonce la révolution russe ?* ».

Pourquoi deux noms viennent-ils sous ma plume, et pas ceux des principaux personnages de la tragédie ? Celui de Vychinsky, le sinistre procureur de Moscou, l'une des vedettes de l'O.N.U., « que le rire empêche de dormir ». Celui de John Dewey, l'admirable vieillard, philosophe et éducateur « *incarnation de l'idéalisme américain* », qui présida le contre-procès de New-York où fut proclamée, après une longue enquête contradictoire, « l'imposture des procès de Moscou ».

Pourquoi ? Pour poser une question, d'ordre bassement sentimental, à ceux qui revendiquent l'héritage de Trotsky assassiné, le patrimoine de la Révolution russe exterminée. A-t-on le droit de choisir entre Vychinsky et John Dewey ?

Roger **HAGNAUER.**

CONTRE L'IMPERIALISME COLONIAL

Le Congrès de l'American Federation of Labor, dans sa séance du 25 septembre 1951, a voté la résolution suivante :

« **Considérant que l'impérialisme colonial consiste dans la subjugation et l'exploitation du travail et des terres des peuples de l'Afrique, de l'Asie et des îles océaniques, ce qui est contraire à toutes nos idées fondamentales de démocratie et de chrétienté et doit amener, si l'on n'y met pas fin, des révolutions, la violence, des massacres et la mort des oppresseurs aussi bien que des opprimés, étant donné qu'aucun peuple ne continuera à se soumettre docilement à l'asservissement et à l'oppression.**

Le Congrès condamne l'impérialisme colonial et promet d'utiliser son pouvoir et son influence afin de contribuer à soulever l'opinion mondiale pour mettre fin à l'impérialisme colonial partout où il existe. »

Cette résolution, appuyée par une déclaration soulignant l'hostilité aussi bien **à l'impérialisme vieux modèle du XIX**e **siècle** qu'à **l'impérialisme soviétique plus sinistre et hypocrite**, a été proposée par A. Philipp Randolph, au nom du **Syndicat des porteurs de wagons-lits, la plus importante organisation de travailleurs noirs.**

APRÈS CINQ ANNÉES DE FONCTIONNEMENT

LES COMITÉS D'ENTREPRISE ont-ils transformé le climat social ?

L'ordonnance du 22 février 1945 et la loi du 16 mai 1946 disposent qu'il sera constitué dans toutes les entreprises industrielles et commerciales, dans les offices publics et ministériels, dans les professions libérales, dans les sociétés civiles, dans les syndicats professionnels et associations, de quelque nature que ce soit, dans les sections de répartition et dans les organismes dits comités d'organisation, employant habituellement au moins cinquante salariés, des comités d'entreprise.

Bien que la statistique ne puisse fournir de chiffres rigoureusement exacts, les services du ministère du Travail évaluent à 15.000 le nombre des établissements visés par la loi. Plus de 10.000 d'entre eux ont constitué à l'heure actuelle un comité d'entreprise, soit dans l'ensemble une proportion de 75 à 80 %. Cependant de grandes différences demeurent entre les diverses régions et d'autre part entre les grandes entreprises qui appliquent généralement la loi et les petites où plus de réticences se manifestent.

En principe, les attributions des comités d'entreprise sont de deux ordres différents. En matière économique d'abord, ils ont un rôle purement consultatif. Ils peuvent collaborer avec le chef d'entreprise pour étudier la mise en œuvre de moyens convenables à l'amélioration de la production, du rendement, de l'organisation technique du travail. Ils peuvent même présenter des observations sur l'affectation des bénéfices, la politique d'investissement ou d'expansion suivie par l'entreprise. Les attributions sociales des comités d'entreprise sont plus précises. Ils ont la faculté de gérer directement toutes les œuvres sociales de l'entreprise. Le choix et l'orientation de celles-ci sont laissés à leur discrétion. Mais en pratique la loi n'ayant pas assuré de ressources stables et clairement définies aux comités d'entreprise ceux-ci ne peuvent développer leurs œuvres sociales que dans la mesure où le chef d'entreprise consent à les financer.

TYPES DE FONCTIONNEMENT

Entre le schéma, tracé par les textes législatifs, et la réalité des attributions et du rôle des comités d'entreprise, on enregistre un certain nombre de différences que nous voudrions passer en revue.

Le chef d'entreprise est tenu de réunir au moins un fois l'an son comité d'entreprise pour lui faire un rapport d'ensemble sur l'activité de son affaire ainsi que sur ses projets pour l'exercice suivant. On imagine facilement que la nature et le contenu de cet exposé peuvent différer du tout au tout selon la personnalité et le caractère du chef d'entreprise. Les patrons énergiques et autoritaires le limitent à quelques généralités sans portée pratique. Le personnel subjugué par l'ascendant de son chef ose à peine présenter quelques timides observations et la séance est levée après le vote d'une adresse de confiance dans le discernement et le leader-ship du patron. Les choses se passent ainsi dans la plupart des entreprises de faible et de moyenne importance. Les œuvres sociales sont parfois nombreuses et prospères. Mais, le plus souvent, elles sont entièrement le fait du patron qui seul en tire le bénéfice moral. Elles apparaissent encore comme une générosité gratuite, une récompense de la bonne conduite du personnel, révocable à la première incartade ou à la première menace de grève.

« COMITES-PATATES »

Dans les entreprises que dirige un patron plus libéral et dans les corporations où une longue tradition syndicale a permis de former des militants avertis de leurs droits et sachant les faire respecter, le comité peut avoir un rôle moins effacé. Pendant la période qui suivit la Libération, alors que le faible pouvoir d'achat des salaires ouvriers perpétuait la pénurie pour la classe laborieuse, de nombreux comités d'entreprise consacrèrent tous leurs efforts à améliorer le ravitaillement du personnel. On leur a donné avec une intention ironique le nom de « comités-patates », parce qu'ils se désintéressaient des problèmes plus généraux pour se préoccuper uniquement de celui du ravitaillement. Il faut dire qu'il était essentiel à l'époque pour la grande majorité des travailleurs. Les comités en organisant des coopératives d'achat, des cantines, des jardins ouvriers souvent labourés et approvisionnés en semences par leurs soins, firent œuvre utile très appréciée par les travailleurs qui en bénéficièrent. Coopératives et jardins ouvriers ont perdu beaucoup de leur importance depuis deux ans. Aussi nombre de « comités-patates » se sont mis en sommeil et n'ont plus guère collaboré qu'à l'organisation annuelle d'un arbre de Noël et des colonies de vacances. Leurs animateurs n'avaient peut-être pas une vocation dépassant les objectifs les plus immédiats qu'ils s'étaient assignés.

AMELIORATIONS TECHNIQUES

En revanche, dans des entreprises importantes, employant en général plus de 500 salariés, et notamment dans la métallurgie, aussi bien dans la région parisienne qu'en province, les comités ont pris très au sérieux leur rôle social et peuvent aujourd'hui présenter des réalisations fort intéressantes. Celles-ci vont de l'encouragement des activités sportives et culturelles (stades, piscines, bibliothèques, groupes artistiques) à la mutualité, le perfectionnement professionnel et la cantine à prix réduits. Un rapport de l'inspection du Travail cite même une usine de textiles de l'Est occupant 1.480 personnes où, de concert avec le comité d'entreprise, la direction a fait un gros effort pour le logement du personnel. Deux immeubles de quatre logements et onze chalets de deux logements ont été construits, disposant tous du confort moderne : garage, salle de bains installée, chauffage central. Parallèlement à ces constructions neuves, il a été procédé à la remise en état extérieure et intérieure des logements existants. En outre, un lavoir moderne et une crèche ont été créés.

Il n'est pas rare non plus, dans les grandes entreprises qui ne représentent, il est vrai, qu'une faible proportion de l'ensemble, de trouver des

comités qui peuvent inscrire à leur actif d'intéressantes réalisations techniques. Toujours dans cette même usine de textiles que nous avons citée, le comité a présenté des suggestions qui ont été agréées pour améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité du travail. Dans une usine de mécanique à Lyon, le comité d'entreprise a suggéré l'idée de placer dans une fosse une machine botteleuse jusque-là installée de plain-pied : la réalisation de cette suggestion évite à l'ouvrier l'effort dépensé pour élever de plus de 50 cm. une charge de 60 kg. Ailleurs, le comité a obtenu que toutes les machines utilisées dans l'usine soient munies de commandes individuelles, ce qui évite les incidents et les accidents nombreux qu'entraine habituellement l'usage de courroies de transmission.

PARTICIPATION A LA GESTION

Si l'on dépouille plusieurs enquêtes menées par les inspecteurs du Travail dans la France entière depuis l'institution des comités d'entreprise, on s'aperçoit que ce n'est que dans un très petit nombre de cas qu'une coopération réelle dans le domaine de la gestion de l'entreprise a été observée. Il y a certes un certain nombre d'entreprises en France qui ont associé leur personnel à leurs résultats financiers. Mais le plus souvent il s'agit d'une initiative patronale qui conserve un caractère exceptionnel et presque insolite. Il s'agit d'expériences isolées d'hommes poursuivant des buts sociaux parfois moraux et religieux (voir « Familistère » de Guise et « Communauté Barbu ») qui ne peuvent passer pour traduire une évolution profonde et générale des rapports entre patrons et ouvriers sous l'influence des comités d'entreprise. On cite cependant l'exemple du comité d'entreprise des Aciéries du Nord, à Marseille, qui a proposé à la direction un plan qui a permis d'éviter le chômage. Il s'agissait de la création d'un atelier nouveau pour le montage des wagons importés des U.S.A. Les bâtiments et le matériel nécessaires furent conçus et réalisés en un temps record, grâce à l'étroite coopération entre la direction et le comité d'entreprise.

Ailleurs, sur le plan financier, on a vu une part importante des bénéfices disponibles distribués sous forme de gratifications au personnel à la demande du comité d'entreprise. Dans ce cas et également lorsqu'un système de salaire au rendement a été mis au point d'un commun accord entre la direction et les ouvriers, les majorations de salaire peuvent atteindre entre 12 et 30 %. Cependant, le plus souvent, lorsqu'il y a une gratification annuelle, elle reste aléatoire. Ses modalités de répartition sont fixées arbitrairement par le patron. Le comité d'entreprise est généralement tenu à l'écart ou simplement informé par l'employeur qui entend conserver seul le bénéfice de son geste. Parfois, il est appelé à donner un avis, mais rarement il a pu régler par contrat avec la direction le mode de fixation et de distribution de la participation aux bénéfices.

RAISONS DE CE FAIBLE ESSOR

Les représentants ouvriers dans les comités d'entreprise sont le plus souvent recrutés parmi les militants des syndicats. Et ceux-ci se préoccupent depuis toujours de présenter et de défendre les revendications de leurs camarades. A l'heure actuelle, ces revendications visent essentiellement les salaires. Le décalage entre les salaires et les prix est trop grand, le pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés trop bas, par rapport à la masse de la production et des résultats obtenus en 1938, pour qu'il en soit autrement. Les comités d'entreprise ne sont pas conçus du tout comme des organismes destinés à régler le problème des rémunérations. A longue échéance, certes, grâce à une amélioration graduelle de la productivité et du climat à l'intérieur des entreprises, ils devraient permettre de répartir au personnel une proportion plus grande du produit net de l'entreprise que celle qui lui est accordée actuellement. Mais dans l'immédiat, leurs possibilités sont très limitées. Or il semble que la majorité des ouvriers français restent profondément attachés à la notion de lutte de classe et n'accordent que peu d'attention aux problèmes de productivité, d'amélioration des conditions matérielles de leur travail et même aux œuvres sociales de l'entreprise. Pour eux, le problème essentiel, le problème unique demeure celui de la revalorisation de leur pouvoir d'achat. La crainte du chômage technologique qui suit souvent les améliorations de rendement, la pratique constante des patrons qui révisent les temps et les primes à chaque fois que s'améliore la productivité, ont fait naitre un grand scepticisme doublé de méfiance chaque fois qu'il est question de les faire participer à la bataille pour la production.

DOUBLE MEFIANCE

De leur côté, les patrons n'ont pas encouragé les ouvriers à s'intéresser de plus près aux problèmes de gestion de l'entreprise. Ils y voient plutôt une menace contre l'absolu de leur droit de propriété et de leur droit à l'initiative et à la décision. Pourtant, là où les ouvriers ont été mis au courant des problèmes intérieurs, il tend à se créer une conscience de la notion d'équilibre nécessaire à la bonne marche de l'entreprise. L'employeur admet alors qu'il y a lieu d'humaniser les moyens de production et les salariés sont mieux à même de mesurer la difficulté de concilier les aspects économiques et sociaux de la gestion d'une entreprise. Il faut dire également que le nombre de délégués ayant le goût d'étudier ces questions, la formation technique et intellectuelle suffisante pour les assimiler, est assez restreint, surtout dans les corporations employant une main-d'œuvre nombreuse et peu spécialisée. Pour des raisons de tactique politique et de doctrine, les militants des organisations syndicales marxistes évitent de s'engager dans une voie qui risquerait de les conduire à pratiquer une collaboration de classe avec le patronat. Ils préfèrent maintenir intacte leur croyance ou tout au moins celle de leurs troupes dans le mythe rassurant des surprofits exorbitants des capitalistes qu'il suffirait d'exproprier pour régler du coup la question sociale. Si les travailleurs se familiarisaient trop avec la notion de prix de revient, s'ils apprenaient à apprécier avec exactitude l'importance des réserves, provisions pour renouvellement et achat de matériel, constructions immobilières, ils risqueraient de réviser bien des jugements sommaires sur le capitalisme. Sans doute cesseraient-ils tout au moins de croire comme l'annoncent depuis plus de quatre-vingts ans les prophètes du marxisme que son effondrement et sa disparition totale sont pour demain.

Pour des raisons différentes certes, mais concomitantes, patrons et syndicalistes ouvriers sont d'accord pour limiter l'activité des comités d'entreprise dans l'ordre économique.

Ainsi que nous l'avons dit, l'extension des œuvres sociales est souvent compromise par l'insuffisance de leur financement. La contribution de l'employeur est fixée par référence aux sommes qu'il consacrait aux œuvres sociales avant la promulgation de la loi. Mais si l'entreprise n'avait pas précédemment d'œuvres sociales, la loi ne fixe aucun pourcentage par rapport aux salaires payés ou au

chiffre d'affaires. Il est prévu que les conventions collectives conclues conformément à la loi devront comporter une clause relative au financement des comités d'entreprise. Mais jusqu'alors nous n'avons pas d'exemple que cela ait été effectivement fait.

Citons une dernière raison qui explique pourquoi un grand nombre de comités d'entreprise sont actuellement en sommeil. C'est que l'évolution de la conjoncture politique a redonné au patronat une confiance qu'il avait perdue à l'époque de la Libération dans la légitimité de ses fonctions d'autorité. Aussi, très souvent, là où les délégués des comités d'entreprise se sont montrés trop entreprenants, là où ils ont utilisé d'une façon systématique les informations qu'ils pouvaient recueillir sur la situation financière de l'entreprise pour multiplier critiques et revendications, ils se sont vu licencier sous le premier prétexte plausible qui s'est présenté. Cette expérience malheureuse de certains a considérablement refroidi les autres délégués à tel point que lors du renouvellement des comités il y a de nombreuses entreprises où l'on ne trouve plus de candidats.

AMELIORER LE CLIMAT SOCIAL

Il est donc apparu à l'expérience que les seuls comités d'entreprise étaient impuissants à modifier profondément les relations entre employeurs et salariés, à assainir le climat social et à trouver des formules qui auraient permis de faire disparaître à plus ou moins brève échéance la condition prolétarienne. Cependant le statu quo n'est satisfaisant pour personne. Le consommateur et l'employeur s'irritent de vivre sous la menace perpétuelle de grèves qui désorganisent la production et la vie quotidienne. Le bas niveau de vie de la majorité des salariés, qui s'explique notamment par l'injuste répartition du revenu national dont 52,7 % (1) vont aux chefs d'entreprise contre 47,3 % (1) seulement à la masse des salariés, crée un mécontentement latent dont les incidences politiques pourraient être d'une extrême gravité pour la cohésion de la nation. L'importance excessive des impôts sur la consommation qui représentent 48 % (1) des ressources de l'Etat et des impôts sur les revenus salariaux sont également des éléments de déséquilibre dans l'économie française. Aussi l'opinion éclairée est-elle unanime pour considérer que les expédients ne suffisent plus et que des réformes économiques et sociales s'imposent. Sur le plan des rapports des salariés et du patronat qui nous occupe ici, plusieurs suggestions sont avancées. Pour accroitre la productivité, la généralisation et surtout la codification réalisée d'un commun accord entre patrons et ouvriers des primes de rendement parait souhaitable. Mais ce n'est là qu'un élément d'une politique sociale. L'échelle mobile des salaires en est un autre élément. Mais on sait que la loi n'est pas encore votée. Certains pensent d'ailleurs que l'échelle mobile risquerait d'accélérer le processus inflationniste et qu'à elle seule elle ne saurait faire autre chose que de cristalliser le déséquilibre des salaires et des prix.

Reste le système de la cogestion qui dépasserait les formes capitalistes traditionnelles en consacrant la propriété collective des entreprises par ceux qui les font marcher. La rupture des attaches de l'industrie sidérurgique de l'Allemagne de l'Ouest avec les trusts a fait passer 25 usines employant 120.000 ouvriers aux mains de conseils d'administration où la moitié des sièges a été dévolue aux délégués syndicaux sous le contrôle du gouvernement militaire. Les syndicats allemands et leur centrale (D.G.B.) luttent encore pour codifier cette transformation fondamentale des entreprises industrielles et pour l'étendre. Les résultats de ce système de gestion sont encourageants. L'équipement des entreprises par voie d'autofinancement ne se fait plus là au détriment des consommateurs et pour le seul profit d'une infime minorité de possédants. L'ensemble des producteurs, et aussi des consommateurs par suite de l'abaissement des prix de revient, pourra en bénéficier. Cependant, il ne semble pas que le système de la cogestion ait des chances d'être étendu à brève échéance à l'industrie française. En effet, le syndicalisme allemand a une cohésion et des cadres techniques qui n'existent pas dans notre pays.

L'expérience modeste et limitée des comités d'entreprise montre que la loi seule est impuissante à hâter une évolution que les mœurs n'ont pas longuement préparée. Nous pensons par conséquent que la tâche essentielle incombe aux militants ouvriers. Il est difficile d'attendre de la présente législature une politique économique à la fois réaliste dans ses moyens et généreuse et audacieuse dans ses objectifs. C'est au mouvement ouvrier, lui-même, que revient le devoir de prendre conscience des possibilités de l'économie et de la capacité de la classe ouvrière. Eduquer celle-ci, consolider ce qui a été obtenu prépare sûrement mieux et plus efficacement des progrès réels dans la production des marchandises, la gestion des entreprises et la distribution des revenus que la trop grande confiance en les innovations parfois hâtives et souvent démagogiques de certains législateurs.

Pierre AUBERY.

(1) Inventaire Finances 1950.

LES NIHILISTES
sur les trônes

Il n'est pas juste d'identifier les fins du fascisme et du communisme russe. Le premier figure l'exaltation du bourreau par le bourreau lui-même. Le second, plus dramatique, l'exaltation du bourreau par les victimes. Le premier n'a jamais rêvé de libérer tout l'homme, mais seulement d'en libérer quelques-uns en subjuguant les autres. Le second, dans son principe le plus profond, vise à libérer tous les hommes en les asservissant tous, provisoirement. Il faut lui reconnaître la grandeur de l'intention. Mais il est juste, au contraire, d'identifier leurs moyens avec le cynisme politique qu'ils ont puisé tous deux à la même source, le nihilisme moral. Tout s'est passé comme si les descendants de Stirner et de Netchaiev utilisaient les descendants de Kaliayev et de Proudhon. Les nihilistes, aujourd'hui, sont sur les trônes. Les pensées qui prétendent mener notre monde au nom de la révolution sont devenues en réalité des idéologies de consentement, non de révolte. Voilà pourquoi notre temps est celui des techniques privées et publiques d'anéantissement.

ALBERT CAMUS
(L'Homme révolté.)

La renaissance du syndicalisme

DANS L'ENSEIGNEMENT

Un excellent programme syndicaliste

Comme tous les deux ans, le Syndicat National autonome des Instituteurs va procéder aux élections de son Bureau national au scrutin de liste, à la proportionnelle. C'est un bel exemple de démocratie syndicale, base d'une unité maintenue. Trois listes sont en présence : celle de la « majorité autonome », celle des « amis de la C.G.T. », celle de l' « Ecole Emancipée ». Chacune de ces listes dispose d'une quantité de pages identique pour exposer dans l' « Ecole Libératrice », organe hebdomadaire de l'organisation, son programme particulier que pourra connaitre et méditer, plus d'un mois avant les élections, chaque syndiqué de base avant de se prononcer.

Le programme de l' « Ecole Emancipée » est, cette année, particulièrement remarquable. Il offre des bases de travail syndicaliste aussi larges qu'elles sont précises, ceci sans paradoxe. Le ton de la discussion s'est élevé. Les arguments sont exposés avec une grande courtoisie et un sérieux peu courant à l'heure actuelle. La clarification doctrinale ainsi que l'examen des faits qui déterminent les positions prises sont aussi poussés qu'il est possible dans un travail collectif dû à la collaboration d'une vingtaine de militants.

C'est par excellence un programme unitaire.

Il expose clairement les causes sociales de l'offensive antilaïque et conclut à la nécessité d'un regroupement ouvrier syndicaliste pour la défense réelle d'une Ecole qui ne doit pas compter sur les combinaisons électorales.

Il est le seul à affirmer la nécessité des liaisons intersyndicales et des rapports avec toute tentative dans ce sens, celle du journal « l'Unité », en particulier. Il maintient vivantes, à ce propos, les idées essentielles de la charte du Syndicat Autonome des Instituteurs : la motion Bonissel-Valière, du congrès extraordinaire de 1948.

Les contacts entre militants de diverses centrales, de diverses tendances, de divers courants ne sont pas forcément des tentatives particularistes, et le syndicalisme ne vit pas tout entier dans ses bureaux officiels. De tels contacts, loin de multiplier les dispersions, tendent, au contraire, le plus souvent à préparer, dans la clarté, la précision, et avec une défense suffisante contre les réciproques essais de noyautage, les liaisons effectuées, momentanées ou durables entre les organisations. Si de telles constructions, adaptées aux conditions départementales, locales ou corporatives, différentes d'ailleurs, sans recette préétablie et sclérosée, ne remplacent pas l'unité syndicale idéale, ils déblaient, selon les possibilités maxima actuelles, les chemins d'une unité démocratique réelle, celle que, pour son compte, a maintenue l'Enseignement, mais qui ne sera bientôt plus rien, même pour lui seul, si elle reste dans une tour d'ivoire et n'est pas replacée dans son milieu naturel et à son service : le mouvement ouvrier général.

Enfin le programme de la tendance « Ecole Emancipée » a d'autres mérites.

Affirmant l'autonomie de la classe ouvrière à l'égard des deux blocs, il démolit nettement et sans aucune équivoque la thèse de ceux qui voient dans le bloc oriental U.R.S.S. le bloc « de la paix » et, dans celui des U.S.A., le seul « bloc de la guerre ».

Il affirme nettement que l'U.R.S.S. *tourne nettement le dos au socialisme.*

Il affirme nettement que les deux blocs représentent *l'un et l'autre* des régimes *d'exploitation* de l'homme par l'homme.

Il constate et *souligne même la différence de nature de ces deux formes d'exploitation.*

Certes, si ces deux régimes sont différents, il serait peut-être bon de se demander en quoi. Et, s'ils sont différents, s'ils restent malgré cela équivalents ou non. Mais, encore une fois, un programme collectif ne peut être qu'un compromis et peut difficilement épouser tous les méandres d'une opinion individuelle. Tel qu'il est, *ce programme qui choisit dans chaque bloc, la classe ouvrière et les peuples colonisés,* me semble le plus proche du syndicalisme traditionnel et cependant ouvert à la vision de l'évolution des circonstances. Il établit nettement enfin que la lutte contre le colonialisme et le semi-colonialisme ou contre l'impérialisme est aussi vraie en Europe centrale qu'en Egypte, aussi vraie en Allemagne orientale qu'en Allemagne occidentale, de part et d'autre de l'artificielle ligne de démarcation.

Enfin, et c'est là le grand courage d'une liste de militants qui tient à son syndicalisme révolutionnaire et internationaliste, le programme de l' « Ecole Emancipée » affirme que la vraie lutte pour la paix se concrétise beaucoup plus dans la plus petite expérience de liaison intersyndicale loyale ou d'unité d'action revendicative sérieuse et démocratique même sur des programmes très limités et très prosaïques, que dans les plus belles motions « révolutionnaires » ou « pacifistes » de fins de congrès, le plus souvent platoniques.

C'est un véritable renouveau qui se manifeste ainsi dans une « Ecole Emancipée » qui, n'abandonnant aucun principe, semble vouloir s'affirmer dans des positions beaucoup moins théoriques.

Ne nous faisons pas d'illusion !

Un tel programme sera loin d'avoir le retentissement qu'on pourrait lui souhaiter.

Il est dommage qu'au lieu de s'affirmer sous la seule étiquette « Ecole Emancipée » plus limitative, sans doute, que ses promoteurs le désireraient ou qu'elle devrait logiquement l'être, ce programme n'ait pas été celui d'un rassemblement de syndicalistes enseignants non politisés, drapeaux déployés, qui s'affirment ensemble dans les autres corporations, dans un journal comme l' « Unité » ou une revue comme la « Révolution prolétarienne ».

Cependant ce programme peut et doit être encore celui d'un rassemblement. Souhaitons qu'il rallie un nombre de suffrages suffisant pour que ceux qui, pendant deux ans, le défendront, deux ou trois militants sur vingt, au Bureau National, puissent lui faire jouer le rôle exceptionnellement important que ses rédacteurs ont su concevoir.

Certes, il ne peut absolument pas rallier autour de lui la majorité des électeurs. Nous savons que nos camarades de l'actuelle majorité correspondent mieux que ceux de l' « Ecole Emancipée » à l'état d'esprit de la masse du personnel enseignant.

Cependant cette fois, et je m'excuse d'exprimer là une opinion peut-être personnelle, ou, en tout cas, qui n'est encore que celle de quelques camarades seulement, cette fois, dis-je, ce n'est plus sur de telles différences de psychologie que s'établira le dosage entre majorité et minorité syndicalistes indépendantes. Ce seront bien plutôt, la vitesse acquise, les habitudes prises, la sympathie pour des personnalités très sympathiques, d'ailleurs, qui joueront. On ne manquera pas d'être frappé, en effet, cette année, par la justesse de ton du programme de l' « Ecole Emancipée » aussi « réaliste » et même beaucoup plus que celui de la majorité, aussi proche et même beaucoup plus que celui de la majorité des aspirations profondes des instituteurs, beaucoup plus en tout cas dans la tradition du Syndicat National des années de 1919 à 1939 que le programme de la majorité.

Souhaitons que les élus de l' « Ecole Emancipée » travaillent à renverser les idées toutes faites sur les possibilités pratiques de leur tendance, qu'ils travaillent à passer du programme au domaine des réalisations. Comme dans le programme qu'ils fassent entendre au bureau la même voix calme et persévérante en ne négligeant certes aucune nécessité d'opposition ferme et tranquillement motivée, mais surtout en ne laissant passer aucune occasion de collaboration loyale et constructive avec nos camarades de la majorité.

Jean DUPERRAY.
32, rue des Francs-Maçons
Saint-Etienne (Loire)

Syndicalisme sur le plan industriel ou syndicalisme sur le plan professionnel ?

L'esprit et la tradition du syndicalisme français ont été de grouper sur le plan professionnel et dans les Bourses du Travail les syndicats de métier ; puis de réunir dans la Fédération des Bourses les Bourses du Travail de notre pays. Plus tard, une organisation nouvelle devait décentraliser la C.G.T.; c'était la création des fédérations d'industries dont le rôle essentiel repose sur le plan professionnel corporatif. Puis, les Bourses disparurent faisant place aux Unions départementales, celles-ci chargées du rôle social des organisations syndicales.

Malheureusement, sous l'effet des éléments politiciens et, plus particulièrement, depuis 1920, les Fédérations se substituèrent aux Unions départementales. Elles abandonnèrent leur rôle professionnel pour une action politique. Dans la Confédération Générale du Travail par la double représentation, Unions et Fédérations se superposèrent pour l'orientation du syndicalisme sur le terrain social. Le mal grandissant, la valeur du secrétaire de Fédération ne fut plus qu'à la mesure des aptitudes politiques qu'on attendait de lui.

Les sections techniques des syndicats d'industries, les sections d'entreprises qui avaient pour tâche de défendre les revendications corporatives délaissèrent, elles aussi, ces revendications et, en violation complète des statuts syndicaux et de tous les principes du syndicalisme pur, transgressèrent les véritables traditions.

Au moment où le salut du mouvement syndical est de revenir à ces traditions mêmes du passé, le redressement est dans l'action corporative et professionnelle, pour rendre au syndicat son véritable caractère, sa raison d'être, son activité pour la défense des intérêts professionnels.

Il faut que la classe ouvrière acquière toutes les connaissances qui, demain, doivent lui permettre de faire face aux organisations patronales intéressant chaque profession et chaque industrie.

Il ne faut plus voir, par exemple, une employée aux écritures ou une sténo-dactylo adhérer au syndicat des produits chimiques comme telle était la conception des partisans de l'organisation sur le plan industriel. Mais au contraire, pour la défense de ses intérêts corporatifs et professionnels la dactylographe ou l'employée aux écritures a sa place au syndicat des employés, quel que soit l'établissement où elle travaille : usine, banque, maison commerciale, etc... Cette employée, classée dans son syndicat professionnel bénéficiera d'un placement plus facile alors que toutes les branches industrielles s'adressent pour obtenir une main-d'œuvre qualifiée au syndicat de la profession dont elles attendent des spécialistes qualifiées.

Ce qui vaut pour la dactylo, le comptable, etc., a la même valeur pour l'ouvrier électricien. Son apprentissage terminé, il travaille aussi bien dans le Bâtiment, dans la Métallurgie, dans les Magasins et les Banques (à l'installation et à l'entretien) et son intérêt réside non pas dans le syndicalisme sur le plan industriel, mais dans le syndicalisme sur le plan professionnel.

Ce qui était sans valeur à l'époque où le syndicalisme était embourbé dans la politique reste sans valeur aujourd'hui. Il faut revenir aux traditions du passé, aux traditions du syndicalisme français en reprenant la pensée de Proudhon : « l'atelier devra remplacer le gouvernement ».

Il faut mettre debout une organisation syndicale pouvant travailler parallèlement à l'organisation patronale. Dans notre industrie électrique cette nouvelle forme d'organisation fédérale nous permettra une collaboration efficace entre les deux organisations et aura pour effet un redressement syndical salutaire sur le plan professionnel.

***

L'idée d'une Fédération des Industries électriques n'est pas nouvelle.

Déjà, vers 1908, Pataud, Secrétaire général du syndicat des industries électriques, avait jeté les bases de cet organisme. Décentraliser la Fédération des métaux, auquel le syndicat des industries électriques était adhérent, le développement de l'électricité donnait, à cette époque, une certaine valeur à l'idée.

Vers 1918, une partie de ce projet se réalisa par la création de la Fédération de l'éclairage et des forces motrices, mais ce ne fut qu'un projet embryonnaire car ne se fédérèrent que des syndicats de production d'énergie électrique dont le personnel était régi par un statut, laissant en dehors le groupe de construction électrique et installation électrique. Sur le plan patronal, l'organisation a été réalisée. L'Union des syndicats de l'électricité groupe :

1) La construction électrique ;
2) L'installation électrique ;
3) La production et la distribution électriques.

Il nous appartient donc de mettre debout une semblable organisation si nous voulons obtenir des résultats intéressants.

L'application existe déjà dans la région parisienne pour le placement des ouvriers de la métallurgie et de l'électricité sous la forme d'une commission paritaire de placement, sous le contrôle du ministère du Travail et fonctionnant sous la direction des services de la Préfecture de la Seine.

Elle est ainsi composée : huit représentants patronaux, quatre délégués pour la métallurgie et quatre délégués pour l'électricité ; huit représentants ouvriers : quatre délégués pour la métallurgie et quatre délégués pour l'électricité.

La raison de cette commission unique réside dans l'intérêt de ces deux branches liées : métallurgie-électricité.

Pour la construction électrique, il faut le concours des *métallurgistes* : mouleurs, fondeurs, ajusteurs, tourneurs, fraiseurs, etc.

Des *électriciens* : bobineurs-électriciens, monteurs-électriciens, ajusteurs-électriciens, mécaniciens-électriciens.

Ceci est vrai dans les différentes spécialités de l'industrie électrique : éclairage électrique, force motrice: moteur, dynamo, alternateur ; haute tension : transport électricité, T.S.F., radio, téléphone.

L'ouvrier métallurgiste travaillant dans l'industrie électrique, et plus particulièrement dans la construction électrique, entre, pour un pourcentage important, dans notre industrie, mais ce même ajusteur ou ce même tourneur peut, demain, travailler dans la mécanique : automobile ou aviation; sa place reste donc au syndicat d'industrie des métaux.

Mais tel n'est pas le cas des spécialistes de l'électricité, qu'ils soient bobineurs, monteurs, ajusteurs-électriciens, mécaniciens-électriciens ; qu'ils travaillent dans la lumière ou dans la force électrique, la haute tension, le téléphone ou la T.S.F., qu'ils soient en usine ou dans les chantiers du Bâtiment, à l'entretien des magasins ou des banques. De même pour les manœuvres spécialisés des usines de fabrique de câbles, d'accumulateurs, de T.S.F., d'appareillage électrique. Toutes les connaissances professionnelles de ces spécialistes de l'électricité, soit théoriques, soit pratiques, s'appliqueront dans toutes les branches suivantes : voitures, aviation, usines, chemins de fer, etc, dès l'instant que l'appareil à construire, à installer, à conduire, est électrique ; leur place se situe donc au Syndicat de l'Industrie Electrique.

Si on admet que la métallurgie se divise en de nombreuses branches : mécanique, automobile, aviation, construction métallique, construction navale, etc., l'*industrie électrique* se divise en diverses branches elle aussi :

1) *Construction et installation lumière :* installations domestiques, théâtre (projections), services publics, usines, chantiers, bureaux, magasins, automobile, aviation, navires, éclairage public, éclairage publicité lumineuse ;

2) *Construction et installations diverses* : médicale, appareils de mesure, chauffage électrique, accumulateurs, lampes électriques, câbles et fils électriques, appareillage électrique (lustres, etc.) ;

3) *Construction et installation force et haute tension :* moteurs, dynamos, alternateurs, commutatrices, convertisseurs, transformateurs ;

4) *Application force :* traction (autos, camions, tracteurs, chemins de fer, tramways) ; levage (grues, ascenseurs, monte-charges, ponts roulants, palans électrique) ; divers (réfrigérants, ventilateurs, dynastars pour autos et avions, etc.) ;

5) *Construction, installation, transport, force électrique et distribution* : lignes aériennes, lignes souterraines, pylônes fer, bois, ciment, appareillage de distribution, transformateurs ;

6) *Construction, installation téléphone, sonnerie, signalisation et télégraphe :* sonneries, signalisation (immeubles, voies publiques, chemins de fer, etc.), téléphone privé, téléphone central, téléphone automatique, télégraphie ;

7) *Construction et installation T.S.F., radio et télévision :* T.S.F.-téléphonie, T.S.F.-télégraphie, sonorisation, cinématographie, radiométrie, télévision.

Ce rapport est la démonstration de la nécessité de constituer sur ce plan même une organisation fédérale de l'*industrie électrique.*

Il faut que ceux qui, demain, seront chargés de cette réorganisation, possèdent les qualités professionnelles et techniques parfaites, de façon à être les égaux des représentants patronaux, pour discuter avec eux sans le secours de conseillers techniques, étant, de par ces qualités, les dignes représentants du syndicalisme ouvrier.

Eviter, pour des raisons personnelles ou politiques, une réorganisation professionnelle, c'est œuvrer contre l'intérêt général des ouvriers de notre industrie. Dans la triste époque que nous vivons, souhaitons que tous ceux qui se réclament du prolétariat le comprennent. Ce faisant, ils éviteront au monde du travail une plus grande misère.

Albert CANE,
Secrétaire du Syndicat Général des Industries Electriques,
Ex-Secrétaire de l'Union des Syndicats confédérés de la R.P.

Un miracle: la liberté par l'esclavage

Sous la pression, pourtant prévisible, des impérialismes adverses naît, en réalité, avec Lénine, l'impérialisme de la justice. Mais l'impérialisme, même de la justice, n'a d'autre fin que la défaite, ou l'empire du monde. Jusque-là, il n'a d'autre moyen que l'injustice. Dès lors, la doctrine s'identifie définitivement à la prophétie. Pour une justice lointaine, elle légitime l'injustice pendant tout le temps de l'histoire, elle devient cette mystification que Lénine détestait plus que tout au monde. Elle fait accepter l'injustice, le crime et le mensonge par la promesse du miracle. Encore plus de production et encore plus de pouvoir, le travail ininterrompu, la douleur incessante, la guerre permanente, et un moment viendra où le servage généralisé dans l'Empire total se changera merveilleusement en son contraire : le loisir libre dans une république universelle. La mystification pseudo-révolutionnaire a maintenant sa formule : il faut tuer toute liberté pour conquérir l'Empire et l'Empire un jour sera la liberté.

A. CAMUS
(L'Homme révolté)

SIMONE WEIL

que nous avons aimée, quand il en était temps... (*)

Le hasard n'est pour rien dans le fait que le petit groupe des syndicalistes révolutionnaires de la Loire connut Simone Weil en 1932. De bonne heure, ainsi qu'elle le raconte elle-même, elle avait été émue par les injustices sociales et son instinct l'avait portée du côté des déshérités. La permanence de ce choix donne à sa vie son unité.

Très tôt elle fut attirée par les révolutionnaires. La Révolution russe, porteuse à l'origine d'un immense espoir, avait dévié, et les prolétaires y étaient maintenus en état de servage par la bureaucratie, nouvelle caste de privilégiés, confondant volontairement industrialisation et socialisme. Simone avait trop l'amour et le respect de l'individu pour être attirée par le stalinisme qui avait créé un régime dont elle devait dire en 1933 : « A vrai dire, ce régime ressemble au régime que croyait instaurer Lénine dans la mesure où il exclut presque entièrement la propriété capitaliste ; pour tout le reste il en est très exactement le contre-pied. »

Ayant ainsi éliminé du monde révolutionnaire les staliniens, elle se rapprocha des autres groupes : anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, trotskystes. Elle était trop indépendante pour qu'il soit possible de la classer dans un de ces groupes ; cependant celui pour lequel elle eut le plus de sympathie à l'époque où nous l'avons connue était symbolisé par la *Révolution prolétarienne*.

Fondée en 1925, cette revue qui portait au début en sous-titre « Revue syndicaliste-communiste » rassemblait autour d'elle des syndicalistes qui, emportés par leur enthousiasme pour la révolution d'Octobre, avaient adhéré au parti communiste et en avaient été exclus ou l'avaient volontairement quitté en constatant que peu à peu la bureaucratie se substituait à la démocratie ouvrière du début. Les deux figures les plus marquantes en étaient et en sont encore Monatte et Louzon, tous les deux syndicalistes révolutionnaires et de formation libertaire.

Simone entra en contact avec plusieurs des hommes qui animaient cette revue, et lorsqu'en automne 1931 elle fut nommée professeur au lycée du Puy ce fut à eux qu'elle demanda de la mettre en rapports avec des militants de cette région. C'est ainsi qu'un soir d'octobre elle vint chez nous pour y rencontrer Thevenon, alors membre du conseil d'administration de la Bourse du Travail à Saint-Etienne, secrétaire adjoint de l'Union départementale confédérée de la Loire, qui s'efforçait de regrouper la minorité syndicaliste et de ramener à la C.G.T. la Fédération régionale des Mineurs, alors minoritaire dans la C.G.T.U. et dont le secrétaire Pierre Arnaud venait d'être chassé du parti communiste.

Par Thevenon, Simone se trouva du même coup plongée en plein milieu ouvrier et en pleine bagarre syndicale. Elle ne demandait que cela. Chaque semaine, elle fit au moins une fois le voyage du Puy à Saint-Etienne et deux ans après de Roanne à Saint-Etienne, pour participer à un cercle d'études organisé à la Bourse du Travail, assister à des réunions ou à des manifestations.

Son extraordinaire intelligence et sa culture philosophique lui permirent une connaissance rapide et approfondie des grands théoriciens socialistes et syndicalistes, en particulier de Marx. Mais cette connaissance théorique de l'exploitation capitaliste et de la condition ouvrière ne la satisfaisait pas. Elle croyait utile de pénétrer dans la vie de tous les jours des travailleurs.

Au syndicat des mineurs, Pierre Arnaud représentait un beau type de prolétaire. Bien que permanent, il avait gardé toutes ses habitudes de mineur : son langage, ses vêtements, et surtout sa conscience de classe. Il était mineur et ne cherchait pas à passer pour rien d'autre. Simone l'estima, appréciant sa fierté, sa droiture et son désintéressement. Autour de lui gravitaient des hommes habitués à se heurter durement à la vie, dont quelques-uns avaient servi dans les bataillons disciplinaires. Simone essaya de s'intégrer à eux. Ce n'était pas facile. Elle les fréquenta, s'installant avec eux à la table d'un bistro pour y casser la croûte ou jouer à la belote, les suivit au cinéma, dans les fêtes populaires, leur demanda de l'emmener chez eux à l'improviste, sans que leurs femmes fussent prévenues. Ils étaient un peu surpris par l'attitude de cette jeune fille si instruite, qui s'habillait plus simplement que leurs femmes et dont les préoccupations leur semblaient extraordinaires. Cependant elle leur était sympathique, et c'est toujours avec amitié qu'ils revoyaient la « Ponote » (1). Ils ne l'ont pas oubliée. L'un d'entre eux, homme simple s'il en fut, lui garda une fidèle affection ; un autre, rencontré il y a peu de temps, exprima ses regrets en apprenant sa mort : « Elle ne pouvait pas vivre, elle était trop instruite et elle ne mangeait pas ». Cette double constatation caractérise bien Simone. D'une part, activité cérébrale intense et continue et, d'autre part, négligence à peu près totale de la vie matérielle. Déséquilibre ne pouvant aboutir qu'à une mort prématurée (2).

Quelle fut sa participation au mouvement syndical à cette époque ? Non seulement elle participa au cercle d'études de Saint-Etienne, mais elle l'aida à vivre en employant à l'achat de livres sa prime d'agrégation qu'elle considérait comme un privilège intolérable. Elle renforça la caisse de solidarité des mineurs, car elle avait décidé de vivre avec cinq francs par jour, prime allouée aux chômeurs du pays au Puy. Elle milita dans le syndicat des instituteurs de la Haute-Loire, où elle se rapprochait du groupe de l' « Ecole émancipée ». Au Puy, elle se mêla à une délégation de chômeurs, ce qui lui valut une belle campagne de presse et des ennuis avec son administration. Et, par-dessus tout, elle mit au point, après maintes discussions avec des militants, ses réflexions sur l'évolution de la société dans un article paru dans la *Révolution prolétarienne* d'août 1933, sous le titre général de « Perspectives ». Cette étude — portant en sous-titre « Allons-nous vers une révolution prolétarienne ? » — donne une idée précise de ce que Simone entendait par socialisme et qui est la « souveraineté économique des travailleurs et non

(*) Avant-propos d'Albertine Thevenon au livre de Simone Weil, **La Condition ouvrière**, qui vient de paraître aux Editions Gallimard, dans la collection « Espoir », dirigée par Albert Camus.

(1) Ponots, Ponotes, noms donnés aux habitants du Puy.

(2) Mon mari rencontra il y a quelque temps un groupe important de nos anciens camarades mineurs. Il me raconta qu'ils furent « accablés » d'apprendre sa mort.

pas celle de la machine bureaucratique et militaire de l'Etat ». Le problème est de savoir si, l'organisation du travail étant ce qu'elle est, les travailleurs vont vers cette souveraineté. Contrairement à une espèce de credo révolutionnaire qui veut que la classe ouvrière soit la remplaçante du capitalisme, Simone voit poindre une nouvelle forme d'oppression, « l'oppression au nom de la fonction ». « On ne voit pas, écrit-elle, comment un mode de protection fondé sur la subordination de ceux qui exécutent à ceux qui coordonnent pourrait ne pas produire automatiquement une structure sociale définie par la dictature d'une caste bureaucratique. » Le danger de cette dictature bureaucratique s'est précisé depuis, ainsi qu'en témoigne Burnham dans son livre sur les managers. Ces constatations d'une clairvoyance si pessimiste qu'elle craint qu'on ne les taxe de défaitisme sont-elles une raison de désespérer et d'abandonner la lutte ? Pour elle, il n'en est pas question. « ...Etant donné qu'une défaite risquerait d'anéantir pour une période indéfinie tout ce qui fait à nos yeux la valeur de la vie humaine, il est clair que nous devons lutter par tous les moyens qui nous semblent avoir une chance quelconque d'être efficaces. » Nul langage ne saurait être plus courageux.

Enfin c'est également dans le temps qu'elle fut des nôtres qu'elle se rendit en Allemagne où les nazis commençaient à faire parler d'eux et de leurs horribles méthodes. Je la revois essayant de persuader un de nos jeunes camarades de l'accompagner. Pour elle, c'était simple : des hommes se battaient pour défendre leur liberté, ils avaient droit à l'aide de tous. Je la revois à son retour, ulcérée jusqu'au fond du cœur par ce qu'elle avait vu là-bas et s'effondrant sur un coin de table, les nerfs à bout, au souvenir des cruautés subies par les Allemands antinazis. Avec une grande lucidité elle analysa la situation allemande dans un article paru dans la *Révolution prolétarienne* du 25 octobre 1932 et annonça la victoire de Hitler. Elle avait, hélas ! vu juste.

Fréquenter les mineurs, vivre avec la paie d'un chômeur, réfléchir et écrire sur le mouvement ouvrier ne pouvait lui suffire. Ce qui paraissait essentiel à la fois à son intelligence et à sa sensibilité — deux forces à peu près égales en elle — c'était de pénétrer intimement les rapports du travail et des travailleurs. Elle ne pensait pas qu'on pût parvenir à cette connaissance autrement qu'en se faisant travailleur soi-même ; aussi décida-t-elle de devenir ouvrière. Ce fut un gros point de friction entre nous deux. Je pensais et je pense encore que l'état de prolétaire est un état de fait et non de choix, surtout en ce qui concerne la mentalité, c'est-à-dire la manière d'appréhender la vie. Je n'ai aucune sympathie pour les expériences genre « roi charbon » où le fils du patron vient travailler incognito dans les mines de son père pour retourner, son expérience faite, reprendre sa vie de patron.

Je pensais, et je pense encore, que les réactions élémentaires d'une ouvrière ne sauraient être celles d'une agrégée de philosophie issue d'un milieu bourgeois. Ces idées étaient aussi celles de trois ou quatre copains qui formaient le petit groupe des amis de Simone à Saint-Etienne. Nous les lui exprimâmes crûment, et peut-être même brutalement, car nos rapports — affectueux — étaient exempts de mondanités. D'autres raisons nous poussaient à la dissuader de mettre son projet à exécution : son manque d'habileté manuelle et son état de santé. Elle souffrait de maux de tête terribles dont elle m'écrivit par la suite « qu'ils n'avaient pas eu l'obligeance de la quitter ».

Si nous avions raison en général, nous nous sommes trompés en ce qui concerne Simone. D'abord, elle mena son expérience à fond et avec la plus grande honnêteté, s'isolant de sa famille, vivant dans les mêmes conditions matérielles que ses compagnes d'atelier. Les lettres qu'elle m'écrivit alors et l'article qu'elle publia à la suite des grèves de 1936 dans la *Révolution prolétarienne* prouvent que sa possibilité d'adaptation et son pouvoir d' « attention », pour employer une de ses expressions, lui ont permis de saisir avec acuité le caractère inhumain du sort fait aux travailleurs, surtout les non-qualifiés, « tous ces êtres maniés comme du rebut » dont elle se sentait la sœur, ce qui chez elle n'était pas littérature. « J'ai oublié que je suis un professeur agrégé en vadrouille dans la classe ouvrière », écrivait-elle. De cette expérience elle restera marquée jusqu'à la fin de sa vie.

Elle quitta la Loire en 1934 et je ne devais plus la revoir. Je reçus d'elle encore une carte alors qu'elle était milicienne en Espagne chez les Rouges. Thévenon la revit à un congrès en 1938, à Paris. Puis ce fut la guerre. Et à la fin de la guerre l'annonce de sa mort.

Peut-être un jour un militant ouvrier averti qui la connut aussi bien que nous éprouvera-t-il le besoin de tirer les enseignements de ses diverses expériences sociales. Pour moi — qui ai toujours vécu à l'intérieur du mouvement syndical sans y militer — je voudrais simplement porter témoignage du souvenir que Simone Weil a laissé aux quelques copains avec lesquels elle vécut en confiance dans une atmosphère de chaude camaraderie. Plusieurs ont été des militants et le sont encore. Tous se souviennent des discussions qu'ils eurent avec elle, de son exigence, de la rigueur impitoyable avec laquelle elle obligeait à penser, et plus d'une fois leur pensée se tourne encore vers cette Simone toujours insatisfaite.

Je voudrais dire aussi la chance qu'ont eue ceux qui la connurent et l'apprécièrent ; comme il faisait bon près d'elle quand on avait sa confiance. Un de ses amis m'écrivait il y a peu de temps qu'elle fut « plus poète dans sa vie que dans ses œuvres ». C'est vrai. Elle était simple, et bien que sa culture générale fût tellement supérieure à la nôtre nous avions avec elle de longues conversations sur un ton fraternel, nous la plaisantions, elle riait avec nous, nous demandait de chanter (et pas toujours des choses très orthodoxes). Elle-même, assise au pied du petit lit de fer dans une chambre sans beauté qui ne comportait pas d'autres meubles, récitait parfois des vers grecs auxquels nous ne comprenions rien, mais qui nous réjouissaient quand même à cause du plaisir qu'elle y prenait. Enfin, un sourire, un coup d'œil faisaient de nous ses complices dans certaines situations cocasses. Ce côté de son caractère qui n'apparaissait pas souvent à cause du sérieux avec lequel elle envisageait d'ordinaire toutes choses avait un charme inoubliable.

Non moins séduisants étaient son absence de conformisme et le souffle de liberté qu'elle portait en elle. Encore fallait-il l'apprécier. Toutes ces manifestations qui nous la rendaient chère lui valurent d'irréductibles hostilités. Aussi est-ce une joie profonde pour nous de l'avoir aimée quand il en était temps.

Car enfin, s'il est relativement facile de l'admirer et de comprendre sa grandeur lorsque, dans la solitude d'un cabinet de travail, un livre ouvert devant soi, plus rien ne cache sa pensée profonde, il faut bien reconnaître que bon nombre de ceux qui sont passés près d'elle, n'ont même pas soupçonné l'être exceptionnel qu'elle fut. Pourtant, à ceux qui l'ont bien connue et aimée alors qu'elle était incroyante, puis l'ont retrouvée si profondément religieuse, sa vie apparaît avec une unité

parfaite, malgré son changement apparent. Le mouvement qui la poussait à se considérer et à se traiter comme le plus déshérité des déshérités est contraire à l'aspiration normale d'un être humain ordinaire. Il procède à la fois du désir de connaître le malheur — ce qui est gratuit, — de le traduire, — ce qui peut être efficace — et du sentiment de justice absolue : je n'ai droit à rien, puisque tant d'autres êtres n'ont droit à rien. Or cette tendance était très nette et facilement décelable. C'est elle qui la faisait vivre avec l'allocation d'un chômeur en 1933, et qui la fit mourir de privations et de maladie, seule, sur un lit d'hôpital à Londres en 1943. Si cruelle qu'elle soit pour nous, cette mort est la conclusion logique de la vie que Simone avait choisie. Comme le dit Albert Camus, c'est une voie solitaire : la voie de Simone Weil.

Lorsqu'il m'est arrivé de parler de Simone Weil à mes amis, deux réflexions ont presque toujours été faites : « C'était une sainte », ou bien alors : « A quoi sert une vie comme la sienne ? » En vérité, je ne sais si elle était sainte, mais beaucoup de révolutionnaires — parmi les meilleurs — ont ce détachement des biens matériels et ce désir de faire corps avec les plus malheureux. On devient révolutionnaire par le cœur d'abord. Chez Simone, cet état d'esprit se haussait au niveau d'un principe rigoureux. Quant à savoir « à quoi a servi sa vie », c'est la question essentielle. Pour mon compte, je me suis souvent insurgée contre les privations qu'elle s'infligeait, contre la vie dure qu'elle s'imposait, et encore aujourd'hui je m'insurge en pensant qu'elle a disparu si tôt en grande partie à cause des souffrances qu'elle a délibérément endurées. Mais n'est-ce pas à toutes ces souffrances gratuites qu'elle doit son extraordinaire « pouvoir d'attention », attention qui lui a permis de retrouver dans la poussière de la vie quotidienne le grain de pureté qui s'y trouvait ? N'est-ce pas ces souffrances gratuites qui ont fait d'elle un témoin dont la pureté et la sincérité ne peuvent jamais être mises en doute ? N'est-ce pas elles enfin qui lui ont donné cette admirable compassion qui la rendait perméable à toute misère humaine ? Le grand mérite de Simone est d'avoir mis une harmonie totale entre son besoin de perfection et sa vie, cela antérieurement à toute influence religieuse, ce besoin de perfection était d'ailleurs tel qu'il l'a empêchée d'entrer dans l'Eglise qui, étant l'œuvre des hommes, porte les stigmates de l'imperfection, tout comme les mouvements révolutionnaires auxquels elle est restée attachée par tant de liens visibles.

Les raisons qui nous avaient fait l'apprécier et l'aimer restent entières. Aussi, même si nous l'abandonnons au seuil de sa vie mystique qui nous est étrangère, lui gardons-nous une affection intacte et un souvenir fidèle.

Albertine THEVENON.

Roche-la-Molière, décembre 1950.

LIVRES REVUES

Notes de lecture

Dans le dernier numéro de la « R. P. », Benno Sarel se montre bien sévère lorsque dans un article, au demeurant intéressant, il juge que Bertram Wolfe « s'attache par trop au côté pittoresque des choses pour... présenter une étude vraiment sérieuse. » Tel n'est pas mon avis. Je viens de lire avec passion le deuxième volume de sa trilogie, **Lénine et Trotsky** — Calmann-Lévy éditeurs — et l'œuvre de Wolfe dont Sarel reconnaît d'ailleurs « l'intérêt des détails » et la « recherche honnête » me semble remarquable ; elle apparait comme le fruit de longues et patientes études et se présente comme un essai d'explication intelligent et nuancé du bolchévisme vu au travers de ses trois géants : Lénine, Trotsky, Staline.

J'ai parlé le mois dernier du premier volet du triptyque — **La Jeunesse de Lénine** — et j'ai dit qu'il se fermait à Londres en 1902 sur la rencontre avec Lénine de Pero (la Plume) alias Léon Trotsky.

Le second volume nous conduit de 1902 à la guerre de 1914. Comme son titre l'indique et comme le veut l'histoire ce sont Lénine et Trotsky qui apparaissent en pleine lumière mais déjà, de façon épisodique, surgit, ici et là, la silhouette de Staline dont il sera question dans le tome III.

L'œuvre de Wolfe est non seulement une petite histoire en raison de l'intérêt que manifeste l'auteur pour l'anecdotique et le pittoresque, mais aussi une grande histoire, car cet anecdotique et ce pittoresque n'interviennent jamais comme tels mais sont toujours utilisés pour mettre en valeur un trait dominant des hommes qui nous sont présentés. Wolfe est historien sans doute et, je le crois, historien sérieux, mais il est aussi sociologue et les jugements qu'il porte incitent à la méditation.

Si je devais m'arrêter sur quelques aspects de ce second volume, je retiendrais particulièrement le pénétrant parallèle entre Lénine et Trotsky dont je détache cette citation :

« Au contraire de Lénine, dont le but lointain était un but pratique : la prise du pouvoir, et qui, ne perdant jamais de vue cet objectif, fut un souple tacticien, un homme de barre changeant la route de son bateau à chaque roc caché et à chaque rapide, Trotsky élabora très tôt un principe unique d'action, immuable, intellectuel (celui de la « révolution permanente ») et s'y tint, l'appliquant bien ou mal, sur une échelle nationale et sur une échelle mondiale, depuis 1905 jusqu'au jour où il fut assassiné. »

Je retiendrais également l'historique du soviet de Saint-Pétersbourg en 1905 et plus généralement la genèse des soviets au point de vue théorique et pratique.

Je retiendrais enfin certaines vues prophétiques de Trotsky et de Lénine sur les dangers d'une dictature de minorité dans le parti et dans l'Etat. Wolfe a eu le mérite de les dégager et de les mettre en valeur.

Trotsky : L'organisation du parti prendra la place du parti lui-même ; le Comité central prendra la place de l'organisation ; et finalement, le dictateur prendra la place du Comité central.

Lénine : Tous ceux qui veulent atteindre le socialisme par une autre voie que celle de la démocratie politique aboutiront inévitablement aux conclusions les plus absurdes et les plus réactionnaires, à la fois sur le plan politique et sur le plan économique.

Ces textes datent, le premier de 1904, le second de 1905... Ils se passent, je crois, de commentaires...

Nous dirons le mois prochain l'histoire de Staline contée par Wolfe et les réflexions que ce troisième destin hors série lui a inspirées.

J. MAITRON.

***

Crise dans le livre ! On n'édite plus que les auteurs connus, les auteurs à succès. Les autres, les obscurs, les débutants, qu'ils se débrouillent... Pourquoi récriminerait-on ? Un éditeur n'est pas un philanthrope. C'est un commerçant qui veut réaliser des bénéfices et n'a pas d'argent à gaspiller. Les lecteurs non plus d'ailleurs qui aimeraient ne pas payer deux fois pour lire un même texte. Et c'est ce droit du lecteur que je défends en m'étonnant de voir deux chapitres des **Mémoires d'un révolutionnaire** de V. Serge (Editions du Seuil) faire l'objet d'une édition nouvelle aux Iles d'Or sous le titre **Le Tournant obscur.**

Cette nouvelle œuvre qui n'en est pas une reprend, ou peu s'en faut, le titre du chapitre V (L'Europe au tournant obscur) des **Mémoires d'un révolution-**

naire. Les 170 pages qui la constituent sont presque mot pour mot la copie des pages 185 à 263 des **Mémoires.** En voici un exemple :

Mémoires d'un révolutionnaire (p 185)	**Le Tournant obscur** (p. 7)
Des attroupements stagnaient dans les rues. Combien fallait-il de trillions pour timbrer une lettre ? Je voyais à la caisse d'un magasin Wertheim une petite vieille portant un col de passementerie noire sortir de son réticule des billets de cent marks de l'an dernier ; du temps de Walter Rathenau... « Mais ils ne valent plus rien, **gnaedige Frau** (honorable dame...) — Que dites-vous ? Je ne comprends pas... » Les gens s'esclaffent. Walter Rathenau gisait dans sa tombe, le corps tout déchiqueté : il avait rêvé, ce grand Juif, d'un néo-capitalisme allemand intelligemment organisé ; et il s'en était entretenu avec Radek.	Des attroupements stagnent dans les rues de Berlin. Combien faut-il de trillions de marks pour timbrer une lettre ? Octobre 1923. A la caisse d'un grand magasin Wertheim, une petite vieille qui porte un col de passementeries noires sort de son réticule des billets de cent marks de l'an dernier ; du temps de Walter Rathenau... « Mais ils ne valent plus rien, madame... — Que dites-vous ? Je ne comprends pas bien. » Des gens s'esclaffent. Walter Rathenau gît dans sa tombe, tout déchiqueté ; il rêvait d'un néo-capitalisme allemand intelligemment et humainement organisé.

Que des éditeurs se mettent d'accord pour tirer d'une œuvre quelques chapitres et les publier à part, c'est leur droit. Mais on est fondé à leur reprocher de ne pas avertir « le cochon de payant ».

J. M.

HISTOIRE DE PRIVAS, Epoque contemporaine (1789-1850), par Elie REYNIER. 440 p., 1.100 fr. C.C.P. Lyon 52-84.

Ce livre est l'achèvement d'une œuvre considérable dont la petite ville de Privas qui en est l'objet a toutes raisons de s'enorgueillir.

Il est le résultat de longues et patientes recherches qui ont abouti à la réunion d'une documentation sans lacune, utilisée avec intelligence et une parfaite objectivité. Reynier se défend (en était-il besoin ?) de s'être laissé entraîner par un quelconque esprit de parti, même quand il lui arrive de présenter « quelque appréciation indulgente ou sévère ».

Son indulgence, un peu attristée, il l'accorde aux Privadois pour la « permanence de leur modération et de leur tolérance » malgré « leurs variations dans l'expression de leurs opinions sous tous les régimes ».

Sa sévérité il ne la ménage pas à des faits « qui sont la honte d'une époque », et qu'il « ne peut pas ne pas rappeler avec précision » : « les abus révoltants (et naturels aux yeux de presque tous) que subissent les femmes et les enfants des filatures et des fabriques » jusqu'au commencement de ce siècle et un peu au delà : enfants de huit ans et même de moins de huit ans, soumis, comme les adultes, à des journées de travail allant jusqu'à 16 heures ! Conditions d'hygiène et de travail déplorables, salaires misérables.

Cette longue période d'exploitation et d'asservissement correspond à l'essor et à la prospérité des fabriques, et Reynier souhaite certainement que le lecteur fasse le rapprochement. Un renouveau très improbable du moulinage ou de quelque industrie similaire ne pourrait, par bonheur, être envisagé de nos jours que sur des bases plus humaines.

Les chapitres concernant la vie sociale et la vie intellectuelle ont pu, sans doute, être traités par Reynier avec une particulière prédilection, mais ceux qui se rapportent à la vie administrative et politique n'en sont pas moins riches de documentation et de vues originales. Beaucoup portent à réflexion et sont de nature à corriger de trop imprudentes (ou impudentes) généralisations de l'Histoire dogmatisée. Comme exemple : adoption par le clergé privadois dans sa totalité (à une exception près) des mesures révolutionnaires « qu'il n'a pas reniées » (prestations de serments) « fait beaucoup plus fréquent que ne l'ont répandu certains historiens ».

Ce livre honnête et savant ne s'analyse pas, il se lit et mérite une place d'honneur dans une bibliothèque.

En dehors des Privadois et de beaucoup d'Ardéchois que ne peut manquer d'intéresser au plus haut point le déroulement minutieusement exposé de leurs fastes familiaux, tous ceux qui ne bénéficient pas de ce privilège y trouveront, localisé dans un pays particulièrement attachant, un tableau d'histoire du plus grand intérêt général.

Et pour conclure par où nous aurions dû commencer, lisez d'abord et méditez la chaleureuse préface que consacre M. Lucien Lefebvre, membre de l'Institut, à l'homme et à son œuvre.

P. GOURDON.

M. PRAWDIN : **GENGHIS KHAN,** traduction par André Cogniet. Editeur Payot, 233 p., 630 francs.

Genghis Khan naquit à la fin du XII[e] siècle, dans une tribu mongole, à l'ouest du lac Baïkal. Il est contemporain du roi de France Philippe-Auguste. A sa mort, son empire s'étend du Pacifique au sud de la Russie.

Les exploits des chrétiens en terre sainte et au pays des Albigeois ne sont que bagatelles auprès des massacres qui accompagnent ses campagnes militaires. L'approche de ses guerriers jette la panique dans le monde occidental. Le mystère entoure le Khan, le Chef. Qu'est-il ? Comme il combat les musulmans on espère son aide ; mais ses raids audacieux, en Europe orientale, effraient : le Caucase est franchi, la Russie envahie ; puis les troupes disparaissent aussi rapidement qu'elles étaient apparues. Elles reviennent plus tard après la mort de Genghis Khan ; Moscou et Kiev sont prises, la Bohême est envahie. Les divergences politiques et religieuses entre les successeurs du Khan arrêtent la conquête. L'Europe est sauvée. Le petit monde chrétien a tremblé.

On ne peut comparer Genghis Khan au fameux Attila. Derrière ses armées, l'empire s'organise ; l'ordre et la sécurité règnent, favorables aux grands courants commerciaux.

Et aussi la liberté de conscience : « Dans mon empire chaque être humain peut prier le dieu qu'il veut. » Politique habile, stratège remarquable, bon administrateur, accessible aux idées de justice et de tolérance, capable de sentiments généreux, il est au-dessus des hommes de son temps.

L'auteur suit avec sympathie la marche de son héros à la conquête d'un des plus grands empires que le monde ait connus. Il a donné consistance à son personnage, ce n'est plus de l'histoire, tant pis, du moins c'est attachant. A grands coups de burin, dans un bloc grossier, il taille ; et les traits de l'homme, de l'homme civilisé se précisent, s'affirment pour atteindre à une sorte de sérénité qui ne manque pas de grandeur. Dès sa mort, Genghis Khan est pris par la légende.

Livre de lecture aisée qu'on lit avec plaisir.

LERAY.

⁂

La librairie Marcel Rivière édite dans la collection Bibliothèque d'Histoire Economique et Sociale l'ouvrage de Tawney : **La Religion et l'Essor du Capitalisme.**

Il en sera rendu compte dans le prochain numéro.

L.

La revue **Preuves,** dans ses numéros de septembre et octobre, a donné un important article de Maximilien Rubel « Karl Marx, auteur maudit en U.R.S.S. ? ».

Une « fatalité », écrit Rubel, semble peser sur l'œuvre de Marx. Jusqu'en 1917, il n'en a été donné que des éditions fragmentaires. Avec la révolution bolchevique et la création en 1922 de l'Institut Marx-Engels, dénommé plus tard Marx-Engels-Lénine, il était permis d'espérer une édition intégrale. Riazanov, premier directeur de l'Institut, se mit à l'œuvre. Il acquit un fonds remarquable d'imprimés comprenant la plupart ou la totalité des premières éditions des œuvres de Marx-Engels et il acquit surtout des

archives d'une inestimable valeur. Le Parti social-démocrate allemand, héritier littéraire de Marx-Engels, possédait de nombreux inédits dont Riazanov put faire prendre des photocopies comme il put en faire prendre des manuscrits détenus par le British Museum, la New York Public Library, etc. En possession de ces richesses, Riazanov entreprit une édition monumentale en 42 volumes de l'œuvre de Marx-Engels (Marx-Engels-Gesamtausgabe, en abrégé M.E.G.A.). Cinq furent publiés de 1926 à 1930. En 1931, Riazanov, éliminé de l'Institut, fut remplacé par Adoratski. Ce dernier donna encore six volumes jusqu'en 1935. Depuis cette date, seules ont vu le jour des « publications isolées, parfois disséminées dans des périodiques, sans aucun plan d'ensemble ». Vingt-neuf volumes avaient paru en russe en 1947.

L'arrivée des nazis au pouvoir provoqua la dispersion des archives du Parti social-démocrate allemand. La plus grande partie trouva refuge à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, mais on peut dire que l'Europe occidentale ne possède plus à l'heure actuelle l'équivalent des photocopies prises jadis par Riazanov. Etat de choses d'autant plus regrettable que les documents de l'Institut Marx-Engels sont pratiquement inaccessibles et que les éditions aujourd'hui publiées en U.R.S.S. comportent, selon Rubel, des omissions... (1).

Qui donnera et quand donnera-t-on une édition intégrale de l'œuvre des deux théoriciens du socialisme dont se réclame plus de la moitié de l'humanité ?

J. M.

(1) Une note de Pierre Pascal, professeur de russe à la Sorbonne — **Preuves** de novembre que je viens de recevoir — signale que **Les Pauvres Gens**, de Dostoïevski, texte de 1845, est censuré dans **le Recueil complet des œuvres littéraires de Dostoïevski** publié par les Editions d'Etat en 1926.

LES LIVRES DU MOIS

Eugen Relgis : **Romain Rolland**. Ediciones « Humanidad », Montevideo, 1951, 208 p.

Victor Serge : **Les derniers temps**. Grasset, 448 p., 540 fr.

L'U.G.T.T. S'ADRESSE A L'OPINION

DEMOCRATIQUE INTERNATIONALE

La Tunisie se trouve présentement à un tournant décisif de sa lutte.

Après 70 années de protectorat qui l'a pratiquement privée de tous les attributs de sa souveraineté et l'a plongée dans un régime d'exploitation et de domination, la voilà qui reprend la voie du salut après avoir forgé les instruments de sa libération politique et sociale.

L'U.G.T.T., organisation syndicale nationale indépendante et authentique se trouve placée à l'avant-garde de cette action libératrice qu'entreprend le peuple tunisien tout entier et au premier rang duquel la classe ouvrière, organisée et consciente, brandit le drapeau de la lutte pour le progrès social et la liberté dans le bien-être.

La réunion des divers organes de l'organisation des Nations Unies offre à la classe ouvrière tunisienne, par la bouche de l'U.G.T.T., qui est son porte-parole le plus qualifié, la possibilité de faire entendre sa voix. Elle s'adresse ainsi à la conscience internationale pour faire connaître les vrais problèmes qui préoccupent les travailleurs d'un pays plus que jamais décidé à se libérer de ses chaînes.

Cette libération sera pour la classe ouvrière la garantie du progrès social, par la suppression des maux dont elle souffre mortellement.

La brochure que l'U.G.T.T. diffuse à cet effet (1) se propose de faire éclater la vérité au sujet des méfaits du régime imposé au peuple tunisien. Elle indique en même temps le souci de la classe ouvrière organisée dans sa centrale syndicale nationale, d'apporter à la situation présente des solutions constructives par la réalisation d'une série de mesures propres à assurer aux masses populaires **des conditions de travail et de vie meilleures.**

(1) Adresse de l'U.G.T.T. à Tunis, rue Sidi Ali Azouz, impasse Sidi Ameur.

FAITS et DOCUMENTS

Les faits du mois

VENDREDI 26 OCTOBRE. — On communique le résultat des **élections britanniques** qui donnent aux conservateurs la majorité des sièges aux Communes, mais laissent aux travaillistes la majorité des voix.

Nouvelle réunion pour les pourparlers d'armistice en **Corée.**

DIMANCHE 28. — Elections au Conseil National de **Suisse.** Les socialistes gagnent deux sièges, les communistes perdent un assez grand nombre de voix.

LUNDI 29. — Le commissaire de France au **Cambodge** est tué à Pnon-Penh.

Négociations **franco-tunisiennes** à Paris.

MARDI 30. — **Meetings des fonctionnaires** à Paris, organisés séparément par la C.G.T., F.O. et la C.F.T.C.

VENDREDI 2 NOVEMBRE. — Sanglantes bagarres à **Casablanca** : 5 morts et 62 blessés. Habib Bourguiba, leader du Néo-Destour tunisien, est expulsé de **Tanger.**

Le Conseil Supérieur de l'**Education Nationale** refuse de donner son avis sur l'application des lois anti-laïques.

LUNDI 5. — Léon Jouhaux reçoit le prix **Nobel de la paix.**

MARDI 6. — Ouverture à Paris de l'**assemblée générale de l'O.N.U.** M. Auriol propose une rencontre des chefs des grandes puissances.

MERCREDI 7. — A l'assemblée de l'**O.N.U.**, discours de M. Acheson (U.S.A.). Appel public du **Président Truman** pour un contrôle des armements.

JEUDI 8. — A l'**O.N.U.**, violente réplique de M. Vychinsky (U.R.S.S.) aux propositions occidentales.

Fin de la grève des **dockers de New-York et de Boston** qui aura duré 25 jours.

VENDREDI 9. — Grève de 24 heures du **personnel enseignant** pour protester contre les lois anti-laïques.

SAMEDI 10. — Succès des troupes françaises au sud-ouest de **Hanoï.**

LUNDI 12. — A l'**O.N.U.**, discours de M. Eden (Grande-Bretagne).

Création d'un commandement suprême allié en **Moyen-Orient**, par les U.S.A., la France, l'Angleterre et la Turquie.

Evocation de l'affaire **marocaine** à l'O.N.U., par le délégué de l'Irak.

MARDI 13. — Extension de la **grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais**, déclenchée par la C.G.T. pour protester contre le « ticket modérateur » sur les produits pharmaceutiques.

MERCREDI 14. — Manifestation de 400.000 personnes au **Caire** pour protester contre les incidents sanglants de la zone du canal de Suez.

Elections aux **Philippines**, marquées par de sanglantes bagarres.

Congrès de la Fédération autonome de l'**Education Nationale.**

VENDREDI 16. — Comité national confédéral de la **C.G.T.-F.O.**

Fin de la **grève des mineurs** du Nord et du Pas-de-Calais.

LUNDI 19. — Grève de 24 heures des **journaux**, pour protester contre les incidents de Marseille.

MARDI 20. — Le gouvernement obtient la confiance de l'**Assemblée Nationale**, par 246 voix contre 228, malgré l'abstention socialiste.

VENDREDI 23. — Accord à Pam-Mun-Jom, en **Corée**, sur la ligne du « cessez le feu ».

SAMEDI 24. — Conseil National du **R.P.F.** Le général de Gaulle ne veut pas que « nous devenions des sujets des Américains ».

A propos des textes fournis sur l'école en U.R.S.S.

Dans *l'Ecole Syndicaliste de la Loire*, nous relevons l'article ci-dessous. Tous les syndicalistes — pas seulement ceux de l'enseignement — seront intéressés par le déroulement de cette affaire. A notre ami Franc, qui en a pris l'heureuse initiative, nous demanderons de tirer, pour la *R.P.*, les conclusions de cette confrontation.

En novembre 1950, Clauzet, membre du Bureau national du S.N., demandait à **l'Ecole Libératrice** de publier un article intitulé : « Après un voyage en U.R.S.S. » et relatif à l'école soviétique.

L'Ecole Libératrice refusa de publier. Les camarades cégétistes demandèrent alors la publication de l'article refusé dans tous les bulletins des sections départementales. La section de la Loire, soucieuse de sauvegarder la liberté d'expression, et désireuse de rechercher la vérité partout, protesta, auprès du bureau national, contre la non-insertion du texte de Clauzet, regretta la position statique du B.N. qui aurait pu ouvrir à ce sujet une enquête intéressante et décida de faire elle-même ce qu'elle croyait utile en cette matière. Elle publia donc intégralement l'article de Clauzet dans « L'Ecole Syndicaliste ». Elle demanda des renseignements, d'autres points de vue, des textes. Je pus fournir, dans trois numéros successifs de « notre bulletin » un certain nombre de textes **officiels**, dont je m'étais assuré l'authenticité.

Je demandais à mes camarades cégétistes d'apporter des précisions **aussi officielles** et **aussi authentiques**. Je ne reçus que des insultes. En assemblée générale, au conseil syndical, dans le bulletin, dans la presse régionale même j'eus les honneurs de l'artillerie lourde stalinienne. Il est plus facile d'insulter et de calomnier que d'apporter de réels arguments. Les insultes, au fond, me firent plaisir. Elles me valurent, du département, des encouragements certains. Elles regroupèrent ceux que l'injure n'effraie point, elles me prouvèrent surtout que j'avais raison, car elles témoignaient de la pauvreté et de la mauvaise foi de mes adversaires.

Au cours d'un conseil syndical, deux camarades, emportés par leur élan, me mirent au défi de montrer les originaux des citations relevées dans le Bulletin de la Loire. L'un d'eux affirma même qu'en cinq minutes, il était capable de me confondre. J'ai relevé le défi. Les originaux sont dans le département. J'ai, à ma disposition, une douzaine de livres **scolaires soviétiques actuels, approuvés par le ministre russe de l'Education.** J'ai à ma disposition **quelques-uns des journaux cités ou des photocopies vérifiables.** J'ai pris la peine de donner les textes à **trois traducteurs différents** pour tenir compte de tout, et agir en toute assurance et toute honnêteté. Ces livres, ces journaux, ces textes seront montrés et traduits, le **jeudi 29 novembre, à 14 heures, Hôtel de Ville de Saint-Etienne, salle Jean-Jaurès.**

Le débat est ouvert à tous les instituteurs de la section. Notre camarade Clauzet, auteur de l'article initial, a été invité oralement, le 11 octobre, invité par écrit le 19 octobre 1951, invité de nouveau le 2 novembre par lettre recommandée. Il doit amener lui-même un traducteur russe. Il appartient aux camarades cégétistes de la Loire de me confondre et je les défie de le faire. **Nous invitons les instituteurs à venir nombreux.**

La traduction publique des textes incriminés est une preuve de notre volonté de libre information et d'objectivité. Vous qui croyez sincèrement à l'U.R.S.S., à sa volonté de paix, à la réalisation du socialisme en Russie, venez au contact direct de la réalité soviétique !... Vous qui, déjà, êtes informés, venez aider ceux qui informent et leur donner le témoignage de votre soutien.

Les textes sont probants, indiscutables. Au soir du 29 novembre, vous saurez enfin qui avait raison de ceux qui publiaient des textes vérifiables, traduisant des faits et de ceux qui, simplement, s'efforçaient de nier l'évidence en insultant.

FRANC.

ENTRE NOUS

COMPTES D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

On trouvera, dans ce numéro, les comptes pour la période allant du 20 septembre au 20 novembre. On peut voir que notre « trésorerie » n'est pas spécialement à l'aise. Essayons ensemble d'en comprendre les raisons et de trouver des remèdes.

Tout est dans le détail du mouvement des abonnés. Le nombre impressionnant de suppressions provient du retour impayé d'une partie des cartes-remboursement dont l'envoi avait été annoncé aux retardataires. Sur 131 cartes envoyées, 63 ont été acceptées, 31 refusées et 19 n'ont pas été réclamées. Il reste 18 cartes au sujet desquelles nous ne sommes encore pas fixés. La bonne administration de la revue nous contraint à supprimer le service non seulement à ceux qui ont refusé de renouveler, ce qui va de soi, mais aussi aux 19 négligents. La mise à jour du fichier des abonnés n'ayant pu être faite avant l'expédition de ce numéro, certains d'entre eux recevront encore la **R.P.** de décembre. Peut-être penseront-ils alors à régulariser leur situation. Leur fiche d'abonné sera rétablie.

Mais tout le monde comprend ce que ces méthodes administratives ont de désagréable et d'inefficace. Croyez bien qu'en sont les premiers persuadés ceux qui ont passé plusieurs heures à envoyer des cartes-remboursement.

Nous ne pouvons donc que répéter inlassablement à chacun de faire des abonnés nouveaux, de faire la publicité de la **R.P.** Cela vaut tout versement d'argent supplémentaire. Car on sait bien que le prix de revient de la revue décroît quand le nombre des abonnés augmente. On se réserve de revenir plus longuement sur l'étude de cette fonction décroissante, dans le prochain numéro quand on examinera l'ensemble de la situation financière de la revue. Mais sans règle à calculer, sans graphique et même sans chiffres tous les amis de la **R.P.** comprennent que notre indépendance a son prix.

Le chèque postal de la **R.P.** reste donc accueillant à tous les camarades qui, comme nous, seraient bien contents de trouver dans le sabot de Noël de la **R.P.** un stock de papier !

Mais le cahier des nouveaux abonnés est aussi toujours ouvert. Envoyez des listes d'abonnés possibles. Mieux, envoyez de quoi faire un service d'essai à un camarade qui peut s'abonner, qui s'abonnera s'il nous connaît et qui actuellement, s'il nous ignore, ne peut le faire.

La vie de la **R.P.** n'a de signification que si elle est faite de l'effort de tous.

REMARQUES

Escoffier (Vaucluse). — « Mon réabonnement avec un peu de retard. Le Rhône m'a fait habiter plus d'une semaine dans une île étroite. Je lis toujours la **R.P.** avec plaisir et intérêt. Pas toujours d'accord, mais elle apporte matière à réflexion. C'est peut-être ce qui nuit à son développement, dans ce monde où les détenteurs de vérités et les croyants sont bien plus nombreux que les esprits libres. »

Sorin (Loire-Inférieure). — « Pas toujours d'accord, mais comme l'impartialité est de mise à la **R.P.**, je vous envoie mon réabonnement plus 500 fr. de soutien. »

R. Lagneau (Oise). — « Je ne suis pas beaucoup d'accord avec les conclusions que l'on peut tirer de l'ensemble de vos articles. Mon F.O. américanophilie est en baisse. Cependant, votre revue m'intéresse et je perdrais beaucoup en m'en privant. Donc continuons.

Tous mes vœux pour votre réussite dans la « quête de la vérité ».

Jean Cornec (Paris). — « Mon réabonnement plus un petit quelque chose (500 fr.) pour vous prouver que je continue à lire la **R.P.** avec plaisir et intérêt. »

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes ». 232, rue de Charenton, Paris-12e

D'où vient l'argent ?

DU 21 SEPTEMBRE AU 20 NOVEMBRE 1951

RECETTES :

Abonnements :		
Ordinaires	65.685	
Soutien	14.500	
		80.185
Souscription		7.455
Vente		1.300
Publicité		4.000
Avance pour achat papier		5.500
Créditeurs divers		300
Recettes totales		98.740
Caisse et chèques postaux le 20 septembre		183.571
		282.311

DEPENSES :

Impression (septembre-octobre)		112.198
Papier (sept.-oct.)		26.167
Timbrage, routage, expédition		13.565
Téléphone		4.380
Frais généraux divers		1.707
Dépenses totales		158.017
Soldes au 20 novembre :		
Caisse	3.547	
Chèques postaux	120.747	
		124.294
Balance		282.311

DETTES AU 20 NOVEMBRE 1951

Impression, numéro de novembre	61.748
Timbrage, routage, expédition (nov.)	3.995
Papier (nov.)	12.250

MOUVEMENT DES ABONNES

Au 20 septembre	1406
Abonnements nouveaux	12
	1418
Désabonnements et suppressions	60
	1358

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Estève (Gard) 1000 ; Dr J. Lefèvre (Puy-de-Dôme) 1000 ; Francis Ruh (Paris) 1500 ; René Goffin (Belgique) 3000 ; Sorin (Loire-Inférieure) 1000 ; E. Péju (Paris) 1000 ; Djoukitch (Var) 1000 ; M. Maurel (Basses-Alpes) 1000 ; M. Janets (Paris) 1000 ; R. Croze (Haute-Garonne) 1000 ; Marcadet (Seine-et-Oise) 1000 ; Depauw (Paris) 1000. — Total : 14.500 francs.

LA SOUSCRIPTION

Thomas (Indre) 100 ; J. Lapiaud (Haute-Vienne) 220 ; E. Baiandreau (Drôme) 100 ; H. Cognée (Seine-et-Marne) 20 ; E. Mormiche (Deux-Sèvres) 100 ; J. B. (Allier) 150 ; A. Lapraz (Haute-Savoie) 200 ; R. Nouelle (Seine-et-Oise) 100 ; J. P. Bressand (Saône-et-Loire) 125 ; R. Maria (Paris) 125 ; M. Belle (Isère) 20 ; P. Boutin (Paris) 200 ; P. Cottet (Paris) 200 ; O. Pezy (Loir-et-Cher) 50 ; Danno (Côtes-du-Nord) 100 ; Pocthier (Doubs) 20 ; Jannin (Saône-et-Loire) 100 ; A.-V. Jacquet (Paris) 3.000 ; Vollmar (Paris) 20 ; L. Dubost (Seine-Inférieure) 70 ; Collobert (Côtes-du-Nord) 100 ; Gran (Seine-et-Marne) 70 ; G. Nicolas (Paris) 100 ; C. Soulenq (Paris) 100 ; Lucie Colliard (Seine) 100 ; Chantepie (Var) 250 ; J. Faigt (Hérault) 20 ; Jean Cornec (Paris) 500 ; R. Vigne (Seine) 100 ; A. Benda (Côte d'Or) 100 ; Fédération F.O du Livre (Paris) 125 ; Mme E. Pujolle (Gironde) 250 ; P. Rivière (Rhône) 100 ; R. Verdelhan (Bouches-du-Rhône) 100 ; R. Liquière (Hérault) 100 ; G. Pons (Ain) 100 ; Le Rai (Seine) 100 ; Le Bot (Seine) 20 ; H. Chapey (Paris) 100. — Total : 7.455 francs.

LE PAPIER

Mougeot (Haute-Marne) 500 ; Djoukitch (Var) 5.000. — Total : 5.500 francs.